



---

**Master 2 Mention santé publique**  
**Parcours « Enfance, jeunesse :**  
**politiques**  
**et accompagnements »**  
Promotion : **2020-2021**

---

**STRATÉGIE DE CONTRE-POUVOIR ET PUISSANCE POLITIQUE :**  
**analyse des pratiques de Keur et Coop'Eskemm**

---

ZAKARIA HAMDANI

07/09/2021

*Sous la direction de*  
PATRICIA LONCLE-MORICEAU



---

## Remerciements

---

Je voudrais commencer par remercier l'équipe pédagogique du Master « Enfance, jeunesse : politiques et accompagnements » et en particulier Virginie Muniglia pour la qualité de la formation proposée, la coordination générale, et toute l'attention et la bienveillance accordées à la promotion.

Un grand merci à Patricia Loncle pour le suivi de ce travail, les nombreux conseils et encouragements. Merci de me permettre de m'exprimer et de mener des projets avec et en parallèle de l'Université.

Je voudrais bien-sûr remercier Pierre Durosoy, pour tout. Depuis notre rencontre, tu n'as cessé de m'ouvrir le champ des possibles, de prendre en compte mes motivations, mes ambitions. Merci de m'avoir permis de faire un stage de qualité, d'avoir pu trouver en toi un complice intellectuel mais pas que. Merci pour ta bonne humeur, ta joie, ton sarcasme.

Merci également aux membres de Coop'Eskemm, qui, au même titre de Patricia et Pierre, m'ont intégré dans leurs projets tout en me permettant de développer les miens.



---

## S o m m a i r e

---

Introduction	page 3
Émergence du sujet d'étude	page 4
Contexte et méthodologie	page 7
Partie 1 : Les parcours des membres de Keur Eskemm et Coop'Eskemm, au fondement d'une stratégie de contre-pouvoir et d'une quête de puissance politique ?	page 14
1.1.1) Du parcours militant bénévole à la professionnalisation	page 16
1.1.2) les différentes figures du militant : traditionnel, humanitaire, alternatif, situationnel...	page 23
1.1.3) quelle.s figure.s militante.s chez les membres de Keur et Coop'Eskemm ?	page 29
1.2.1) l'impuissance politique, qu'est-ce-c'est ?	page 34
1.2.1) Quand la définition même de la lutte crée l'impuissance	page 37
1.2.2) L'impuissance politique, de la détresse à l'auto-exclusion	page 39
1.2.3) L'impuissance politique et la folklorisation des contestations	page 43
Partie 2 : Les projets associatifs de Keur et Coop'Eskemm et leurs effets sur les politiques de jeunesse	page 50
2.1) Une dualité des objectifs : des financements pour développer des projets en direction des jeunes et la volonté d'influencer les politiques publiques	page 51
2.2) Keur Eskemm, stratégie de contre-pouvoir et de puissance politique : les rapports aux élus et décideurs ?	page 57
2.3) Keur Eskemm, stratégie de contre-pouvoir et de puissance politique : les rapports à l'Université ?	page 66
2.4) Vers une nouvelle forme de radicalité militante. Comment concilier radicalité et contre-pouvoir ?	page 74
Conclusion	page 81
Bibliographie	page 92
Annexe	page 97





# Introduction



## I- Émergence du sujet d'étude

En arrivant en stage de coordination à Keur Eskemm, je découvre toute une stratégie associative où le militantisme côtoie l'art, la culture, l'Université, la politique, du local à l'échelle européenne. Je me rends compte que j'entre dans une structure complexe et que je qualifierai à la fois de multiple<sup>1</sup> et de totale de par ses modes d'action. Bien que Keur Eskemm fasse un choix dans son engagement militant<sup>2</sup> en luttant depuis 2015, dans le champ de la culture, de l'art, de la jeunesse populaire et exilée, elle mène selon moi une réflexion totale et multiple dans la mesure où elle traite à la fois l'urgence du terrain et des questions sociales. Pour cela, elle met en place des projets destinés non seulement à réduire la violence sociale subie par les jeunes mais également à renforcer leur autonomie. Dans le même temps, Keur Eskemm ne cesse d'investir les institutions pour développer des projets et des dynamiques collectives par et pour les jeunes mais également pour questionner l'Université, les élus, les décideurs face à leurs pratiques, la manière dont ils font de la recherche, fabriquent des savoirs académiques et construisent des politiques publiques<sup>3</sup>. Parallèlement, je découvre Coop'Eskemm, une coopérative émanant de Keur Eskemm, créée entre 2018 et 2019. Elle propose, grâce à ses ingénieurs d'étude et un docteur en science politique, une expertise dans les politiques publiques de jeunesse et le « *développement d'actions publiques en faveur de l'émancipation sociale, économique, culturelle et politique des jeunes-adultes* »<sup>4</sup>. À cet effet, Coop'Eskemm agit sur un volet plus politique et institutionnel, dans le domaine de la recherche et des politiques publiques en venant complexifier et enrichir la stratégie de Keur Eskemm. Si Keur Eskemm met en place des activités artistiques et culturelles, Coop'Eskemm pilote un certain nombre de projets et de

---

<sup>1</sup> Foucault met en avant dans sa généalogie des savoirs, une multiplicité au sein de laquelle des forces se combattent et où ces savoirs apparaissent telles des forces déstabilisatrices contre ce qui voudrait broyer la multiplicité, contre « les effets de pouvoir centralisateurs » liés aux institutions. Lazzarato Maurizio cite Michel Foucault « *Il faut défendre la société* » dans « *Multiplicité, totalité et politique* », *Multitudes*, vol. no 23, no. 4, 2005, page 112.

<sup>2</sup> Un choix nécessaire, on ne peut pas lutter contre tout au risque de s'autodétruire politiquement.

<sup>3</sup> C'est ici ce que j'entends par « *totalité* ». de Lagasnerie Geoffroy, « *Penser dans un monde mauvais* », chapitre V, penser par système, Puf, Paris, 2017, page 81 et 82.

<sup>4</sup> <https://coopeskemmm.org>

dynamiques institutionnelles, par exemple le Conseil Régional des Jeunes, les Rencontres Nationales de l'Éducation, un projet de recherche financé par l'Agence Nationale de la Recherche.

Au fur et à mesure de mes observations et des réunions stratégiques auxquelles j'assiste, je m'aperçois que derrière la vitrine de Keur Eskemm où se dressent prestigieusement les réussites du Laboratoire Artistique Populaire (LAP), des « Block Party » et de nombreux projets européens, il y a une stratégie bien plus complexe qu'il n'y paraît. Même si ces projets sont au centre de l'attention, des discussions et mobilisent la plupart des salariés et des volontaires de l'association, ne s'intéresser qu'à leurs mises en place et leurs résultats serait occulter ce qui relève, et j'en fais l'hypothèse ici, d'un contre-pouvoir, d'une nouvelle radicalité et de l'incarnation d'une forme de puissance politique centrale face aux rapports de domination qui régissent le monde social. C'est cette dynamique créative et critique que j'observe qui m'incite à questionner la nécessité de la démarche de Keur et Coop'Eskemm. Comment est-il possible d'agir efficacement dans le monde social ? Comment ne pas reproduire la violence et l'exclusion qui pèsent déjà sur les jeunes adultes ? Comment proposer un mémoire qui analyse des pratiques associatives tout en ne présentant ni des banalités, ni une victimisation du public et du champ professionnel étudié ? Comment mettre en valeur et proposer une analyse objective de la structure d'accueil qui aille dans le sens de la libération, de l'émancipation et surtout, qui tente de mettre en lumière des méthodes capables de déstabiliser les systèmes de domination spécifiques qui pèsent sur les publics et les professionnels.

*« Il n'y a pas de non-participation possible au monde et donc pas de neutralité. Le monde existe, il est là, il fonctionne. Des systèmes de pouvoirs se reproduisent et les dispositifs culturels accomplissent leurs fonctions. Nos actions s'inscrivent de fait dans tout un ensemble de dispositifs. Ils les ratifient ou les déstabilisent. Ils font partie de leur existence. Dès lors, si l'on veut ne pas avoir honte de la culture devant le monde, il faut que la culture parte du monde et de son action à l'intérieur de celui-ci pour donner un sens à son existence »<sup>5</sup>.*

---

<sup>5</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *L'art impossible* », PUF, Paris, 2020, page 24.

Cette citation explique en partie ce qui est en jeu et ce qui s'inscrit dans la constitution de Keur et Coop'Eskemm où les parcours, les méthodes, les projets et les individus qui s'y engagent invitent à une production artistique et de savoirs en partant de questions sociales et politiques. L'art, la culture, l'Université, n'apparaissent pas ici comme des objets sacrés et fétichisés mais sont mis en question par l'association, la coopérative et les jeunes adultes qu'elles mobilisent. Il y a alors la volonté que ces derniers s'en saisissent et participent à la production artistique, culturelle et de savoirs comme sujets actifs et non comme objets spectateurs. Mais plus encore, il ne s'agit pas de faire de l'art pour l'art, ni de faire du social pour faire du social car même si ces idées sont parfois exprimées par les artistes, par les professionnels de jeunesse, par l'État, il n'y a pas de non-participation possible au monde. De fait, les projets de Keur et Coop'Eskemm s'inscrivent dans une optique de déstabilisation des systèmes de pouvoir et il s'agit alors d'étudier leurs stratégies, leurs méthodes ainsi que leur « efficacité » autour d'un questionnement central qui serait : dans quelle mesure Keur et Coop'Eskemm apparaissent-ils comme des contre-pouvoirs en s'inscrivant dans une quête de puissance politique qui propose une manière de militer différente des formes de contestations classiques ?

Pour ce faire, la première partie questionnera les parcours militants : de l'engagement bénévole à la professionnalisation des salariés de Keur et Coop'Eskemm. Il y a ici l'idée de comprendre les cheminements personnels de ces militants, de saisir leurs rapports à l'engagement et les enjeux auxquels ils doivent faire face pour vivre de ce militantisme. Il sera également question d'inscrire Keur et Coop'Eskemm dans les dynamiques des mouvements sociaux et de s'intéresser aux formes de contestations qui peuvent paralyser les mouvements alors même qu'ils croient agir. La seconde partie étudiera les projets associatifs mis en œuvre par ces militants et dans quelle mesure ce sont des prétextes au service d'un contre-pouvoir et d'une quête de puissance politique. Il y a l'idée de rechercher ici la complexité qui existe entre des projets qui se destinent à la fois aux jeunes et à l'urgence sociale tout en ne négligeant pas la portée institutionnelle et politique des actions. Ce sera aussi l'occasion de questionner l'appropriation du cadre institutionnel au travers des rapports entre Keur et Coop'Eskemm, les universités, les enseignants-chercheurs, les élus et les décideurs. Il s'agira alors de saisir les postures de ces salariés face aux institutions et la manière dont ils permettent d'envisager de nouvelles formes de

lutte, de radicalité capable de proposer des méthodes pour une puissance politique.

## II- Contexte et méthodologie

- *Lieu de l'activité professionnelle et méthodologie*

Il y a dans ce travail l'intention de questionner la puissance stratégique et politique de l'association Keur Eskemm et du bureau d'étude coopératif Coop'Eskemm en lien avec l'association.

Keur Eskemm est une association composée de deux salariés à temps plein qui coordonnent l'association et le projet principal de celle-ci, le Laboratoire Artistique Populaire (LAP). Un salarié à mi-temps a la charge de la gestion financière et administrative de l'association. Dans la constellation d'acteurs qui gravitent autour de Keur Eskemm, il y a un stagiaire, moi-même, et une équipe de quatre personnes en service civique qui sont en charge d'être des soutiens à l'animation du LAP, d'œuvrer pour l'un d'entre eux sur la communication et d'animer, pour le dernier, le collectif post LAP<sup>6</sup>. Néanmoins, la dimension stratégique, politique et universitaire de l'association n'est que très peu saisie par ces volontaires et elle l'est de manière secondaire par le salarié qui coordonne le LAP<sup>7</sup>. Le LAP est au cœur des activités de l'association lui permettant d'être conventionné avec la Ville de Rennes pour œuvrer sur le plan des politiques de jeunesse<sup>8</sup>. Le LAP est « *une initiative expérimentale* » réfléchi par Keur Eskemm depuis 2015 qui s'est déroulée au cours des quatre éditions précédentes dans des tiers lieux situés à Rennes<sup>9</sup>. Il rassemble un groupe de 30 jeunes adultes

---

<sup>6</sup> Le collectif post LAP est un collectif indépendant créé à l'initiative d'anciens participants. Certains d'entre eux bénéficient d'un contrat de service civique pour animer le collectif qui propose généralement des temps de convivialité, de solidarité et des animations artistiques et culturelles diverses.

<sup>7</sup> Entretien réalisé avec l'un des membres de Keur Eskemm et observations issues du journal de terrain.

<sup>8</sup> Dans le cadre d'une Convention pluriannuelle d'Objectifs.

<sup>9</sup> Lecoq Maxime, « *Le Laboratoire Artistique Populaire de Keur Eskemm : une démarche collective singulière et une expérimentation sociale au local pour l'émancipation des jeunes-adultes* », Diplôme d'État d'Ingénierie Sociale, Collège Coopératif de Bretagne, Rennes, 2020, 133 pages.

*Zakaria Hamdani - Mémoire de l'Université de Rennes 1, de l'École des Hautes Études en Santé Publique et de l'Université Rennes 2- année 2020-2021*

issus de la diversité des jeunes qui habitent à Rennes ; étudiants, jeunes en recherche d'emploi, jeunes en réinsertion, jeunes exilés, jeunes travailleurs... Il travaille sur des questions artistiques, d'appropriation de lieux vacants, d'interculturalité et de participation sociale. En parallèle du LAP, les activités associatives de Keur Eskemm s'articulent à travers des projets européens Erasmus +. Il s'agit de projets financés par la Commission européenne favorisant l'interconnaissance entre associations, travailleurs jeunesse et universités de différents pays européens. Concrètement, ces projets sont des temps de réflexion, de partage d'expériences et d'expertises sur les questions de jeunesse, d'art, d'occupation temporaire, de participation sociale etc... Finalement, mon stage de coordination à Keur Eskemm m'a permis de me rendre compte qu'un pan entier des activités de l'association sont caractérisées par des réunions stratégiques avec les décideurs, les élus, les financeurs. Mais aussi avec les associations ou structures œuvrant dans le champ de la jeunesse, la culture et de l'art à Rennes comme dans de nombreuses villes européennes<sup>10</sup>.

En parallèle, la Coop'Eskemm, en tant que bureau d'étude composé d'ingénieurs et d'un docteur en science politique, est « *spécialisée dans les politiques publiques de jeunesse (...) son objectif est d'accompagner le développement d'actions publiques en faveur de l'émancipation sociale, économique, culturelle et politique des jeunes adultes* »<sup>11</sup>. À cet effet, la Coop'Eskemm, en lien avec le coordinateur général de Keur Eskemm auprès duquel j'effectuais mon stage, s'intéresse davantage à toute la dimension stratégique et politique. C'est auprès d'eux que s'est accentuée ma volonté d'étudier les rapports de pouvoir qui gravitent autour de l'association. Les données dont je dispose pour réfléchir et effectuer ces analyses sont les projets que mènent Keur et Coop'Eskemm et les réunions stratégiques entre les deux structures et d'autres associations, institutions et décideurs politiques.

C'est dans ce contexte que s'est déroulé mon stage. J'avais pour mission principale de développer le lien entre Keur Eskemm et D'Ici ou D'Ailleurs (DIDA), une association rennaise qui travaille avec les jeunes exilés, et d'étendre la réflexion autour de l'exil, de la migration et en fin de compte, de l'interculturalité, au sein de Keur Eskemm et du LAP. Ma mission secondaire, mais c'est finalement

---

<sup>10</sup> Par exemple Lisbonne, Bologne, Riga, Manchester, Bruxelles, Istanbul.

<sup>11</sup> <https://coopeskemm.org>

celle qui m'a le plus occupé, était de suivre et d'accompagner les différentes activités du coordinateur général de l'association : réunions stratégiques avec les élus et les décideurs, rencontres avec les partenaires, demandes de financements, projets européens, suivis des volontaires en service civique etc. Ceci m'a permis de passer énormément de temps avec le coordinateur général de Keur Eskemm, de développer une complicité intellectuelle avec lui<sup>12</sup> et ainsi de discuter d'un grand nombre de questions, des plus anodines au plus stratégiques. Il faut également relever que cette seconde mission de stage a été pensée par le coordinateur et moi-même afin que je puisse bénéficier d'un maximum de savoirs stratégiques dans la perspective éventuelle de professionnaliser ma pratique associative autour de l'association que je préside, To have an impact<sup>13</sup>. J'ai donc eu une place privilégiée pour observer les questions politiques, stratégiques et de gouvernance à Keur Eskemm tout comme à Coop'Eskemm. Les membres associés de la coopérative ont aussi tenu compte de mes motivations, ce qui m'a permis de comprendre comment Coop'Eskemm a émergé, comment les membres associés se rémunèrent, décrochent des projets et sur quelles valeurs ils s'appuient. Ces relations que j'ai entretenues avec le coordinateur de Keur Eskemm et les membres associés de Coop'Eskemm ont abouti à l'implication de mon association, To have an impact, dans le projet européen « *Opening Universities for Youth in Europe* ».

Mon expérience auprès de Keur et Coop'Eskemm m'a permis d'élaborer plus finement ma future pratique professionnelle, pas seulement sur les questions de jeunesse mais aussi sur ma participation au monde en tant que professionnel et qu'individu de manière générale. Cette expérience et ce travail réflexif sur les pratiques professionnelles des membres de Keur et Coop'Eskemm m'ont conforté dans l'idée que ma future pratique devra être intimement liée à la compréhension et la libération vis-à-vis des différents rapports de pouvoir qui peuvent s'abattre sur moi, sur les publics, les structures et la société dans laquelle je serais amené m'engager. Pour cela, il me semble que je devrais entretenir un rapport étroit avec les acteurs du monde social qui prennent part à la production d'idées, les associations, les artistes, les collectifs critiques, les enseignants-chercheurs, les jeunes notamment.

---

<sup>12</sup> Voir l'évaluation de stage.

<sup>13</sup> [tohaveanimpact.com](http://tohaveanimpact.com)

Ainsi, et pour tenter de formuler les différents enjeux auxquels j'ai été confronté durant mon stage, je vais présenter les deux notions centrales qui articuleront mon raisonnement.

- *Contre-pouvoir*

Dans ce cadre et à partir des questions de recherche formulées, la notion de contre-pouvoir m'a semblé pertinente dans la mesure où elle est définie en science politique comme « *un pouvoir organisé afin d'équilibrer le pouvoir politique en place* »<sup>14</sup> ou encore comme un « *pouvoir s'organisant face à une autorité établie* »<sup>15</sup>. De manière plus spécifique et en rapport avec le militantisme associatif qui semble être à l'origine de Keur et Coop'Eskemm, Miguel Benasayag et Diego Sztulwark mobilisent la notion de contre-pouvoir comme étant « *un rapport nouveau aux institutions et au réel que les nouveaux mouvements déplacent les problématiques classiques. Ils ne visent pas le pouvoir, sans pour autant nier son existence, sa réalité et son efficacité. Ils ne proposent pas non plus des modèles ou des programmes, mais ils développent des projets concrets, souvent d'une grande finesse* »<sup>16</sup>. Ils ajoutent « *le contre-pouvoir c'est donc une multiplicité d'expériences alternatives, qui ne visent pas la quête du pouvoir central mais la mise en réseau de ces expériences alternatives au service de la puissance, de la politique et de la vie* »<sup>17</sup>. Le contre-pouvoir « *n'a pas pour objectif de se transformer en pouvoir hégémonique, mais plutôt de garantir la transformation de ce dernier* »<sup>18</sup>. En somme, les auteurs parlent d'une nouvelle forme de radicalité qui dépasse le simple fait de militer « *contre* » mais qui s'inscrit dans les pratiques de la vie quotidienne. C'est cette proximité analytique avec la vie quotidienne qui forge entre autres une certaine puissance puisque que l'analyse s'appuie alors sur le réel, la réalité vécue et tente alors de dire la vérité

---

<sup>14</sup> <https://www.universalis.fr/dictionnaire/contre-pouvoir/>

<sup>15</sup> <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/contre-pouvoir/18859>

<sup>16</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, préface, page 7.

<sup>17</sup> *Ibid*, page 69.

<sup>18</sup> *Ibid*, page 136.

sur le monde social<sup>19</sup>. Cette idée de contre-pouvoir, d'une nouvelle forme de radicalité basée sur une quête de puissance politique « *peut distinguer d'un côté la lutte " agenda ", celle des individus qui essaient de trouver parmi leurs occupations la possibilité d'être solidaires et, de l'autre, la nouvelle radicalité, qui signifie le développement concret dans la vie de tous les jours de modes de vie et de liens différents* »<sup>20</sup>

- *Puissance politique*

Du fait des caractéristiques stratégiques de Keur et Coop'Eskemm évoquées plus haut, il y a la volonté dans ce travail de questionner l'idée de puissance et plus précisément de puissance politique. Dans un contexte où la gauche a récemment échoué dans les politiques mises en place en renforçant l'austérité à l'égard des plus démunis<sup>21</sup>, en affaiblissant les services publics et où des mouvements radicaux tels que le mouvement des « gilets jaunes » et « nuit debout » n'ont pas su rééquilibrer les rapports de force<sup>22</sup>, il s'agit d'analyser ici ce qui pourrait être un contre-pouvoir, une tentative efficace de rééquilibrage des rapports de force entre institutions et société civile. Car, en effet, aussi nécessaire qu'ils l'ont été, le mouvement des gilets jaunes et nuit debout ont été, je l'explicitai plus tard, l'incarnation d'une impuissance politique. Plus largement, Geoffroy de Lagasnerie rassemble des éléments de la pensée de Marcuse, de Weiss, d'Anders et décrit une critique des formes classiques de la contestation et du militantisme où « *la contestation contemporaine prend la plupart du temps deux formes : soit des formes joyeuses, comme la manifestation, où nous chantons et sourions, soit des formes autosacrificelles* »<sup>23</sup> où les contestataires se

---

<sup>19</sup> Lefebvre Henri, « *Critique de la vie quotidienne* », Editions Bernard Grasset, Paris, 1947, 248 pages.

<sup>20</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, préface, introduction, pages 5 à 8.  
Voir aussi, Pickard, Sarah, « *Politics, protest and young people: Political participation and dissent in 21st century Britain* », Springer, 2019.

<sup>21</sup> Eribon Didier, « *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* », Éditions Léo Scheer, Paris, 2007, pages 23 et 24.

<sup>22</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, pages 11 à 14.

<sup>23</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, pages 12 et 13.



mettent eux-mêmes en danger et s'exposent au système répressif de l'État. Dans les deux cas, il s'agit d'interroger « *comment de telles modalités pourraient-elles faire plier les gouvernants et ceux qui nous menacent ?* »<sup>24</sup>. La puissance peut alors se définir comme un « *synonyme de politique et implique une évolution permanente, un processus qui n'accepte aucune forme finale. La puissance est le développement de potentialités, la réalisation de « possibles » qui remuent toute définition, tout étiquetage* »<sup>25</sup>. Finalement, penser en termes de puissance, c'est se demander dans quelle mesure les actions de Keur et de Coop'Eskemm ont une efficacité et ne s'autodétruisent pas lorsqu'elles se déploient dans un contexte où les expériences politique et militante de gauche perdent lorsqu'elles agissent<sup>26</sup> ?

---

<sup>24</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, pages 12 et 13.

<sup>25</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, préface, page 57.

<sup>26</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, pages 15.

## Partie 1

Les parcours des membres de Keur Eskemm et Coop'Eskemm, au fondement d'une stratégie de contre-pouvoir et d'une quête de puissance politique ?

Comment peut-on faire contre-pouvoir ? Quelles stratégies et quelle organisation doit-on mettre en place pour tenter d'entrer dans une perspective de puissance politique ? Ces questions m'animent depuis le début mon stage entre Keur et Coop'Eskeem. En parallèle de mes lectures où je comprends que les notions de contre-pouvoir et de puissance politique se situent hors des lieux de l'exercice même du pouvoir, mon terrain de stage m'incite à faire l'hypothèse que certaines des stratégies présentées dans les travaux théoriques sur ces questions sont à l'œuvre au sein des méthodes d'action de Keur et Coop'Eskeem. Bien que l'élaboration de ces stratégies de contre-pouvoir et de puissance politique soit plus complexe, transversales et multiscalaire, la posture que j'adopte est l'analyse des pratiques des professionnels.

Il m'a semblé alors pertinent de débiter ce travail réflexif par la question des parcours individuels et collectifs des membres des deux structures. Pour cela, j'étudierai dans un premier chapitre les parcours des membres depuis leur enfance jusqu'à leur professionnalisation au sein des deux structures qu'ils ont eux-mêmes développées. Je mettrai ces parcours en perspective des différentes figures militantes étudiées dans la littérature avant de réaliser une analyse croisée qui mettra en évidence la ou les figures militantes nécessaires à la constitution d'un contre-pouvoir. Dans un second chapitre, je réfléchirai au contexte politique et social dans lequel exercent Keur et Coop'Eskeem sous le prisme des différentes pratiques militantes et des problèmes qu'elles rencontrent afin de gagner en puissance et de forger de véritables contre-pouvoirs. Il s'agira d'essayer de comprendre comment des pratiques militantes s'autodétruisent lorsqu'elles agissent et dans quelle mesure il est possible de dépasser ce spectre de l'impuissance qui semble hanter les mouvements de gauche depuis les années 1980<sup>27</sup>. Ainsi, ce travail fait le choix d'aborder directement la question de contre-pouvoir et de puissance politique considérant l'évidente nécessité de ces notions pour tenter de vivre, un tant soit peu, dans une démocratie où les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité soient effectives et constamment questionnées.

---

<sup>27</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, pages 14 et 15.

### 1.1.1) Du parcours militant bénévole à la professionnalisation

Pour recueillir les éléments des parcours des membres de Keur et Coop'Eskemm, je me suis appuyé notamment sur un entretien collectif réalisé par Patricia Loncle et Tom Chevalier<sup>28</sup> dont l'objectif était de retracer les parcours et de comprendre comment la Coop'Eskemm a été lancée et ce qui la lie à l'association Keur Eskemm. Dans l'entretien réalisé, une première thématique est à mettre en évidence, celle des éléments relatifs aux origines sociales et aux premiers engagements des membres. Je fais ici le choix de proposer une entrée par cette thématique plutôt que de discerner les membres de Keur et Coop'Eskemm afin de mettre en évidence la question des origines sociales et de l'engagement qui me semble plus pertinente pour répondre aux questions posées.

Dans son mémoire réflexif, Maxime Lecoq, membre associé de la Coop'Eskemm et membre fondateur de Keur Eskemm évoque : « à l'inverse de jeunes issus de milieux défavorisés, ma provenance sociale facilite en partie et en parallèle la poursuite de mon engagement culturel »<sup>29</sup> dans le milieu artistique. Il complète son analyse en ajoutant : « notre comportement s'explique partiellement par notre provenance sociale »<sup>30</sup>. Pour les enquêtés, « s'engager c'est aussi se rendre compte dans nos propres parcours, de l'opportunité qu'on a pu avoir parce que nos parents sont en bonne santé, qu'on n'a pas à se soucier d'où on va dormir ce soir, de ce qu'on va manger »<sup>31</sup>. Maxime Lecoq évoque longuement cet aspect qui explique selon lui ce qui lui a permis de s'engager et d'être l'un des membres fondateurs des deux structures. « Pour ma part, aller rapper tout un après-midi dans le fond du jardin d'un copain parce qu'il a une petite maison dans le fond de son jardin. C'est que des choses comme ça qui a un moment donné, tu te rends

---

<sup>28</sup> Chevalier Tom et Loncle Patricia, « Des jeunes sacrifiés ? Un exemple de participation des jeunes » dans Chevalier Tom et Loncle Patricia, Une jeunesse sacrifiée ?, Paris, PUF, 2021, pages 71-85.

<sup>29</sup> Lecoq Maxime, « Le Laboratoire Artistique Populaire de Keur Eskemm : une démarche collective singulière et une expérimentation sociale au local pour l'émancipation des jeunes-adultes », Diplôme d'État d'Ingénierie Sociale, Collège Coopératif de Bretagne, Rennes, 2020, page 42.

<sup>30</sup> *Ibid*, page 43.

<sup>31</sup> Chevalier Tom et Loncle Patricia, « Des jeunes sacrifiés ? Un exemple de participation des jeunes » dans Chevalier Tom et Loncle Patricia, Une jeunesse sacrifiée ?, Paris, PUF, 2021, pages 71-85.

*compte, tu te dis, si j'en suis là moi c'est grâce à toutes ces opportunités mais à côté l'autre avec qui je bosse, lui il n'a pas eu ces opportunités-là. Je me faisais la même réflexion quand on a monté Keur Eskemm, comment on a galéré, on s'est mis dans les conditions de fatigue, de précarité mais derrière, t'as une assise pour faire tes études, des parents qui t'aident... même toi tu galères alors qu'est-ce que c'est pour les gens qui partent dix fois derrière toi à la ligne de départ ? et en fait, la question est de se dire, comment on peut contribuer à ouvrir des espaces que nous on a pu avoir pour que ces personnes-là aient accès à une citoyenneté politique ? (...) donc la question des inégalités, elle est centrale dans ce qu'on fait »<sup>32</sup>. Parallèlement, un des membres des structures étudiées souligne : « l'élément déclencheur du parcours d'engagement militant est l'engagement de mes parents dans le monde associatif. De par des pratiques artistiques et collectives mais également de par un engagement militant et syndical. Mes deux parents étaient délégués syndicaux. Mon père à Ouest France et ma mère en tant qu'infirmière universitaire à Rennes 2 »<sup>33</sup>. Pour deux des autres membres, c'est aussi l'engagement des parents au sein « d'activités socioculturelles, de l'école, de la MJC »<sup>34</sup> qui a impulsé leur investissement dans le monde associatif. Les deux derniers membres interrogés n'évoquent pas le rôle de leurs parents mais parlent de parcours d'engagement qui arrivent tôt, au collège, au lycée ou au début de leurs parcours universitaires. L'un « était impliqué dans une junior association »<sup>35</sup>, puis s'est engagé dans une association de solidarité internationale avant de s'investir « dans pas mal d'associations étudiantes, dans un réseau de solidarité internationale et au CRIJ<sup>36</sup> ». Le second s'est investi en milieu rural et a développé des foyers de jeunes où « l'objectif était de se retrouver entre jeunes mais aussi de monter des actions culturelles dans un*

---

<sup>32</sup> Chevalier Tom et Loncle Patricia, « Des jeunes sacrifiés ? Un exemple de participation des jeunes » dans Chevalier Tom et Loncle Patricia, Une jeunesse sacrifiée ?, Paris, PUF, 2021, pages 71-85.

<sup>33</sup> Entretien réalisé avec l'un des membres de Keur Eskemm.

<sup>34</sup> Chevalier Tom et Loncle Patricia, « Des jeunes sacrifiés ? Un exemple de participation des jeunes » dans Chevalier Tom et Loncle Patricia, Une jeunesse sacrifiée ?, Paris, PUF, 2021, pages 71-85.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Centre Régional d'Information Jeunesse.

*territoire qui en accueillait que très peu. Ça se traduisait par des concerts, des festivals...* »<sup>37</sup>.

Ces premiers éléments extraits des parcours de vie des enquêtés présentent le capital social et culturel des membres comme un élément facilitant l'engagement et leur capacité à développer des dynamiques collectives et créatives. Il ressort des entretiens une aisance des membres à naviguer dans le monde social. De par la géographie puisqu'un premier a voyagé seul au Népal puis en Colombie. Un second a réalisé un tour du monde en avion passant de l'Europe, à l'Afrique, puis de l'Asie du Sud-est à l'Amérique du nord. Un troisième s'est élancé dans un tour d'Europe à vélo. Mais cette mobilité dans le monde se fait également à travers les différents groupes sociaux. L'un des enquêtés évoque son immersion à New York au sein de la communauté libérienne, mais également son passage dans un village sud-africain reculé, sa rencontre avec un groupe de jeunes Chinois qui souhaitent le prendre en photo. Il précise que son esprit critique et son esprit internationaliste se développent à ce moment-là. Cette capacité à communiquer avec des individus issus de différents milieux sociaux est aussi caractérisée par le témoignage cité plus haut où l'un des membres évoque son engagement dans des foyers de jeunes avec pour objectif de monter des actions culturelles sur un territoire. Ces actions culturelles, festivals, concerts, ne peuvent se faire qu'entre jeunes et indépendamment des élus ou des décideurs locaux. Il a donc fallu à ces jeunes, pour que leurs projets voient le jour, discuter et travailler avec des élus, décideurs, associations, artistes et être capable de sortir d'un entre soi.

Une seconde thématique liée aux parcours de vie vient s'ajouter à cette dotation en capital social et culturel. C'est le rôle de l'Université, au sens de l'institution, et du Master 2 « Enfance, jeunesse : politiques et accompagnement » qui apparaît comme étant un élément déterminant de l'engagement militant et de l'émergence de Keur et Coop'Eskemm. Le parcours universitaire est présenté comme « *suscitant des questionnements sur l'engagement culturel des jeunes* »<sup>38</sup>. Il a permis d'éveiller la curiosité avant de faire des enquêtés des spécialistes du champ des politiques publiques et des sciences politiques. « *On a tous fait de la science politique* »<sup>39</sup>. C'est d'ailleurs dans ce cadre que la majeure partie des

---

<sup>37</sup> Chevalier Tom et Loncle Patricia, op.cit., pages 71-85.

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> *Ibid.*

enquêtés s'est rencontrée ainsi qu'un professeur des universités qui les a accompagnés jusqu'à la mise en place de projets européens, l'analyse des pratiques de Keur Eskemm et la constitution de la Coop'Eskemm. L'Université et « *le Master* » comme il l'appellent, ont permis aux enquêtés de faire le lien entre leurs réflexions, leurs engagements et des enjeux de société, en particulier sur des questions de participation des jeunes. Ils ont « *formalisé le parcours d'engagement individuel, familial et associatif* » et ont « *donné un sens global* » à cet engagement. Finalement, ce parcours universitaire a abouti pour l'un des enquêtés à un travail de thèse et pour d'autres, à l'intégration en tant qu'ingénieurs d'étude à la Chaire de recherche sur la jeunesse de l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP). Parallèlement, l'un des membres a suivi une licence d'Histoire option sciences politiques et s'est pris de passion pour « *les enjeux liés à la colonisation, la décolonisation, puis à la post colonisation, notamment en Afrique subsaharienne* »<sup>40</sup>. Il a ensuite continué avec un master à l'Institut d'Études Politiques (IEP) et à l'Université Rennes 2 « *axé sur les relations internationales et l'Histoire avec des options liées à l'Histoire contemporaine, l'Histoire contemporaine africaine, en particulier le panafricanisme, le panarabisme et les luttes décoloniales* ». Lors de son Master 2, il se dirige vers New York où il étudie sur le terrain, la communauté libérienne et intègre un centre de recherche sur les « *Afro American studies et les black studies* ». Après quelques expériences politiques et professionnelles, il reprend un Master spécialisé en coopération et solidarité internationale.

Finalement, le parcours universitaire des membres de Keur et Coop'Eskemm est marqué par un haut niveau académique d'au moins 5 années d'études après le baccalauréat en passant par l'IEP de Rennes ou l'EHESP : le groupe de porteurs est très diplômé. Ils sont tous titulaires d'un ou deux masters<sup>41</sup>. Ce parcours universitaire est par ailleurs constamment nourri par des engagements associatifs intenses. Dans l'entretien mené par Patricia Loncle et Tom Chevalier, cela s'exprime par l'utilisation régulière de l'expression « *sauver l'asso* ». Il s'agit en fait d'un moment difficile traversé par Keur Eskemm au moment de sa professionnalisation et qui a nécessité un investissement supplémentaire, en

---

<sup>40</sup> Entretien réalisé avec l'un des membres de Keur Eskemm.

<sup>41</sup> Loncle, Patricia, et Céline Martin. « *Focus - Quand des jeunes en accompagnent d'autres. L'exemple du Laboratoire artistique populaire à Rennes* », Informations sociales, vol. 195, no. 4, 2016, pages 130.

parallèle de leurs études, pour les membres de Keur et Coop'Eschemm. Il s'agissait de mener des réflexions sur la professionnalisation de l'association, par « *des prestations de formations* » et la mise en place d'activités sociales et culturelles pérennes dans le temps. Les membres ont « *tous un long passé militant. Ils se retrouvent dans ce projet à la fois pour réaliser un engagement et pour construire leur parcours professionnel* »<sup>42</sup>.

Cette étape aboutit à une troisième thématique dans l'entretien, le passage du parcours universitaire et bénévole à la professionnalisation associative et coopérative. L'engagement associatif marqué, les participations aux nombreux projets locaux et européens puis l'enchaînement des diplômes incitent les enquêtés « *à penser les liens entre travail et engagement plus profond, presque professionnel* »<sup>43</sup>. Notamment, « *l'approche professionnelle en lien avec les politiques publiques a pointé les manquements de la démocratisation de la culture, de sa promotion par l'institution publique* »<sup>44</sup>. L'un d'eux dit par exemple : « *je ne voulais pas travailler là-dedans<sup>45</sup> et je voulais poursuivre mon engagement et tendre vers un chemin professionnel où je traite ces choses problématiques* ». « *Je pense que c'est une des raisons pour lesquelles la Coop' a été créée : pour s'impliquer dans l'action publique d'une autre manière* »<sup>46</sup>.

Cette volonté de participer à « *la vitalité démocratique* » par la méthode « *du contre-pouvoir en questionnant les élus et les institutions* » est « *permise par le bagage théorique et expérientiel* »<sup>47</sup> des membres de Keur et Coop'Eschemm. Ils sont alors en mesure d'« *interpeller les politiques publiques et les élus* » et de « *porter en problème public* » les questions qu'ils traitent<sup>48</sup>. C'est ainsi que Keur et Coop'Eschemm se bâtissent une légitimité, non sans douleur, à travailler dans le champ des politiques publiques et de la jeunesse. La professionnalisation passe

---

<sup>42</sup> Loncle, Patricia, et Céline Martin. « *Focus - Quand des jeunes en accompagnent d'autres. L'exemple du Laboratoire artistique populaire à Rennes* », Informations sociales, vol. 195, no. 4, 2016, pages 130.

<sup>43</sup> Chevalier Tom et Loncle Patricia, op.cit., pages 71-85.

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> Ici les politiques publiques, les institutions etc.

<sup>46</sup> Chevalier Tom et Loncle Patricia, « *Des jeunes sacrifiés ? Un exemple de participation des jeunes* » dans Chevalier Tom et Loncle Patricia, Une jeunesse sacrifiée ?, Paris, PUF, 2021, pages 71-85.

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> *Ibid.*



alors par la recherche de financements, l'obtention d'un contrat aidé financé sur trois ans, l'embauche d'un des membres en service civique, les fonds Erasmus + provenant des appels à projets européens. Les structures montent toutes les deux en expertise, avec leurs spécificités et leurs modalités d'action propres. Finalement, la professionnalisation de l'association Keur Eskemm s'exprime par le développement de dynamiques collectives dans les champs de l'art, de la culture par l'occupation de tiers lieux et la professionnalisation de la Coop'Eskemm, par la création d'un bureau d'étude travaillant sur les politiques publiques de jeunesse. De manière plus générale, les structures se situent « *entre le milieu de la recherche, les bureaux d'études classiques et l'éducation populaire* »<sup>49</sup>. Rosabeth Kanter définit l'engagement comme émergeant « *à l'intersection des attentes organisationnelles et des expériences personnelles* »<sup>50</sup>. À cet égard, les caractéristiques de l'engagement des membres de Keur et Coop'Eskemm s'expriment par des parcours relativement similaires d'un membre à l'autre. L'héritage puis la construction d'un capital social et culturel solide les rassemblent plus qu'un héritage économique. Ce qui s'inscrit dans la lignée des recherches déjà produites sur ces questions où Valérie Becquet met en avant le fait que « *les pratiques sont directement influencées par la possession de dispositions à l'engagement et de propriétés sociales spécifiques, en particulier en termes d'origine sociale, de niveau d'étude, de genre et de situation sociale. Ainsi, les jeunes les plus politisés et les plus engagés ou les plus à même de répondre aux injonctions à l'autonomie et à la participation sont généralement les plus socialisés à l'engagement, les plus diplômés ou encore les plus intégrés socialement et économiquement* »<sup>51</sup>. S'engager, participer à des activités associatives en parallèle d'un parcours universitaire long façonne ces capitaux avec l'ambition de lutter contre les inégalités, de faire un travail de plaidoyer et d'analyse de problématiques publiques.

---

<sup>49</sup> Chevalier Tom et Loncle Patricia, « *Des jeunes sacrifiés ? Un exemple de participation des jeunes* » dans Chevalier Tom et Loncle Patricia, *Une jeunesse sacrifiée ?*, Paris, PUF, 2021, pages 71-85.

<sup>50</sup> Sawicki Frédéric & Siméant Johanna, « *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français* », *Sociologie du Travail*, Volume 51, 2009, page 115.

<sup>51</sup> Valérie Becquet et Martin Goyette, « *L'engagement des jeunes en difficulté* », *Sociétés et jeunesses en difficulté*, 2014.

Au vu de ces éléments, je choisis d'utiliser la notion d'acteurs « militants » pour parler des membres des deux structures. Bien qu'ils ne se définissent pas nécessairement par ce terme, leurs luttes contre les inégalités, contre le racisme, les systèmes de domination économique, sociale, culturelle mais surtout la ferveur, la finesse méthodologique et organisationnelle qu'ils déploient me poussent à utiliser ce terme car ils ne sont pas simplement engagés, partisans, sympathisants etc. En effet, les membres de Keur et Coop'Eschemm ont tendance à mobiliser les ramifications de la puissance, ce travail l'explicitera, car ils saisissent à la fois l'Université, les élus, les décideurs, les institutions locales, européennes et s'attachent à produire des projets aux retombées territoriales concrètes au niveau politique, spatial comme social<sup>52</sup>. L'un des membres exprime dans un entretien : « *Mon travail et ma vie militante se rejoignent (...) Les deux se nourrissent, mon positionnement militant il se nourrit carrément de mon positionnement professionnel. Mon engagement militant c'est une boussole* »<sup>53</sup>. D'ailleurs, Sawicki et Siméant abordent la professionnalisation comme « *un bon analyseur des transformations du militantisme et de ses conceptions légitimes. Elle renvoie d'une part à d'effectives transformations de l'action publique marquées par une sous-traitance croissante de pans entiers des politiques sociales, sanitaires ou environnementales déléguées aux associations, à l'afflux corrélatif de financements vers ces dernières, et d'autre part à l'insertion accrue d'associations dans des dispositifs de concertation qui les incitent à investir diverses formes d'expertise* »<sup>54</sup>.

Les différents points évoqués ici renvoient directement aux actions mises en place par Keur et Coop'Eschemm, ce travail s'efforcera de le montrer. Par exemple, Keur Eskemm s'est vue octroyer une Convention pluriannuelle d'objectifs par la Ville de Rennes sur les questions de jeunesse, légitimant ainsi les projets de l'association. Mais, plus encore, il s'agit aussi d'une délégation des pouvoirs publics à l'association en mettant en partie entre ses mains, la construction de futures politiques de jeunesse. En effet, lors de mon stage, j'ai pu participer à de nombreuses réunions stratégiques avec des élus ou des

---

<sup>52</sup> Ces différentes ramifications seront exposées par la suite au travers du LAP, des projets européens, des négociations politiques etc.

<sup>53</sup> Entretien réalisé avec un des membres de Keur Eskemm.

<sup>54</sup> Sawicki Frédéric & Siméant Johanna, « *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français* », Sociologie du Travail, Volume 51, 2009, page 117.

fonctionnaires de délégations départementales et régionales chargés de mettre en place la politique de la Ville de Rennes et celle de l'État. Lors de ces réunions, la parole de Keur Eskemm était une parole d'expert sur les questions de jeunesse et par la même une parole revendicatrice sur des sujets tels que le revenu minimum d'insertion pour les jeunes ou encore l'élargissement du dispositif service civique pour des collectifs de jeunes<sup>55</sup>. Pour Eskemm, il y a ici la volonté de faciliter la participation des jeunes adultes au LAP. Or, sans rémunération, ces derniers sont souvent dans l'impossibilité de s'investir pleinement dans le projet. Par ailleurs, les activités proposées par le LAP peuvent prendre la forme de parcours de formation à la photographie, à la vidéo, au théâtre, à la danse. Pour tirer profit des interventions proposées, il est nécessaire de consacrer un nombre d'heures important chaque semaine, ce qui n'est parfois pas conciliable avec un emploi<sup>56</sup>.

Pour la Coop'Eskemm, elle est notamment en charge, avec le laboratoire Arènes de l'Université Rennes 1, d'un projet financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) portant sur l'accès aux droits des personnes exilées en temps de crise sanitaire<sup>57</sup>. La Coop'Eskemm est également chargée d'animer le Conseil Régional des Jeunes. Elle est aussi invitée aux assises du tiers secteur de la recherche et interrogée par extension de la Loi de Programmation de la Recherche qui frappe l'Université.

Ce sont donc deux structures qui correspondent à la professionnalisation des organisations telle que l'entendent Sawicki et Siméant. Les parcours - militants - des membres ont abouti à l'émergence de ces deux structures et ils invitent à une réflexion autour de la question du militantisme. Nous évoquons à présent les différentes figures du « militant » qui peuvent exister chez Keur et Coop'Eskemm. Il y a ici l'idée de se demander dans quelle mesure les parcours des membres s'inscrivent au sein de figures militantes capables de mettre en place des stratégies de contre-pouvoir et de puissance politique.

Cette sociologie des membres de Keur et Coop'Eskemm me permettent de situer ma future pratique professionnelle. Il semble capital de comprendre les parcours des individus, le rôle joué par la famille, le rapport à l'École puis à l'Université et

---

<sup>55</sup> Revendication exprimée lors d'une réunion avec la DDJSPP.

<sup>56</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>57</sup> <https://anr.fr/Projet-ANR-20-COVI-0081>

les effets que cela peut produire chez un individu. Il m'apparaît nécessaire de porter un regard, en tant que professionnel, sur ce qu'a mis en exergue un intellectuel comme Pierre Bourdieu<sup>58</sup>, c'est-à-dire sur le rôle que joue la classe sociale, le capital social, économique, culturel dans les trajectoires de vie d'un individu, dans son rapport aux institutions, dans les formes que peut prendre son engagement militant, sa pratique professionnelle.

### 1.1.2) Les différentes figures du militant : traditionnel, humanitaire, alternatif, situationnel...

Dans leur tentative de décloisonnement de la sociologie de l'engagement militant, Sawicki et Siméant ont fait apparaître une critique des travaux sociologiques quant à leur manière de prononcer comme nouvelles, « *des formes de militantisme qui n'avaient parfois de nouveau que le nom (...) alors qu'une partie des acteurs qui les animaient était plutôt caractérisés par leur ancienneté dans le militantisme (...)* »<sup>59</sup>. Cet engagement militant s'articulait autour d'acteurs relativement âgés et engagés dans des mouvements de contestation laïque ou communiste par exemple<sup>60</sup>.

Dans ma pratique professionnelle, et à travers les entretiens réalisés avec les membres de Keur et Coop'Eskemm, une sociologie différente de l'engagement militant semble se dessiner. Hors du cloisonnement politique ou des mouvements de contestations plus traditionnels, une stratégie hybride semble se déployer dans laquelle la politique n'est jamais très loin sans qu'une affiliation partisane soit exprimée publiquement. Sawicki et Siméant ont aussi déploré que l'essentiel des recherches sociologiques sur l'engagement militant se soit concentré sur « *la thématique de la professionnalisation et des tensions qu'elle induisait* » en laissant

---

<sup>58</sup> Voir, Bourdieu Pierre, « *La distinction, critique social du jugement* », Les éditions de minuit, Paris, 1979, 670 pages. Bourdieu Pierre, « *L'amour de l'art, les musées d'art européens et leur public* », Les éditions de minuit, Paris, 1969, 251 pages. Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude, « *les héritiers, les étudiants et la culture* », Les éditions de minuit, Paris, 1964, 192 pages.

<sup>59</sup> Sawicki Frédéric & Siméant Johanna, « *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français* », Sociologie du Travail, Volume 51, 2009, page 100.

<sup>60</sup> *Ibid.*

de côté « *les pratiques par lesquelles les organisations travaillent et sélectionnent ceux qui en font partie* »<sup>61</sup>. Dans ce travail, il y a l'idée de montrer comment la professionnalisation pourrait être un pas important vers une quête de puissance politique et la formation d'un contre-pouvoir en tentant un décalage avec l'étude de la professionnalisation, de ses avantages et de ses limites. Il s'agira plutôt de questionner les stratégies d'actions militantes - professionnelles mais pas que - en tant que telles. Au fond, c'est tenter de s'inscrire dans des perspectives de recherche telles que formulées par Sawicki et Siméant, qui dépassent une sociologie des mobilisations et qui a tendance à s'intéresser à la dimension ponctuelle des phénomènes. Ainsi, cette sociologie oublie de réfléchir à la durabilité et au maintien de formes de militantisme en se focalisant sur des objets : « *il leur suffit à la limite que des personnes se soient mobilisées une fois pour que leur objet existe* »<sup>62</sup>, et non sur des systèmes. Il s'agit au fond de se demander quelles sont les pratiques qui renforcent la puissance politique d'un engagement militant ? Comment est-il possible de constituer un contre-pouvoir ? Et quels peuvent-être les attributs de ces militants ?

Dans l'ouvrage « *Du contre-pouvoir* », Miguel Benasayag et Diego Sztulwark réfléchissent notamment sur les enjeux de définition du contre-pouvoir, de la puissance politique et de leurs modalités de mise en pratique. En science politique, le contre-pouvoir se définit comme « *un pouvoir organisé afin d'équilibrer le pouvoir politique en place* »<sup>63</sup>. Les auteurs précisent ce premier élément de définition par « *un rapport nouveau aux institutions et au réel que les nouveaux mouvements déplacent les problématiques classiques. Ils ne visent pas le pouvoir, sans pour autant nier son existence, sa réalité et son efficacité. Ils ne proposent pas non plus des modèles ou des programmes, mais ils développent des projets concrets, souvent d'une grande finesse* »<sup>64</sup>.

---

<sup>61</sup> Sawicki Frédéric & Siméant Johanna, « *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français* », Sociologie du Travail, Volume 51, 2009, page 101.

<sup>62</sup> *Ibid*, page 103.

<sup>63</sup> <https://www.universalis.fr/dictionnaire/contre-pouvoir/>

<sup>64</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, préface, page 7.

En parallèle, la puissance politique « *implique une évolution permanente, un processus qui n'accepte aucune forme finale* »<sup>65</sup> et une stratégie d'action qui prend garde à ne pas s'autodétruire lorsqu'elle se met en place<sup>66</sup>. Plusieurs figures militantes sont ensuite présentées par Miguel Benasayag et Diego Sztulwark.

Il y a d'abord la figure du militant traditionnel qui s'inscrit au sein d'organisations elles-mêmes traditionnelles dans l'expression du militantisme où l'on retrouve les partis politiques et les syndicats par exemple<sup>67</sup>. C'est-à-dire une forme de conformisme vis-à-vis des modes d'action institués et privilégiés par le pouvoir - étatique - lui-même qui s'adresse encore aujourd'hui plus facilement à ces structures traditionnelles. Il apparaît alors difficile d'être subversif, d'élaborer des stratégies de contre-pouvoir dans une situation où le dialogue, la complicité avec l'État sont légiférés, réglementés, anticipés, attendus. Michel Foucault évoquera d'ailleurs, « *je n'ai pas l'impression que les partis politiques aient produit, dans l'ordre de la problématisation de la vie sociale, quoi que ce soit d'intéressant. On peut se demander si les partis politiques ne sont pas l'invention politique la plus stérilisante depuis le XIXe siècle* »<sup>68</sup>. Comment, dans un tel cadre, s'adapter à des besoins nouveaux, de revendications progressistes si les outils de dialogue sont figés ? La figure du militant traditionnel apparaît alors comme facilement étiquetée et repérable<sup>69</sup>. Son mode d'action est souvent organisé par le pouvoir lui-même suivant des canaux préalablement établis (manifestations, réunions, pétitions, grèves...). Il prive ainsi de toute liberté d'action les nouvelles générations qui ne s'y retrouvent peu ou pas. « *Les jeunes d'aujourd'hui refusent une vision du militantisme traditionnel répondant à une panoplie bien identifiée de modalités d'intervention* »<sup>70</sup>. Pour Miguel Benasayag et Diego Sztulwark, le

---

<sup>65</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, préface, page 7.

<sup>66</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, pages 15.

<sup>67</sup> Muxel Anne, « Les jeunes et la politique : entre héritage et renouvellement », *Ères Empan*, numéro 50, 2003, page 63.

<sup>68</sup> Foucault Michel, « *Interview de Michel Foucault* » entretien avec Catherine Baker, avril 1984, in « *Structuralisme et post-structuralisme* », in *Dits et écrits* tome 4, Gallimard, Paris, 1994, page 690.

<sup>69</sup> Muxel Anne, « Les jeunes et la politique : entre héritage et renouvellement », *Ères Empan*, numéro 50, 2003, page 63.

<sup>70</sup> *Ibid.*

militant traditionnel est aussi caractérisé par le fait qu'« *il croit par exemple pouvoir freiner ou impulser les luttes selon une appréciation imaginaire de leur statut : principale, secondaire, etc. Mais il n'y a aucune raison pour que nous déclarions que la lutte pour l'avortement est principale ou secondaire par rapport à celle des retraités, par exemple, ou par rapport aux luttes syndicales* »<sup>71</sup>. Ainsi, le militant traditionnel apparaît comme un militant qui utilise des moyens conformes, ratifiés par le pouvoir. Sa lutte, ses revendications, peuvent s'inscrire dans une forme de hiérarchie en fonction de ses convictions personnelles.

Ensuite, Miguel Benasayag et Diego Sztulwark présentent la figure du militant humanitaire qui, lui, va mettre l'accent sur l'action. Cette figure s'est développée selon les auteurs suite à l'échec du militantisme traditionnel extrasituationnel. Le militant humanitaire n'a pas la volonté de déstabiliser les systèmes de pouvoir établis, ni d'impulser des changements de politiques publiques, par exemple. Ces militants essaient « *de voir comment, au moins, on pourrait intervenir efficacement pour stopper ou limiter l'horreur* »<sup>72</sup>. Là, il s'agit de souligner l'ambiguïté et les paradoxes d'une telle figure. Il y a une action et un engagement incontestables mais ces derniers sont « *très souvent instrumentalisés par la société du spectacle (...)* ». C'est-à-dire qu'ils sont en réalité leurrés par leur engagement militant. Car, bien qu'ils apportent un soutien indéniable, ils participent à la pérennisation du problème puisqu'ils n'interrogent jamais les stratégies politiques et militantes capables de déstabiliser les systèmes de domination qui continuent de précariser des groupes entiers d'individus. Ils peuvent être même considérés par d'autres militants ou intellectuels comme des « *complices* » de l'oppression puisque leurs actions pérennisent la précarité des individus soutenus ainsi que l'aide d'urgence. Par exemple, on peut penser aux actions militantes d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui œuvrent en Afrique, en Amérique latine et en Asie notamment. Mais ces dynamiques sont à l'œuvre partout. Dans le cadre de la crise migratoire qui touche actuellement l'Europe, l'action humanitaire correspond aux aides d'urgence mises en place par de nombreuses associations et bénévoles. Bien que cette aide d'urgence soit essentielle, elle maintient les exilés dans une grande dépendance et donc une extrême précarité. Si les associations et bénévoles se « *contentent* » alors

---

<sup>71</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, page 74.

<sup>72</sup> *Ibid.*

Zakaria Hamdani - Mémoire de l'Université de Rennes 1, de l'École des Hautes Études en Santé Publique et de l'Université Rennes 2- année 2020-2021

d'apporter une assistance alimentaire, administrative, sans mettre en place, par exemple, des actions visant à faire réagir les pouvoirs publics et à permettre une meilleure prise en charge, ils correspondent alors à la figure du militant humanitaire proposé par Miguel Benasayag et Diego Sztulwark. « *Le militant humanitaire (avec des variantes et des exceptions) court ainsi en permanence le risque de produire des effets opposés à ceux qu'il désirait* »<sup>73</sup>.

La figure du militant alternatif est, à la différence des autres figures militantes, situationnelle<sup>74</sup>. Miguel Benasayag et Diego Sztulwark la présentent comme se situant « *du côté de la puissance* ». Mais ce militant « *demeure passif face à la possibilité du passage au contre-pouvoir. Son objectif est d'expérimenter des "modes de vie alternatifs", tout en renonçant « à suivre les exigences pratiques qu'imposent la construction d'un contre-pouvoir, contribuant lui aussi à la saturation des situations* »<sup>75</sup>.

On peut retrouver ce type de figure au sein de Keur et Coop'Eschemm. Alors qu'il y a d'un côté les membres fondateurs (dont la figure sera questionnée par la suite), les structures adoptent en leur sein d'autres types de figures militantes dont celle du militant alternatif. La grande majorité des participants au Laboratoire Artistique Populaire (LAP) et aux projets européens ne s'investit pas dans les négociations avec les décideurs, les pouvoirs publics et les élus. Ils participent aux projets menés mais ignorent largement la portée institutionnelle et le travail de plaidoyer qui en découlent. Par exemple, un jeune enquêté s'investit pleinement dans la lutte écologique, privilégiant un mode de consommation minimaliste, local, les mobilités douces et les transports en commun. Il participe, comme beaucoup d'autres, aux projets parce qu'ils « *donnent du baume au cœur, parce que j'étais dans une... j'étais en détresse* »<sup>76</sup>. Un autre enquêté explique sa participation : « *j'ai fait une sorte de grosse dépression et il fallait un truc qui donne du sens à ma vie, qui me fasse sortir de chez moi* »<sup>77</sup>. Par ailleurs, l'un de ces enquêtés « *n'a pas voulu afficher le protocole sanitaire dans le local*

---

<sup>73</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, page 74.

<sup>74</sup> *Ibid*, page 75.

<sup>75</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, page 75.

<sup>76</sup> Entretien réalisé avec un jeune engagé à Keur Eskemm.

<sup>77</sup> *Ibid*.



*parce que pour lui c'était inenvisageable que le nom de l'association soit mis à côté du mot "protocole" »<sup>78</sup>. Cet exemple illustre ce que Miguel Benasayag et Diego Sztulwark évoquent lorsqu'ils parlent de passivité « face à la possibilité du passage au contre-pouvoir ». L'enquêté peut alors compromettre la mise en place des activités de la structure lorsque ses convictions personnelles sont mises à l'épreuve. Il risque d'empêcher un certain nombre d'activités et d'actions pourtant essentielles à l'existence même du projet et au bien-être des participants. Ainsi, il s'agit pour ce jeune enquêté de s'inscrire dans une figure militante alternative et situationnelle puisqu'il agit dans un domaine bien spécifique de lutte tout en n'ayant pas la capacité et/ou la volonté d'adopter une posture intersectorielle et multi partenariale qui le conduirait à travailler à la fois avec les jeunes, avec élus, les décideurs, les universitaires, dans le but d'impulser des changements internes aux institutions.*

Enfin, une dernière figure est décrite par Miguel Benasayag et Diego Sztulwark. Ils proposent de réfléchir autour de la question « *du militant-chercheur ou du militant situationnel toujours engagé au sein de la situation et de son universalité. Cette stratégie - qui confond la fin et les moyens - se situe du côté de la puissance ; elle recherche l'articulation des situations, sans plan prédéterminé, dans l'immanence (...) elle oppose un autre type d'organisation, plus apte à dynamiser les ramifications de la puissance, sans tomber dans le simulacre, l'universel abstrait typique des organisations politiques qui fonctionnent comme agents (représentants) spectaculaires. Ou, comme dans le cas de certains militants d'ONG, en acceptant la réalité comme non modifiable, autre forme d'impuissance, de dépendance par rapport à l'universel abstrait »<sup>79</sup>. Les auteurs ajoutent que « pour la militance situationnelle, il ne s'agit pas de développer ou de saisir directement la politique mais plutôt de construire « la vie que nous désirions »<sup>80</sup>. Il y a également l'idée de penser la militance situationnelle comme une forme de militantisme qui regarde sa situation « depuis et pour elle » et non à partir de la « position imaginaire du mirador »<sup>81</sup>. En somme, il s'agit d'une figure militante très concrète, qui s'inscrit dans une problématique donnée en refusant*

---

<sup>78</sup> Entretien réalisé avec l'un des membres de Keur Eskemm.

<sup>79</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, page 76.

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> *Ibid*, page 78.

la situation comme non modifiable - trop sous l'emprise des systèmes de domination - mais comme pouvant être prise en charge selon les volontés, plus ou moins utopiques, des militants. Cette prise en charge d'un « autre type d'organisation, plus apte à dynamiser les ramifications de la puissance » sont en réalité les stratégies de contre-pouvoir que le militant alternatif et situationnel ne parvenait pas à développer. Il y a donc pour cette figure, contrairement à la précédente, la volonté et la capacité d'adopter une posture intersectorielle et multi partenariale qui conduirait le militant à travailler avec les jeunes, avec élus, les décideurs, les universitaires, dans le but d'impulser des changements internes aux institutions.

### 1.1.3) Quelle.s figure.s militante.s chez les membres de Keur et Coop'Eskemm ?

Il s'agit ici d'interroger les éléments des parcours individuels, collectifs des membres de Keur et Coop'Eskemm et les différentes figures militantes présentées par Miguel Benasayag et Diego Sztulwark dans une perspective de quête de puissance politique et de constitution de contre-pouvoir. Il est ressorti des parcours, un capital social et culturel conséquent symbolisé par un haut niveau académique chez les membres des deux structures. Ces caractéristiques sont évoquées dans l'entretien réalisé par Patricia Loncle et Tom Chevalier comme ayant « *permis une telle relation avec les pouvoirs publics* » et une telle implication dans l'émergence et le dynamisme de Keur et Coop'Eskemm. Mais alors, quelles relations existent entre ces parcours individuels et les figures militantes ? Un passage de l'entretien réalisé évoque cette transition. « *On a les mêmes déterminismes sociaux, j'étais bardé de capital culturel et j'avais ce qu'il fallait en termes de capital économique* »<sup>82</sup>. Cette prise de recul sur leur parcours, les membres des structures enquêtées l'avaient déjà développée avant les créations de Keur et Coop'Eskemm : j'avais « *conscience de mes privilèges comparativement aux gens que je fréquente et on avait une forte proportion à naviguer entre les différents groupes sociaux* »<sup>83</sup>. Cette conscience est nourrie par

---

<sup>82</sup> Entretien réalisé avec un des membres de Keur Eskemm.

<sup>83</sup> *Ibid.*

des débats politiques constants, entre certains des membres et au sein de leurs familles. « *Les repas chez mes darons c'est des débats politiques tout le temps, c'est un bouillonnement, un foisonnement intellectuel à la maison depuis toujours* »<sup>84</sup>. L'entretien met également en perspective cet héritage avec les parcours d'autres jeunes, des amis à eux, exilés, de milieux ruraux, de quartiers populaires, de la bourgeoisie, qui n'avaient pas cette capacité à naviguer dans le monde social, cette capacité à parler à tout le monde et que tout le monde les comprenne. « *Ils n'avaient pas ces privilèges pour faire émerger leurs projets et que si moi j'avais la capacité à naviguer dans les groupes, c'était pas le cas de la plupart des jeunes adultes* »<sup>85</sup>. C'est ces constats ainsi que celui d'« *une vie hyper segmentée, les étudiants vivants ensemble, les jeunes qui travaillent à la chaîne chez PSA et qui sont invisibles pour les autres, les exilés qui sont invisibles pour les autres, les jeunes de quartiers populaires qui vivent entre eux* »<sup>86</sup> qui est à l'origine de la création de Keur Eskemm et dont se nourrira Coop'Eskemm pour se développer. Cette « *fausse impression qu'il y a une culture populaire jeune commune alors que cette culture jeune c'est la culture dominante étudiante à Rennes alors qu'elle inclut la moitié des jeunes* ». Il apparaît que les idées aux origines de Keur et Coop'Eskemm proviennent de constats situationnels. Elles partent du réel, d'expériences vécues par les membres et/ou par leurs proches. Les membres parviennent ici à articuler différentes situations. Chez Coop'Eskemm ce sera par exemple les conditions propres aux jeunes de milieux ruraux à travers la mise en place d'un projet européen sur la question des tiers lieux dans petites agglomérations, des communes péri-urbaines et rurales<sup>87</sup>. Chez Keur Eskemm ce sera plutôt sur les thématiques liées aux milieux populaires et aux personnes exilées<sup>88</sup>. Dans les deux cas, les structures posent des questions concrètes quant à l'accès de ces groupes de jeunes aux dispositifs dits de droits communs : « *c'est partie de croisements et de constats à la fois micro et hyper empiriques pour nous. Nous on a les codes, nous on peut obtenir*

---

<sup>84</sup> Entretien réalisé avec un des membres de Keur Eskemm.

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> Observations issues du journal de terrain. Coop'Eskemm travaille aussi et largement sur des questions liées aux milieux urbains et sur l'exil.

<sup>88</sup> Le LAP porte essentiellement sur des projets à destination de jeunes issus de milieux urbains, populaires et des jeunes exilés.

*des aides, mais pas nos potes et puis les gens ne se rencontrent pas et c'est ça qui nous a fait monter le LAP* »<sup>89</sup>. Un passage de l'entretien collectif permet d'affiner le tracé des membres comme appartenant à la figure du militant-chercheur situationnel. Dans leur définition de ce dernier Miguel Benasayag et Diego Sztulwark évoquaient sa capacité à regarder sa situation « *depuis et pour elle* » et non à partir de la « *position imaginaire du mirador* »<sup>90</sup>. De la même manière, l'entretien collectif révèle que « *c'est ça aussi qui nous distingue par rapport à un bureau d'études, et aux autres structures qui font de la recherche, c'est nos méthodes, c'est-à-dire, par exemple, pour faire de la recherche ou une enquête ou un diagnostic, on va associer davantage les habitants et les habitantes du territoire, les jeunes du territoire sur la construction même du diagnostic, c'est ça qui va faire la plus-value et qui va rassurer nos partenaires et qui nous distingue dans le paysage, c'est la manière dont on organise ces choses-là* ». L'enquête développe ainsi la réflexion de Miguel Benasayag et Diego Sztulwark en décrivant les pratiques des structures comme situationnelles. C'est la volonté de partir du réel, de la réalité de ce que vivent les individus afin de faire remonter ces problématiques et de constituer un problème public. Par exemple, cette année Keur Eskemm a embauché dans le cadre du LAP, un prestataire, assistant social, pour accompagner les participants qui auraient des difficultés économiques et sociales. Cela est né du constat qu'un nombre grandissant de participants vivaient dans des situations extrêmement précaires. Dès lors, que les membres de Keur Eskemm et moi-même avons pu partager cette initiative avec les élus, avec les décideurs, avec les partenaires, nous l'avons fait<sup>91</sup>. L'objectif était bien sûr de tenter d'améliorer les conditions de vie des jeunes Rennais mais également faire en sorte que, dans l'esprit des élus et des décideurs, des mesures soient prises pour faire naître l'idée et faciliter l'embauche puis le travail de ce type de professionnel. Pour Coop'Eskemm, cela s'exprime par exemple par le recrutement de deux salariés - qui ont connu récemment un parcours d'exil - à propos d'un projet portant sur les droits des personnes exilées en temps de crise.

---

<sup>89</sup> Entretien réalisé avec un des membres de Keur Eskemm.

<sup>90</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, page 78.

<sup>91</sup> Observations issues du journal de terrain.

De cette façon, les salariés ont vécu plus ou moins intensément la situation qu'ils étudient et participent à la formuler dans un travail de recherche<sup>92</sup>.

À cet instant, la stratégie de contre-pouvoir prend le relais car les membres utilisent des méthodes capables de permettre au problème public d'être reconnu comme tel et de lui fournir les outils pour être traité. Ces expériences personnelles couplées à leur bagage théorique stimulent les convictions démocratiques des membres tout en les poussant à critiquer les modalités selon lesquelles elle (la démocratie) s'exerce réellement. « *Je suis fondamentalement démocrate mais pas du tout de la façon dont elle est pratiquée aujourd'hui. Je suis beaucoup plus justement de l'ordre de ce qui va être du contre-pouvoir et de ce qui va questionner la place des élus et des institutions, pour moi c'est la vitalité démocratique* »<sup>93</sup>. Concrètement cela passerait par « *la confiance* » et « *la reconnaissance* » des « *personnes dans leurs situations et ce qu'elles sont capables d'analyser et de poser comme problème et comme solutions* »<sup>94</sup>. À cet effet, il est mis exergue dans la figure du militant de Keur et Coop'Eskemm à la fois l'aspect situationnel mais aussi la stratégie de contre-pouvoir par l'implication des institutions et la nature des questionnements dans l'expression de la lutte. La volonté de constituer un problème public à partir du réel et de proposer des outils pour y répondre s'illustre par « *la création de la Coop' pour moi ça a un sens de ce point de vue là. Réfléchir à notre rôle dans la transformation des inégalités, dans des systèmes qui pourraient être plus équitables ou égaux. Dans ce domaine-là, je pense qu'il y a des assos qui travaillent sur l'urgence, sur l'accueil et qu'elles ont tout un tas d'expertises mais elles ne sont pas du tout dans la construction de solutions de long terme* »<sup>95</sup>. Dans cet extrait, l'un des enquêtés met les figures des membres à distance de la figure du militant humanitaire lorsqu'il évoque la question de l'urgence. Et il saisit la figure du militant-chercheur situationnel lorsqu'il réfléchit aux solutions à apporter sur le long terme. Mais cet extrait fait aussi référence à la pensée par « système », beaucoup plus puissante que la pensée par « objet ». Il s'agit de « *produire une science sociale qui soit en mesure de déstabiliser le monde social et dont les études ne contribuent pas à en*

---

<sup>92</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>93</sup> Entretien réalisé par Patricia Loncle et Tom Chevalier.

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> *Ibid.*

ratifier le fonctionnement »<sup>96</sup>. Pour ce faire, « nous devons adopter une démarche scientifique qui aborde la réalité par système et par problème et qui rompt avec l'étude de cas »<sup>97</sup>. Cette pensée par système est essentielle aux dynamiques de contre-pouvoir et de puissance politique dans la mesure où « une pratique de connaissance ne peut-être oppositionnelle que si elle pense en termes de totalité et de système »<sup>98</sup>. Dans le cas des structures Keur et Coop'Eskemm, réfléchir, comme ce travail tente de le faire, avec une approche par système ou bien essayer de comprendre les stratégies systémiques des structures plutôt que leurs objets d'étude peut prendre par exemple la forme de la question posée en introduction. C'est-à-dire, questionner les stratégies propres aux structures et se demander si elles constituent, d'une certaine manière, des contre-pouvoirs et une puissance politique.

Ainsi, ce n'est pas simplement étudier Keur et Coop'Eskemm sous l'angle des tiers lieux, de l'art, de la jeunesse. Mais plutôt, comment la manière de travailler les questions relatives aux tiers lieux, à l'art et à la jeunesse, est en mesure de déstabiliser les systèmes de dominations et les mécanismes de pouvoir, qui, à un moment donné, oppressent, persécutent, excluent, les jeunes, les individus en général et les conduisent à utiliser les tiers lieux, l'art et les dynamiques collectives comme outil de contestation. De ce point de vue, Keur et Coop'Eskemm ont à cœur de développer des stratégies et des pensées en termes de « système »<sup>99</sup>. Par exemple, lorsque Keur Eskemm discute d'une extension du dispositif service civique, elle le fait à la fois pour les jeunes participants au LAP mais aussi, possiblement, elle participe à inscrire dans l'esprit des décideurs, le fait qu'une réforme du service civique est nécessaire pour renforcer les politiques de jeunesse<sup>100</sup>. De cette façon, il ne s'agit pas seulement de pointer du doigt une situation problématique, celle des jeunes du LAP en l'occurrence, mais aussi de rendre possible une amélioration des services

---

<sup>96</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Penser dans un monde mauvais* », chapitre V, penser par système, Puf, Paris, 2017, page 81 et 82.

<sup>97</sup> Ici, « l'étude de cas » signifie la pensée par objet. de Lagasnerie Geoffroy, « *Penser dans un monde mauvais* », Puf, Paris, 2017, page 83.

<sup>98</sup> *Ibid*, page 82.

<sup>99</sup> Au cours de nombreuses discussions, les différents membres des structures ont évoqué cette volonté de penser en termes de « système ».

<sup>100</sup> Observations issues du journal de terrain.

de l'État en direction des jeunes, au niveau national. Par ailleurs, bien qu'une partie entière de ce travail sera dédiée aux relations entre les deux structures et les institutions (municipales, régionales, universitaires...), il apparaît que Keur et Coop'Eskemm travaillent de manière étroite avec les appareils institutionnels. Comme précédemment évoqué, Keur Eskemm est conventionnée avec la Ville de Rennes pour mener des actions dans le champ de la jeunesse et ainsi construire, par le bas, des politiques publiques. L'Université est également un interlocuteur et un partenaire pour Keur et Coop'Eskemm. L'on peut citer les projets « *Partibridges* »<sup>101</sup>, « *Opening Universities for Youth in Europe* » et « *SAPASS* »<sup>102</sup> qui seront développés plus bas dans ce travail mais qui permettent de mettre dès à présent en exergue cette relation partenariale et cette volonté d'agir sur les systèmes. Il apparaît alors que les militants des deux structures ont su à la fois partir de situations concrètes de la vie quotidienne et saisir les stratégies de contre-pouvoir en se plaçant notamment dans une perspective de recherche plus ou moins académique<sup>103</sup>. Leurs figures apparaissent, au vu des éléments recueillis, comme proches de celle du militant-chercheur situationnel. Les membres développent « *de nouvelles formes d'action et de nouvelles utopies (...) en proposant un travail très intellectuel (...)* »<sup>104</sup> ce qui les place dans une « *culture militante conflictuelle* » vis-à-vis des appareils de pouvoir. Cette culture militante a des particularités spécifiques, car son rapport conflictuel n'est ni dans l'affrontement physique, parfois violent, ni même dans un affrontement revendicatif et discursif classique. La culture contestataire de Keur et Coop'Eskemm est alors à interroger dans un cadre plus général sur ce que sont les formes de contestations classiques, toujours dans une perspective de puissance politique.

### 1.2.1) L'impuissance politique, qu'est-ce-c'est ?

---

<sup>101</sup> <https://partibridges.eu>

<sup>102</sup> Concertation transnationale pour interroger la place des jeunes dans les politiques publiques culturelles.

<sup>103</sup> Cf les projets européens mais aussi le projet financé par l'ANR : <https://anr.fr/Projet-ANR-20-COVI-0081>

<sup>104</sup> Sawicki Frédéric & Siméant Johanna, « *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français* », *Sociologie du Travail*, Volume 51, 2009, page 114.

Il s'agit désormais de mettre en perspective les pratiques de Keur et Coop'Eskemm et les dynamiques plus larges des mouvements sociaux et des structures associatives, coopératives, partisanses - qui militent à leur manière - dans les champs de l'art, de la culture, de l'accueil des exilés et des individus précaires etc. Et de se demander comment il est possible qu'autant de personnes s'indignent, se révoltent et militent sans pour autant parvenir à obtenir de réelles victoires et des changements sociaux, économiques, environnementaux conséquents ? Plus largement encore, comment se fait-il, qu'au niveau national, lorsqu'un parti de gauche s'empare du pouvoir, il déçoit ses électeurs et mène parfois des politiques antisociales abandonnant ceux qui ont voté pour lui et notamment les classes populaires, aux idées et aux votes conservateurs, voire réactionnaires<sup>105</sup>. Dans un contexte où des mouvements sociaux comme celui des « *gilets jaunes* », de « *nuit debout* », de « *black lives matter* » et des mobilisations pour le climat, ont occupé l'espace public et la scène médiatique, la question de l'efficacité<sup>106</sup> de ces mouvements s'est posée dans l'esprit des militants et dans le vocabulaire de la droite pour stigmatiser ces mouvements et ces formes de contestations<sup>107</sup>. Bien que chacun de ces mouvements ait des objectifs, des valeurs et mobilise des expériences vécues différentes, leurs militants s'interrogent sur l'efficacité des mobilisations. Néanmoins, parler d'efficacité semble biaisé tant celle-ci n'est jamais définie<sup>108</sup>. Il faudrait également savoir qui pourrait bien définir l'efficacité et chercher à comprendre pour qui telle ou telle action est efficace<sup>109</sup>. Par exemple, les black blocs sont souvent présentés comme inefficaces. Mais si l'objectif des black blocs est d'attirer

---

<sup>105</sup> Eribon Didier, « *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* », Éditions Léo Scheer, Paris, 2007, pages 19 et 20.

<sup>106</sup> Il sera plutôt question de puissance plutôt que d'efficacité, notion dont il faut se méfier, car elle a tendance à réduire justement la puissance d'une action.

<sup>107</sup> C'est le cas des black blocs qui sont par exemple stigmatisés et décriés dans le discours public et médiatique. Mais c'est aussi le cas des jeunes de quartiers populaires quand des émeutes ont lieu dans les quartiers où il est dit dans le discours publics et médiatiques que ces pratiques sont inefficaces. Voir interview de Francis Dupuis-Déri, « *Black blocs, non-violence, révolutions* », 9 minutes 30.

<sup>108</sup> Interview de Francis Dupuis-Déri, « *Black blocs, non-violence, révolutions* », 9 minutes 30.

<sup>109</sup> *Ibid.*



l'attention des médias alors ils sont ultra efficaces alors que des centaines voire des milliers de syndiqués ne le sont pas du tout<sup>110</sup>.

Dans ce contexte, il apparaît plus juste d'utiliser la notion de puissance pour questionner les pratiques de Keur et Coop'Eskemm en perspective des formes de contestations classiques, de la situation de la politique et de la pensée de gauche. Il s'agit de préciser également que les membres des deux structures sont proches - si l'on s'en tient à leurs discours et à leurs luttes politiques - des idées de gauche et des mouvances antiracistes, antifascistes et anticapitalistes<sup>111</sup>. Il s'agira alors de réfléchir sur la notion même d'impuissance politique et de son contraire en confrontant entre autres « *l'essai de stratégie politique (...) qui permet de présenter des idées expérimentales* »<sup>112</sup> aux pratiques de Keur et Coop'Eskemm.

Il me paraît nécessaire, pour situer mon analyse, de faire un pas de côté et de présenter la réflexion suivante : Geoffroy de Lagasnerie analyse les formes de contestations classiques comme parmi « *les plus codifiées de la vie sociale* »<sup>113</sup>. La lutte se résume alors à utiliser tout un répertoire d'actions prédéfinies et instituées par le pouvoir ce qui pose inévitablement la question de l'efficacité ou plutôt de la puissance. Alors, « *s'il fallait caractériser d'un mot la situation politique contemporaine et l'expérience que nous en avons, j'utiliserais le concept d'impuissance* »<sup>114</sup>. Car, « *depuis plusieurs décennies, lorsque nous nous situons dans le camp du progrès et de l'émancipation, dans le camp de la radicalité, nous perdons les combats. Que ce soit sur la question de la migration (...) ou du système carcéral, de l'écologie (...)* »<sup>115</sup>. Pour Geoffroy de Lagasnerie, il est habituel que des populations s'indignent et contestent les mesures mises en place par l'État mais il décrit comme spécifique et particulier aux contestations

---

<sup>110</sup> Interview de Francis Dupuis-Déri, « *Black blocs, non-violence, révolutions* », 9 minutes 30.

<sup>111</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>112</sup> Ici « *Sortir de notre impuissance politique* », de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 7.

<sup>113</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 7.

<sup>114</sup> *Ibid*, page 11.

<sup>115</sup> *Ibid*.

contemporaines ce manque de « *transformations effectives* »<sup>116</sup>. Lorsque des espoirs apparaissent comme Obama aux États-Unis, Lula au Brésil, ils sont remplacés par des Trump et Bolsonaro ce qui est manifestement une désillusion pour les mouvements progressistes et de gauche de manière générale. Didier Eribon propose une analyse de cette impuissance politique de la gauche française qu'il explique par « *une révolution conservatrice* » ou « *le spectaculaire déplacement vers la droite, depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980, du centre de gravité de la vie intellectuelle et politique française* »<sup>117</sup>. Celle-ci s'exprimant notamment par une obsession de la gauche et des mouvements sociaux à répondre aux débats de la droite et aux actions de l'État en les laissant faire le temps politique et imposer les débats<sup>118</sup>. Par exemple, au moment où ces lignes sont écrites, il est débattu à l'Assemblée nationale, l'interdiction pour les femmes portant le foulard de tenir un bureau de vote. Alors que dans la même semaine nous apprenons la sortie d'un nouveau rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC) encore plus alarmant, que plus d'une centaine de Canadiens sont morts suite à la canicule et par extension au changement climatique, que l'abstention aux élections régionales a atteint un record de 70%. Le symptôme de l'impuissance politique c'est l'incapacité de la gauche et de la plupart des mouvements sociaux, mais aussi du monde social en général (association, entreprises, collectifs d'individus, etc.) à imposer les questions sociales et économiques et engager des luttes subversives « pour » quelque chose. Or « *les grandes mobilisations de ces dernières années que nous pouvons citer (contre le plan Juppé sur la sécurité sociale en 1995, contre le Contrat Premier Embauche, contre les Lois travail, contre les réformes des retraites...) ont toutes consisté à réagir à des actions de l'État, à vouloir conserver ce qui était déjà là. D'ailleurs nous les nommons ainsi : ce sont des mouvements contre* »<sup>119</sup>. Comment est-il possible, pour des mouvements progressistes, de

---

<sup>116</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 12. Les jeunesses révolutionnaires des années 1920, 1930 vivant sous le fascisme et le nazisme apparaissent beaucoup plus confiantes quant aux transformations à venir d'après Weiss Peter, « *l'Esthétique de la résistance* ».

<sup>117</sup> Eribon Didier, « *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* », Éditions Léo Scheer, Paris, 2007, page 18.

<sup>118</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 22.

<sup>119</sup> *Ibid.*

considérer comme victorieuse une contestation qui conserve l'ordre établi ? Car quand l'État recule sur la réforme des retraites, sur l'augmentation du prix de l'essence, ce n'est pas une victoire pour le mouvement de contestation, c'est un maintien de la situation telle qu'elle était avec la précarité et les inégalités qui préexistaient.

Toutes ces questions m'apparaissent essentielles pour agir efficacement dans le monde social et de fait, pour guider ma future pratique professionnelle. Les aborder, c'est d'une part saisir les éléments historiques, les rapports de force qui se sont déployés et qui expliquent la situation présente. D'autre part, c'est se donner les moyens, en tant que futur professionnel d'éviter les pièges qui menacent sans cesse me paralyser ainsi que le public avec lequel je serais amené à travailler.

### 1.2.1) Quand la définition même de la lutte crée l'impuissance

L'on a mis en lumière le fait que l'un des facteurs problématiques des mouvements sociaux et de la gauche depuis les années 1970 était la réaction à l'État, l'incapacité à faire le temps le politique<sup>120</sup> et la simple militance « contre ». Force est de constater que l'un voire le seul mouvement majeur de ces dernières années qui a réellement, et non sans mal, gagné les combats, est le mouvement LGBT. Un mouvement « pour » « *célébrer toutes les réalités de la communauté G/L/B/T* »<sup>121</sup>. C'est Foucault, en utilisant le concept de subjectivation, d'ailleurs largement repris par Didier Eribon<sup>122</sup>, qui a certainement formulé les bases théoriques de cette « célébration » des réalités de vie de la communauté LGBT. Puisque Foucault « *envisageait l'activité politique des mouvements de minorités*

---

<sup>120</sup> C'est-à-dire être capable d'imposer des thèmes dans le débat public et politique. C'est par exemple, comme l'a fait Cédric Herrou, faire reconnaître le principe de fraternité dans la constitution en accueillant des migrants chez lui. Voir, de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 46 et 47.

<sup>121</sup> Prearo Massimi cite Melvin D.O., « *Sei mesi al World Pride* », *Aut*, 3/12, 2000, p. 24 dans « *La naissance de la formule « LGBT » en France et en Italie : une analyse comparative des discours de mobilisation* », Cultures & Conflits, 2015.

<sup>122</sup> Comme par exemple dans Eribon Didier, « *Une morale du minoritaire, variations sur un thème de Jean Genet* », Flammarion, Barcelone, 2015, 336 pages.

*des années 80 au-delà de la stricte considération des gains juridiques* »<sup>123</sup>, il s'agissait d'agir localement pour formuler des revendications et une manière de militer qui s'articulent autour de la célébration « *de nouvelles formes de vie, de rapports, d'amitié, dans la société, l'art, la culture (...)* » face aux formes hégémoniques et normalisatrices<sup>124</sup>.

Alors, peut-être que ce qui marcherait le mieux en termes de militantisme serait la « célébration » de modes de vie ?

Il est possible que ce soit l'une des manières d'analyser ce que propose Keur Eskemm au travers du LAP et des « Block Party<sup>125</sup> » où est mise en avant la diversité culturelle des membres et des participants au travers des dynamiques collectives, des pratiques artistiques (photographiques, vidéographiques...), des mobilités internationales, etc. Ainsi, les participants s'approprient et/ou découvrent les modes de vie de leurs pairs et les célèbrent en dansant leurs danses, en chantant leurs chansons, en cuisinant puis mangeant leurs repas. De cette manière, ce n'est pas la construction d'une identité facilement repérable, stigmatisable mais plutôt, une forme d'appartenance insaisissable car multiple. Dans les travaux de Foucault, l'expression de la culture de ce que l'on appelle aujourd'hui « LGBT » « *ne sera pas simplement un choix d'homosexuels pour homosexuels. Cela va créer des relations qui sont, jusqu'à un certain point, transposables aux hétérosexuels* »<sup>126</sup> et de la même manière, il est possible d'envisager que les célébrations qui s'expriment au sein du LAP sont susceptibles d'être appropriées et questionnées par une multitude d'individus. De ce point de vue, il y a là l'idée que la question de l'identité et de l'identification des militants à une forme, une figure, une thématique de lutte particulière soit un facteur d'impuissance politique. Il faudrait peut-être se concentrer sur des luttes et des figures militantes multiples qui poseraient problème aux systèmes de pouvoir et de domination qui voudraient les identifier et dire, eux luttent contre l'islamophobie alors voilà comment paralyser leur mouvement, elles sont

---

<sup>123</sup> Duarte, Andre. « *Michel Foucault : Autour des nouvelles communautés politiques* », *Chimères*, vol. 87, no. 3, 2015, page 64 et 65.

<sup>124</sup> *Ibid.*

<sup>125</sup> Fêtes de rues organisées par Keur Eskemm, ouverte à tous.

<sup>126</sup> Duarte, Andre cite Michel Foucault, « *Dits et écrits* », page 311 dans Duarte, Andre. « *Michel Foucault : Autour des nouvelles communautés politiques* », *Chimères*, vol. 87, no. 3, 2015, page 65.

féministes et voilà comment les leurrer en leur donnant l'impression qu'elles s'agissent alors qu'en fait elles se paralysent.

Sans prétendre que Keur Eskemm manie habilement cette stratégie, ni même qu'elle s'affranchit de la construction d'identités militantes facilement repérables et contrôlables, la réflexion autour de la célébration de modes de vie, de la création de mouvement « pour » me semble être un point de bascule pour gagner des combats et opérer des changements au sein de la société. Il serait à mon sens pertinent d'étudier plus finement le déploiement d'une telle stratégie. Par ailleurs, c'est une idée que j'expérimente au sein de mon association et que je compte bien intégrer à ma future pratique professionnelle. Il me semble que le caractère puissant de cette idée de célébration de modes de vie réside dans le fait que le mouvement va pouvoir formuler ses propres questions à partir de son expérience vécue et non réagir ou se contenter d'exprimer un agacement face à ce que dit de lui le discours politique et médiatique.

### 1.2.2) L'impuissance politique, de la détresse à l'auto-exclusion

Cette situation d'impuissance politique ressort d'un entretien réalisé avec un jeune engagé au sein de Keur Eskemm. Alors que l'enquêté évoque sa présence dans la structure depuis quelques mois, il l'explique par une période de désillusion qu'il a connu après son entrée dans les études supérieures, à l'École Centrale de Lille. Il raconte : « *j'avais besoin de faire partie d'un projet commun (...) qui me donne du baume au cœur parce que j'étais dans une... j'étais en détresse (...). J'ai déconstruit la pérennité économique du modèle de société* »<sup>127</sup>. À la suite de ce choc, l'enquêté entre dans une période difficile marquée par un manque de réponses proposées par les professionnels proches de lui : professeurs, chercheurs, psychologues, travailleurs sociaux<sup>128</sup>... Cette période est aussi caractérisée par l'engagement de l'enquêté au sein de mouvements tels

---

<sup>127</sup> Entretien réalisé avec un jeune engagé à Keur Eskemm.

<sup>128</sup> *Ibid.*

Zakaria Hamdani - Mémoire de l'Université de Rennes 1, de l'École des Hautes Études en Santé Publique et de l'Université Rennes 2- année 2020-2021

que l'Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC)<sup>129</sup> et la Zone À Défendre (ZAD)<sup>130</sup> de Notre-Dame-des-Landes. Cependant, ces pratiques militantes ont accentué l'effet de détresse de l'enquêté dans la mesure où il doutait de leur efficacité. « *Si on avait encore des centaines d'années pour faire les trucs qu'on pense pouvoir faire alors la pression et l'angoisse seraient beaucoup moins là (...) c'est le sentiment d'urgence qui est écrasant parce qu'il faudrait un changement radical très vite* »<sup>131</sup>. L'enquêté parle ici notamment de la question climatique et environnementale et de l'incapacité des mouvements militants dans lesquels il s'est engagé à proposer des possibilités réelles de révolution<sup>132</sup>. Face à cela, il a nourri une autre forme de militantisme autour « *du fait de ne pas avoir envie de désespoir* »<sup>133</sup> et il s'est engagé au sein de Keur Eskemm. Ce passage fait écho à l'analyse de Geoffroy de Lagasnerie à propos des travaux de Peter Weiss sur les jeunesse des années 1920 et 1930 vivant sous le fascisme et le nazisme qui elles, croyaient réellement « *dans la possibilité d'une révolution à venir et dans leur certitude d'y contribuer* »<sup>134</sup>.

Plus encore, l'enquêté réunit plusieurs critères symptomatiques d'impuissance politique vécue. Son sentiment de détresse, d'incompréhension et de désillusion s'inscrit dans « *ce qui définit notre présent politique, ce serait le sentiment du désastre, du dégoût - la tétanie* »<sup>135</sup>. Mais « *cette situation ne se traduit d'ailleurs pas nécessairement par des sentiments d'apathie et d'angoisse mais aussi par le recours à certaines formes de luttes qui se présentent comme radicales - le retour au local, le municipalisme, le courant zadiste ou autonomiste - mais qui traduisent en réalité, comme le soulignait déjà Marcuse, le fait que les couches qui portent un désir subjectif de révolution n'ont pas les moyens objectifs de le faire, et ce désespoir favorise chez elles des comportements de retrait, de désengagement*

---

<sup>129</sup> <https://france.attac.org>

<sup>130</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/ZAD\\_de\\_Notre-Dame-des-Landes](https://fr.wikipedia.org/wiki/ZAD_de_Notre-Dame-des-Landes)

<sup>131</sup> Entretien réalisé avec un jeune engagé à Keur Eskemm.

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 13.

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> *Ibid.*

*ou de réponse de l'énergie en pure perte* »<sup>136</sup>. Car, en effet, militer dans une ZAD c'est s'extraire volontairement et stratégiquement du dialogue avec les appareils d'État. C'est dénoncer la perversion totale du système et refuser toute complicité avec lui.

D'une certaine manière, l'on retrouve ici ce que Miguel Benasayag et Diego Sztulwark ont présenté comme étant la figure du militant alternatif où celui-ci s'inscrit dans des modes de vie alternatifs comme le retour au local, le mouvement autonome, mais refuse les exigences stratégiques de contre-pouvoir, étape nécessaire à la constitution d'une puissance politique. Il ne s'agit pas de stigmatiser ces modes d'action ou de les présenter comme inutiles. Ils sont d'une force redoutable dans les luttes contemporaines puisqu'ils font reculer l'État et les systèmes de pouvoir, c'est le cas par exemple de Notre-Dame-des-Landes où la construction de l'aéroport a été stoppée<sup>137</sup>. Ils sont nécessaires et il y a sans aucun doute une complémentarité de ces modes d'action. Néanmoins, elles ne se situent pas du côté de la puissance, car il ne faut pas considérer un recul de l'État ou des systèmes de pouvoir comme une victoire. C'est au mieux un statu quo, la situation n'a pas empiré<sup>138</sup>. Cependant, le mouvement et les militants n'ont pas su impulser des modifications concrètes au sein des systèmes en les changeant de l'intérieur. « Une députée de gauche me disait récemment à propos des élections « On va faire un bon score » - comme si c'était désormais l'horizon : non plus gagner mais « ne pas trop perdre »<sup>139</sup>. Mais alors, où se situe l'échec, l'impuissance ? Quand l'on voit des milliers voire des millions de personnes dans les rues, en France, aux États-Unis, en Algérie, à Hong Kong, il apparaît clairement que le problème n'est pas celui du nombre de militants, ni même celui de la couverture médiatique des mouvements ou bien encore du nombre d'actions menées. Il semble que le problème se situe plus dans l'action elle-

---

<sup>136</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 13.

<sup>137</sup> Voir de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 41 et 42, comment la grève, à l'échelle locale, peut encore permettre de gagner des combats.

<sup>138</sup> *Ibid.*

<sup>139</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 14.

même de sorte que « *c'est en agissant que nous perdons. Ce sont nos manières d'agir qui nous condamnent à la stagnation et donc à la régression* »<sup>140</sup>.

D'ailleurs, dans l'entretien cité plus haut, l'enquêté explique qu'il n'est pas allé au bout de ses études d'ingénieur à l'École Centrale de Lille mais s'est engagé avec ATTAC et dans la ZAD de Notre Dame-des-Landes. N'y a-t-il pas dans cet acte militant, dans cet acte politique, ce que Geoffroy de Lagasnerie souligne quand il dit : « *c'est en agissant que nous perdons. Ce sont nos manières d'agir qui nous condamnent à la stagnation et donc à la régression* » ? C'est-à-dire que, c'est peut-être dans cet acte militant représenté ici par le fait de quitter l'Université pour rejoindre une ZAD, que se joue « *la stagnation et donc à la régression* ». À cet effet, Geoffroy de Lagasnerie explique dans un échange sur France Inter : « *c'est beaucoup tiré de mon expérience de prof quand j'étais à Paris 1, j'étais en droit et sciences politiques et j'ai vu tous mes étudiants de gauche quitter l'université et de venir dans les ONG, devenir avocats et tous mes étudiants de droite maintenant ils sont tous sous-préfets ou maitres de conférences (...) et donc je pense qu'il y a cette tendance à la démission, dans la gauche, des institutions lorsqu'on est en désaccord avec elles qui fait qu'on se prive du contact avec le lieu de la transformation* »<sup>141</sup>.

Il s'agit alors de continuer à se poser la question de l'auto-exclusion des institutions et des appareils de pouvoir - de transformation - des militants de gauche et du lien que cela pourrait entretenir avec la notion d'impuissance politique. Cette question du désaccord avec les institutions revient beaucoup chez les participants du LAP et notamment chez une participante devenue présidente de Keur Eskemm pendant quelques mois. L'institution universitaire, la Préfecture, la Municipalité sont très souvent considérées avec méfiance chez certains participants du LAP, certains membres de Keur Eskemm ainsi que dans « *les acteurs associatifs plus radicaux* »<sup>142</sup> que Keur Eskemm. Pour cette participante devenue présidente, comme pour beaucoup d'autres participants, « *c'est paradoxal* », car d'un côté les financements sont utiles à la mise en place des projets et d'un autre côté, il y a le sentiment pour ces jeunes de participer à

---

<sup>140</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 15.

<sup>141</sup> Interview de Geoffroy de Lagasnerie, « *Manifestation et grève sont des formes d'expression, mas plus d'action* », France Inter, 30 septembre 2020.

<sup>142</sup> Entretien réalisé avec un membre de Keur Eskemm.



ce qui serait la mainmise de l'État et des institutions sur leurs vies<sup>143</sup>. De ce point de vue, les mouvements uniquement autonomistes, zadistes, alternatifs semblent relever davantage de l'« impuissance politique » - même s'ils accomplissent des choses importantes - que de contre-pouvoirs. Même si l'hypothèse formulée par ce travail est que Keur Eskemm possède certaines caractéristiques d'un contre-pouvoir et d'une puissance politique, les stratégies d'accompagnement des participants du LAP et des volontaires en service civique ne vont pas jusqu'à mobiliser les ramifications nécessaires<sup>144</sup>. Je développerai certaines de ces raisons juste après.

### 1.2.3) L'impuissance politique et la folklorisation des contestations

La comparaison entre les entretiens réalisés avec les membres et les jeunes engagés à Keur Eskemm l'a montré, il y a au sein de l'association différentes situations, différentes formes de contestations et de figures militantes. Ce n'est donc pas une dynamique uniforme et homogène et il apparaît qu'il existe deux niveaux de militantisme. Le premier est celui qui a été évoqué en première partie. Une figure du militant chercheur situationnel, en dialogue et en partenariat avec les institutions, qui saisit les modalités d'exercice d'un contre-pouvoir et qui comprend les ramifications de la puissance. Un second niveau peut être symbolisé par le projet du Laboratoire Artistique Populaire (LAP) où sont investis des jeunes tels que l'enquêté précédemment cité. Au sein de ce projet, l'on retrouve des jeunes adultes dans des situations très diverses (exilés, chômeurs, étudiants, étudiants étrangers, travailleurs sociaux...) mais dont la situation de « détresse » ou du moins, de perte de repères rassemble nombre d'entre eux. « *Je me suis inscrite au LAP parce que j'ai fait une sorte de grosse dépression. Et il me fallait un truc qui donne du sens à ma vie et qui me fasse sortir de chez moi* »<sup>145</sup>. « *Je me suis inscrit au LAP, car je suis au chômage depuis quelques mois après avoir arrêté subitement mes études* »<sup>146</sup>. Les jeunes qui participent au

---

<sup>143</sup> Entretien réalisé avec un membre de Keur Eskemm.

<sup>144</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>145</sup> Entretien réalisé avec un jeune participant au LAP.

<sup>146</sup> Entretien réalisé avec un second jeune participant au LAP.

LAP sont à la recherche de « rencontres », « d'ateliers créatifs et artistiques », « de moments de convivialité »<sup>147</sup> et l'objectif du projet n'est pas celui des mouvements politiques et militants à proprement parler mais plutôt de travailler autour de pratiques artistiques et culturelles. Ils participent tous à la fois aux activités en y amenant leur lot d'idées, de revendications, de contestations. J'ai pu relever plusieurs conversations abordant la participation de membres du groupe à diverses manifestations, une méfiance envers la police, de la sympathie pour des mouvements anarchistes, zadistes, etc. Certains ont par exemple participé à l'occupation de l'Opéra de Rennes<sup>148</sup>.

Ils ne s'inscrivent donc pas au LAP pour militer directement mais ils sont pour la plupart animés par différentes revendications - plus ou moins radicales - qu'ils expriment au sein du projet. En parallèle, il semble important de préciser que les pertes de repères que subissent certains jeunes, l'incapacité à pleinement s'épanouir dans le monde social et à prendre en main leur vie, n'est pas sans lien direct avec la question de l'impuissance politique. Car il est clair que la marginalisation et l'oppression d'une partie de la population sont orchestrées par des systèmes de domination économiques, sociaux, scolaires et universitaires. Pierre Bourdieu expliquait, par exemple, l'illégitimité de certaines pratiques culturelles, de certaines œuvres par le fait que nous vivons dans une société définie par les titres, les diplômes universitaires et que quiconque n'obtient pas ces diplômes reconnus par les institutions souffrira toujours d'une forme d'illégitimité<sup>149</sup>. Cette idée n'est pas extérieure aux pertes de repères et autres sentiments de détresse évoqués par plusieurs participants où le rapport à l'École, à l'Université est très souvent conflictuel<sup>150</sup>. Le LAP est donc, à sa manière, un espace de lutte, de contestation, un espace où se reflètent dans toutes leurs épaisseurs les rapports de domination qui s'exerce dans le monde social, bref c'est un espace politique. Alors, quel rapport entretient-il avec la question de la puissance politique ? Il s'agit ici d'accorder une attention particulière aux activités du LAP et aux participants qui l'animent en perspective du versant plus

---

<sup>147</sup> Données issues de divers entretiens avec des jeunes participants au LAP.

<sup>148</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>149</sup> Bourdieu Pierre, « *La distinction, critique social du jugement* », Les éditions de minuit, Paris, 1979, pages 22, 23 et 24;

<sup>150</sup> Observations et entretiens réalisés avec des participants au LAP et des volontaires.  
Zakaria Hamdani - Mémoire de l'Université de Rennes 1, de l'École des Hautes Études en Santé Publique et de l'Université Rennes 2- année 2020-2021

institutionnel du projet et de sa potentielle influence sur les politiques de jeunesse de Rennes métropole qui sera abordé dans une prochaine partie.

Le LAP est caractérisé par un certain nombre de pratiques festives à travers l'occupation temporaire, la découverte de danses du monde entier, des moments de convivialité organisés au sein du QG<sup>151</sup> ou dans d'autres lieux occupés temporairement<sup>152</sup>. Par exemple, après une journée passée au QG du LAP, les participants se retrouvent entre eux, chantent, dansent, se détendent autour d'un verre, d'un goûter<sup>153</sup>.

Il y a ici une question qui m'a beaucoup interpellé. En parallèle de ma présence au LAP et de mon travail avec les participants, je côtoyais également le volet plus institutionnel et stratégique de l'association. Il m'est apparu que les participants n'avaient aucune idée des actions menées par Keur Eskemm hors du LAP. De la même manière, lorsque beaucoup d'entre eux sont entrés en contact avec Coop'Eskemm dans le cadre des projets européens, ils ont eu mal à saisir toutes les ramifications et ont, en réalité, découvert réellement Keur Eskemm à ce moment-là<sup>154</sup>.

Je me demandais pour quelles raisons les participants du LAP n'étaient pas informés, et pour quelles raisons certains volontaires, n'étaient pas acteurs, non pas de chaque réunion qui concernait le coordinateur, mais au moins du rôle que jouait Keur Eskemm dans le champ des politiques locales de jeunesse. Puisque les participants et les volontaires étaient très politisés et qu'en parallèle je faisais l'hypothèse que les membres de Keur Eskemm étaient capables de constituer un contre-pouvoir et de saisir les ramifications de la puissance politique, cette opacité entre le LAP, ses participants, certains volontaires et le reste des activités associatives de Keur Eskemm m'interrogeait. À ce sujet, l'un des membres de Keur Eskemm avec qui j'évoque cette question, présente comme un choix fait par la structure de « *ne pas forcément intégrer les volontaires dans toute la démarche politique* »<sup>155</sup>. Il pointe le manque de ressources humaines de Keur Eskemm pour le faire et également le trop grand nombre de volontaires qui sont passés par la

---

<sup>151</sup> QG ou « Quartier Général » est le lieu où se rassemble le collectif du LAP. Il est appelé comme cela par les membres de Keur Eskemm et les participants.

<sup>152</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>153</sup> *Ibid.*

<sup>154</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>155</sup> *Ibid.*

structure depuis son lancement. « Ça nécessiterait chaque fois de les former, c'est des choses complexes, ils ne sont pas tous intéressés par ces questions et ça serait une grosse charge mentale pour moi de faire ce travail à répétition »<sup>156</sup>.

C'est donc un choix exprimé par la structure que de ne pas expliquer son positionnement stratégique et politique aux jeunes volontaires et participants du LAP. Ainsi, les participants entretiennent pour la grande majorité un rapport étroit - intime<sup>157</sup> - avec la politique et avec les idées de gauche. Ils consacrent leur investissement à Keur Eskemm au LAP, c'est-à-dire à des activités artistiques, culturelles et des moments de convivialité à « la dimension festive importante »<sup>158</sup>. À cet égard, Catherine Neveu présente dans « *Débattons dans les rues à Tours : une expérience de " festipolitique " improbable ?* » ce qui est selon elle, une nouvelle manière de faire de la politique autour de « *repas inter-quartiers (...), des concerts (...), des apéros lavomatic (...) dans une ambiance à la fois conviviale, détendue et sérieuse (...)* » où la « *bienveillance* » serait le « *pivot central* »<sup>159</sup>. Mais pour Günther Anders et Geoffroy de Lagasnerie, cette construction des contestations par le folklore est problématique. Dans « *La violence : oui ou non, une discussion nécessaire* »<sup>160</sup>, Anders élabore une critique des formes traditionnelles de contestation qui prennent selon lui des expressions soit joyeuses, folkloriques, spectaculaires, soit autosacrificielles telles que la grève de la faim, les black blocs qui s'exposent à la violence des forces de l'ordre, « *des*

---

<sup>156</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>157</sup> *Ibid.* Un rapport intime avec la politique ou plutôt un rapport conflictuel, violent. J'ai ressenti avec beaucoup d'émotions, le poids de la politique sur les participants du LAP. A la manière d'Edouard Louis quand il écrit « *Qui a tué mon père* » sans point d'interrogation, où il raconte comment l'État, par l'intermédiaire du travail et de la dépendance des familles aux aides sociales, a broyé le corps de son père en l'obligeant à retourner au travail. J'ai eu le sentiment que la violence du monde social s'abattait sur nombre de participants. Certains évoquaient leur incapacité à suivre leurs études, d'autres n'étaient plus sortis de chez eux depuis des mois à cause des confinements. L'un subissait les problèmes de santé de sa mère et vivait sa grève de la faim contre la baisse des allocations aux personnes handicapées. Burn out, stress, dépression, isolement, perte de repères. La vie des participants au LAP est marquée par la politique - est politique.

<sup>158</sup> Expression utilisée par l'un des membres de Keur Eskemm pour présenter le projet du LAP et la vie associative à Keur Eskemm.

<sup>159</sup> Neveu, Catherine. « *Débattons dans les rues à Tours : une expérience de « festipolitique » improbable ?* », *Monde commun*, vol. 4, no. 1, 2020, pages 34 à 53.

<sup>160</sup> Anders Günther, « *La violence : oui ou non, une discussion nécessaire* », Fario, Paris, 2014, 161 pages.

*formes où nous nous faisons souffrir nous-mêmes* »<sup>161</sup>. Si l'on se concentre sur les formes joyeuses et folkloriques, l'on peut penser par exemple au mouvement « *nuit debout* » où les militants se retrouvaient tout au long de la nuit, parlant de politique mais jouant également de la musique, organisant des spectacles. Anders critique par exemple les militants mobilisés contre le nucléaire « *qui très vite en viennent à sortir des guitares, à chanter ensemble, à s'amuser et à oublier la raison pour laquelle ils sont là (...) Ce qu'on appelle lutter devient autre chose que lutter. Cela devient un moment festif et non pas offensif* »<sup>162</sup>. De la même manière, Geoffroy de Lagasnerie cite cette phrase que l'on entend souvent après une manifestation : « *c'était une belle manifestation* ». Or, il pose la question de ce que signifie que de prendre du plaisir, de sourire, de chanter, de danser lors d'une manifestation, d'une contestation et ajoute même l'idée d'une sorte « *d'autonomie de la lutte par rapport à ses buts, un art pour l'art de la lutte* »<sup>163</sup>. De la même manière Marcuse attire notre attention sur les menaces de récupération des questions écologiques, artistiques, musicales pour créer « *une atmosphère tranquillisante plutôt que propice à l'action radicale* » qui aboutit à « *une désertion de l'univers politique* »<sup>164</sup>. Pour Marcuse, « *aucune expérience de libération individuelle ou de groupe ne peut échapper à la contamination du système même qu'elle combat* » sauf si les luttes sont menées « *à l'intérieur du contexte politique (...) et doivent poursuivre, en théorie et en pratique, la critique radicale du système à l'intérieur du système (...)* »<sup>165</sup>. Il s'agit donc ici de mener des combats à l'intérieur même du système comme semble le faire les figures militantes des membres présentés et où à l'inverse, certains participants du LAP et membres de l'association préfèrent s'exclure du système. Ce piège apparaît comme central et inhérent aux activités de Keur Eskemm et notamment celles liées au LAP dans la mesure où l'« *on se réunit entre soi, dans des lieux que l'on définit comme « alternatifs », et l'on croit que, parce que l'on a fait une performance (...), on a mis en question les normes sociales, on a subverti les*

---

<sup>161</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 16.

<sup>162</sup> *Ibid*, page 17.

<sup>163</sup> *Ibid*.

<sup>164</sup> Marcuse Herbert, « *Contre-révolution et révolte* », Seuil, Paris, 1973, page 71.

<sup>165</sup> *Ibid*, page 72.

*institutions alors que l'on s'est fait plaisir entre soi et que, de fait, objectivement, nous n'avons rien fait »<sup>166</sup>.*

Finalement, en parallèle de la dimension folklorique qui existe au sein du LAP, l'un des participants interrogés affirme « *c'est pas que l'éclatement de ma bulle<sup>167</sup> qui a fait que j'ai été en détresse, c'est plutôt l'inefficacité des mouvements dans lesquels j'étais<sup>168</sup> et le poids de l'urgence* ». L'impuissance politique semble être vécue par certains participants : « *c'était hyper difficile à vivre parce que j'avais le sentiment que même si je m'engageais rien n'allait changer (...) j'avais besoin de reprendre pied même si on se dirige vers une autodestruction certaine* ». Entre impuissance politique vécue, consciemment ou inconsciemment, exprimée ou tue, le LAP<sup>169</sup> et ses participants sont caractérisés par une expression plutôt qu'une action politique où les dimensions festives et folkloriques occupent une place centrale et sont organisées par les salariés de Keur Eskemm. Une forme d'impuissance politique s'exerce ici au sein du projet et sur les participants par l'intermédiaire de pratiques festives et folkloriques. Elle est en partie conscientisée dans les discours qui émergent des entretiens et des observations. Cette situation est paradoxale si l'on considère toute la dimension stratégique de Keur Eskemm qui sera abordée ci-après. Dans ce contexte, j'ai pu déployer des méthodes d'accompagnement vis-à-vis des participants et sur lesquels je souhaite m'appuyer pour bâtir ma pratique professionnelle. J'ai accordé une part non négligeable de mon temps de travail à des discussions avec les participants que je sentais réceptifs à l'idée de ne pas simplement participer aux projets artistiques et culturels mais aussi d'anticiper leurs parcours futurs. Ce travail a commencé dès le processus de « recrutement » des participants où j'ai contacté certains jeunes (étudiants, exilés notamment) pour qui je voyais en le projet du LAP comme un tremplin potentiel. J'ai effectué un suivi dès l'inscription en leur envoyant régulièrement des messages pour m'assurer qu'ils comprenaient le projet et étaient au courant des rencontres à venir. J'ai par la suite adapté mon discours à leurs égards en fonction de leurs ambitions, de leurs projets personnels et de leurs qualités humaines et professionnelles. Ainsi, l'une des

---

<sup>166</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *l'art impossible* », PUF, Paris, 2020, page 71.

<sup>167</sup> Ici l'enquête par de la pérennité économique, énergétique.

<sup>168</sup> Entretien réalisé avec un jeune engagé à Keur Eskemm : il s'agit de mouvements zadistes, autonomistes...

<sup>169</sup> Hors sa dimension institutionnelle qui sera évoqué dans une prochaine partie.

participantes au LAP, ancienne étudiante géographie sociale, s'est investie fortement au sein du projet et nous discussions souvent des apports et des débouchés que celui-ci pouvait engendrer. La Coop'Eskemm est intervenue à ce moment-là. Elle a permis à la participante de découvrir un univers professionnel, celui des bureaux d'études coopératifs et de la recherche-action participative. La participante s'est alors inscrite pour participer à des mobilités internationales et diverses activités de recherche sur Rennes<sup>170</sup>. Enfin, elle a commencé à s'investir dans le projet de recherche dont Coop'Eskemm et To have an impact sont acteurs, « *Opening Universities for Youth in Europe* » suite à nos discussions à propos sa rentrée en thèse l'année prochaine. De cette manière, nous avons émis - sa directrice de thèse également - la possibilité qu'elle consacre une partie de son temps d'enseignement à l'Université sur ce projet qui a pour but de démocratiser l'accès à l'Université et surtout d'installer au sein de l'institution des idées, des débats et des savoirs provenant d'une partie de la société civile exclue de l'Université. J'ai pu effectuer des accompagnements similaires auprès de différents participants. Si j'ai pris cette responsabilité, c'est aussi parce que les membres salariés de Keur Eskemm n'ont guère le temps d'effectuer ce travail, même si je crois qu'il serait pertinent - dans le cadre de stratégies puissantes politiquement - d'accorder une importance à un tel suivi. Il m'a semblé, comme ce travail l'a montré, que l'accompagnement était surtout destiné à répondre à des besoins d'urgence rencontrés par les participants, ceci étant symbolisé par l'embauche d'un assistant social<sup>171</sup>. Il me semble que les membres associés de Coop'Eskemm jouent déjà en partie ce rôle. J'ai pu observer que certains d'entre eux avaient « repéré » des participants potentiellement intéressés par les mobilités et les questions portées par la Coopérative<sup>172</sup>. Néanmoins, il me semble que cette question de l'accompagnement des jeunes à des fins de professionnalisation, de reprises d'études ou simplement de rapports au monde social devrait être approfondie, car je les soupçonne d'être des stratégies qui iraient dans le sens de rendre plus puissantes les idées progressistes<sup>173</sup>.

---

<sup>170</sup> Observations issues du journal de terrain et entretien avec une jeune participante au LAP.

<sup>171</sup> *Ibid.*

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> Observations issues du journal de terrain et entretien avec une jeune participante au LAP.

Finalement, Keur Eskemm est traversée par des courants hétérogènes. Ses membres, ainsi que ceux de Coop'Eskemm, participent à créer des projets à l'intersection de l'art, de la culture, de l'occupation de l'espace. Leurs parcours, leurs héritages sociaux et culturels, leurs niveaux d'études et les projets qu'ils développent mobilisent les institutions, les décideurs, les élus, les universités, les enseignants-chercheurs et la société civile et il se pourrait qu'ils déploient les ramifications d'un contre-pouvoir et d'une puissance politique. Néanmoins, des « menaces » traversent l'association et semblent immanentes aux mouvements de contestations qui courent sans cesse le risque de se paralyser et de s'autodétruire<sup>174</sup>. La place très présente du folklore est un des risques ainsi que l'auto-exclusion des participants des institutions, du système, voire du monde social<sup>175</sup>.

Il s'agit désormais de présenter l'hypothèse que Keur et Coop'Eskemm sont en capacité d'entretenir des rapports de force avec les systèmes de pouvoir, à négocier et à adopter une démarche cynique vis-à-vis d'eux. Ce qui contraste avec l'exemple qui vient d'être cité ici mais dont cette phrase de Marcuse offre une analyse : « *La libération, ici, c'est de " bien se marrer " à l'intérieur du système, peut-être aussi de rigoler du système, ou de tricher avec lui. Il n'y a rien de mal à rigoler du système - mais il y a des situations où la rigolade tombe à plat, devient de toute façon stupide, car elle n'est qu'une preuve d'impuissance politique* »<sup>176</sup>.

---

<sup>174</sup> Voir notamment Marcuse Herbert, « *Contre-révolution et révolte* », Seuil, Paris, 1973 et de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020.

<sup>175</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>176</sup> Marcuse Herbert, « *Contre-révolution et révolte* », Seuil, Paris, 1973, page 72.



## Partie 2

# Les projets associatifs de Keur et Coop'Eskemm et leurs effets sur les politiques de jeunesse

Patricia Loncle et Céline Martin se sont intéressées aux stratégies de politisation « assez *minimes, orientées vers une compréhension des enjeux sociétaux* » et aux stratégies plus complexes et « *plus clairement formulées, allant jusqu'à l'interpellation des pouvoirs publics* » au sein de deux associations faiblement institutionnalisées telles que Keur Eskemm<sup>177</sup>. Il s'agit ici de prolonger cette réflexion en allant jusqu'à se demander comment, au-delà d'une forme de politisation plus formelle, il est possible de voir au sein de Keur Eskemm - et même de Coop'Eskemm - des formes de politisation qui relèvent du contre-pouvoir et de la puissance politique. Des formes plus oppositionnelles qui voudraient agir pour déstabiliser les pouvoirs publics en place et non simplement les interpeller.

Dans cette deuxième partie, il s'agira de mettre en avant une dualité des objectifs dans la mesure où Keur Eskemm cherche à la fois à obtenir des financements pour monter des projets à destination des jeunes et à influencer les politiques publiques. Comment ces deux objectifs exercent-ils des effets les uns sur les autres ? Il y aura ensuite la volonté de mettre en évidence les liens qu'entretiennent Keur et Coop'Eskemm avec les élus et décideurs locaux puis avec l'Université. Enfin, il sera question d'interroger les pratiques de Keur et Coop'Eskemm vis-à-vis d'une « *nouvelle forme de radicalité* » qui viendrait mettre en question la radicalité classique et proposer d'autres stratégies et catégories d'actions militantes qui iraient dans le sens de la puissance politique et du contre-pouvoir.

## 2.1) Une dualité des objectifs : des financements pour développer des projets en direction des jeunes et la volonté d'influencer les politiques publiques

À la lumière des éléments évoqués précédemment et de l'étude proposée par Patricia Loncle et Céline Martin, il y a chez Keur Eskemm plusieurs niveaux

---

<sup>177</sup> Loncle Patricia, Martin Céline, « *La politisation des jeunes et le fonctionnement associatif : exemples de deux associations locales faiblement institutionnalisées* », Revue Jeunes et Société 4 (2), 2019, page 116.

d'engagement militant symbolisés par une dualité des objectifs affichés par l'association. « *Je ne suis même pas sûr que l'objectif premier de Keur Eskemm c'est d'être un contre-pouvoir et d'influencer les politiques publiques. À certains moments de l'année si tu me poses la question, je dirais que ce qui compte le plus c'est que le LAP puisse avoir lieu* »<sup>178</sup>. Il serait en effet imprécis d'omettre la place importante occupée par la recherche de financements dédiés au LAP et, de fait, aux projets à destination des jeunes. D'une part, parce que ces financements permettent à l'association d'exister et de développer une relation de confiance avec les institutions dont l'hypothèse est qu'elle construise une stratégie de contre-pouvoir. D'autre part, parce que le LAP est le projet phare de l'association Keur Eskemm. Il concentre ainsi la plupart des moyens humains et économiques. Il est d'ailleurs la « *vitrine* »<sup>179</sup>, l'image de marque de Keur Eskemm.

Comme de nombreuses associations à impact sociétal, Keur Eskemm agit aussi dans l'urgence et s'attache à répondre à des besoins essentiels tels que l'utilisation des subventions nécessaires à la rémunération des professionnels qui interviennent dans le LAP et le coût du QG. Malgré, son fort ancrage territorial symbolisé par la Convention pluriannuelle d'objectifs signée avec la Ville de Rennes, Keur Eskemm est une petite association dépendante des financements locaux et européens. Ainsi, des moments de stress peuvent surgir et concentrer toute l'attention des salariés comme lorsque l'une des salariés doit s'arrêter pour son congé maternité. Cet arrêt engendre des frais supplémentaires imprévus et son remplaçant voit, quelques mois après sa prise de poste, son emploi menacé par un flou juridique concernant l'âge maximal pour un poste d'adulte relais<sup>180</sup>. Cette situation administrative et juridique et les frais qu'elle peut entraîner mettent potentiellement en danger la vie de la structure. Ces aléas de la vie professionnelle sont réguliers et le sentiment d'urgence peut survenir à tout moment rendant tout à coup superflue la stratégie de contre-pouvoir et autre question politique. L'important étant le bon déroulement du LAP qui accueille une trentaine de jeunes habitants rennais en leur garantissant l'espace de convivialité

---

<sup>178</sup> Entretien réalisé avec l'un des membres de Keur Eskemm.

<sup>179</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>180</sup> *Ibid.*

et de sécurité dont ils ont besoin<sup>181</sup>. Le LAP et les financements qui s'en suivent occupent donc une grande partie de l'énergie et du temps de travail des salariés. Son bon déroulement est un pilier essentiel pour Keur Eskemm. Il permet notamment d'interpeller les pouvoirs publics sur la réalité économique, sociale et la santé des jeunes adultes en présentant chaque année, en comité de suivi, les projets réalisés par le LAP mais également les difficultés rencontrées au sein du territoire. À ce comité de suivi, l'on retrouve de fait les principaux financeurs, des chargés de mission de la Ville, du Département et des élus<sup>182</sup>. Ce premier constat m'interpelle en tant que futur professionnel dans la mesure où il m'a permis de me rendre compte de toute la relativité que peut avoir une quête de puissance politique. Un certain nombre de questions vitales, urgentes, peut surgir et balayer pendant un temps toute stratégie politique de contre-pouvoir. Ceci étant dit, il me semble qu'il ne faut jamais perdre de vue cet objectif et qu'il faut déployer le maximum de ramifications pour être parmi ceux qui déstabilisent les rapports de domination.

En parallèle et malgré la dépendance de l'association vis-à-vis des financements publics, la question du rapport de Keur Eskemm aux institutions peut être source de conflit ou du moins, permet de saisir l'hétérogénéité des convictions qui animent l'assemblée générale de l'association. Ce qui met en lumière un ensemble de paradoxes et de dilemmes qui régissent la vie des membres et des bénévoles. Alors que Keur Eskemm faisait face à une situation financière très compliquée<sup>183</sup>, il y a eu cette possibilité d'obtenir une Convention pluriannuelle d'objectifs avec la Ville de Rennes. Il a ensuite été débattu au sein de l'association du choix ou non de saisir cette possibilité qui offrirait plus de stabilité à la structure. « *C'était pas seulement source de débat je crois que c'était source de conflit aussi* »<sup>184</sup>. Car, il y a une forme de radicalité au sein de l'association<sup>185</sup>, une volonté pour certains bénévoles de faire sans les institutions

---

<sup>181</sup> Observations issues du journal de terrain. Les entretiens avec les participants ont montré, notamment à cause de la crise sanitaire, l'importance que pouvait prendre le LAP dans la vie et la santé mentale des jeunes participants.

<sup>182</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>183</sup> Entretien réalisé avec un membre de Keur Eskemm, engagé bénévolement, puis contractuellement.

<sup>184</sup> *Ibid.*

<sup>185</sup> Symbolisée notamment par une appartenance des membres aux luttes anticapitalistes, antiracistes et/ou autonomistes.

et les pouvoirs publics alors que pour d'autres des compromis sont possibles<sup>186</sup>. « *Je trouve ça super d'influencer les politiques publiques mais tu laisses passer des trucs en termes de valeur que moi je peux pas laisser passer* »<sup>187</sup>. Par exemple, l'enquêté évoque un accord passé entre l'association et un bailleur social de Rennes lui permettant d'utiliser un appartement inhabité pour les activités du LAP. Le bailleur précise alors que l'appartement ne peut être utilisé pour dormir la nuit. Dans le même temps, deux des participants du LAP avaient été mis à la rue et l'association s'était retrouvée avec un appartement vide sans pouvoir y loger les deux jeunes à la rue : « *c'est là où tu te dis, si on ne peut pas dire non au bailleur, peut-être qu'on a perdu des trucs quand même* »<sup>188</sup>. Malgré ce dilemme, la Convention pluriannuelle d'objectifs a été signée avec la Ville et elle a permis de pérenniser la tenue du LAP, de financer un nouveau poste pour un coordinateur et de réaliser une économie de temps car il n'était plus nécessaire de chercher chaque année des financements pour la prochaine édition du LAP<sup>189</sup>. Ces éléments donnent une visibilité sur la notion d'urgence que rencontre Keur Eskemm et replacent le financement des projets à destination des jeunes comme l'une des questions centrales et comme outil d'interpellation des pouvoirs publics.

L'importance de ces financements et des projets à destination des jeunes n'est pas sans liens avec la volonté d'influencer les politiques publiques. Les modalités selon lesquelles s'exercent ces projets utilisent des catégories de la sociologie de l'action militante capables de saisir les ramifications constitutives d'un contre-pouvoir et d'une puissance politique. L'une de ces catégories est la professionnalisation des bénévoles. L'obtention de la Convention pluriannuelle d'objectifs, de Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), d'un contrat adulte relais dans le quartier prioritaire de Maurepas ainsi que des financements européens, permet à Keur Eskemm de financer un poste de coordinateur général et un poste de coordinateur dédié au LAP. Cette

---

<sup>186</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>187</sup> Entretien réalisé avec un membre de Keur Eskemm, engagé bénévolement, puis contractuellement.

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> *Ibid.*

professionnalisation relativement pérenne dans le temps<sup>190</sup> permet aux figures militantes de se professionnaliser et ainsi de faire évoluer - à des degrés différents en fonction des membres<sup>191</sup> - leur rapport aux institutions. Ce type d'évolution est notamment exprimée dans les travaux d'Éric Cheynis à propos des « *reconversions dans l'associatif de militants politiques marocains* ». Ces derniers révèlent que leurs postures de professionnels associatifs sont « *plus constructives* » que leurs pratiques militantes partisans antérieures qu'ils qualifiaient par contre de plus « *protestataires* » et revendicatives, « *mais surtout comme moins efficaces* »<sup>192</sup>. Face à la répression du gouvernement, ces militants marocains se rabattent vers le monde associatif pour déployer leurs revendications et élaborer des propositions d'actions concrètes ce qui est d'ailleurs pour eux un « *saut qualitatif, c'est de passer de la revendication à la proposition* »<sup>193</sup>.

Les professionnels de Keur Eskemm mais également de Coop'Eskemm ont su partir de l'engagement personnel radical et parfois partisan pour imaginer une activité professionnelle. Tout comme les militants marocains dont parle Éric Cheynis, les militants de Keur et Coop'Eskemm agissent face à des systèmes de pouvoir - certes biens différents, les contextes politiques et l'exposition à l'appareil répressif d'État ne sont pas les mêmes - et sont, à un moment donné, contraints, pour des raisons très différentes dans les deux contextes, de trouver des dispositifs qu'ils croient efficaces face aux systèmes de pouvoir. Les apports qui lient professionnalisation dans le monde associatif et engagement militant s'expriment chez l'un des membres de Keur Eskemm par le fait que « *mon travail et ma vie militante se rejoignent (...) Les deux se nourrissent, mon positionnement militant il se nourrit carrément de mon positionnement professionnel. Mon engagement militant c'est une boussole. Pour moi le LAP et Keur Eskemm*

---

<sup>190</sup> Les financements durent entre 2 et 3 ans, certains peuvent-être renouvelés pour la même durée.

<sup>191</sup> Par exemple, l'un des membres, de par son capital social et culturel, parce qu'il a grandi en milieu urbain et du fait de son engagement militant sur des questions anticapitaliste, antiraciste, va s'attacher à développer les relations entre Keur Eskemm et les institutions. Il va participer à de nombreuses réunions, etc. Un autre membre, parce que son capital social et culturel est différent, parce qu'il est issu du milieu rural, plus engagé dans des questions d'écologie, d'habitat partagé, vit cette relation avec les institutions plutôt comme une découverte, une politisation naissante sur cet aspect.

<sup>192</sup> Cheynis Éric, « *Les reconversions dans l'associatif de militants politiques marocains* », Ruptures, *Politix*, vol. 102, no. 2, 2013, pages 147 à 173.

<sup>193</sup> *Ibid*, page 171.

*doivent pouvoir répondre à mon grand objectif de vie qui est la réduction des inégalités sociales et plus de justice sociale »*<sup>194</sup>. Plus encore, la professionnalisation au sein de Keur Eskemm ainsi que pour Coop'Eschemm peut-être symbolisée par le fait que les professionnels ne définissent pas leur travail comme étant du militantisme « *alors qu'en fait ça en est* »<sup>195</sup>. Ils parlent davantage de leurs valeurs et les partagent sans pour autant les formuler ou les inscrire dans une sorte de charte avec tels et tels changements à produire en termes de politiques publiques.

De cette façon, l'un des enquêtés évoque le fait que son positionnement militant est bien plus radical que son positionnement professionnelle car il n'engage que lui alors que le second a beaucoup d'autres enjeux<sup>196</sup>. Il s'agit là d'une capacité d'analyse qui est en soit une stratégie politique pour mener à bien ses projets et pour en vivre. L'enquêté accepte les sacrifices nécessaires à la construction d'un contre-pouvoir mais saisit également les apports et enrichissements que permet la professionnalisation et qui pourront aller jusqu'à la construction d'une figure de militant-chercheur puissante politiquement. L'enquêté impose également la condition du respect de ses valeurs militantes aussi bien lorsqu'il s'investit pour déployer des projets à destination des jeunes que lorsqu'il négocie avec les pouvoirs publics. Il affirme notamment sa radicalité par les propos suivants : « *je lâcherai pas cette barre. Si demain je suis amené à devoir édulcorer des projets, à devoir leur enlever leur puissance politique bah je me battrais de ouf pour que ce soit pas le cas et si je suis forcé à le faire bah je me casse quoi parce que je dormirai plus la nuit en fait* ».<sup>197</sup> Cette activité professionnelle fortement imprégnée par le LAP et les projets à destination des jeunes n'est donc pas sans lien avec les modalités d'exercice de contre-pouvoir puisqu'elle nécessite un dialogue et des négociations permanentes avec les institutions tout en présentant des figures militantes capables de conserver des valeurs<sup>198</sup> qui déstabilisent les systèmes de pouvoir tels qu'ils sont. Néanmoins, il est aussi possible d'envisager la quête d'une puissance politique en s'éloignant de la dialectique institution/

---

<sup>194</sup> Entretien réalisé avec un membre de Keur Eskemm.

<sup>195</sup> *Ibid.*

<sup>196</sup> *Ibid.*

<sup>197</sup> Entretien réalisé avec un membre de Keur Eskemm.

<sup>198</sup> Anti-capitalisme, anti-racisme, féminisme, lutte contre les inégalités et l'injustice sociale etc.

pouvoir public. N'y-t-il pas, dans le fait de travailler avec des jeunes, de s'adresser à eux, une stratégie politique de la puissance ? Geoffroy de Lagasnerie souligne que, lorsqu'il y a mobilisation, il y a, de fait, une tendance à s'adresser « *aux dominants et à construire nos discours à leur attention* »<sup>199</sup>. Bien sûr, si ces stratégies peuvent aboutir à des victoires politiques de temps à autre, il n'en demeure pas moins que « *toute personne qui a regardé des « débats » à l'Assemblée nationale sait que des arguments puissants et rationnels ne changent rien à la conviction du groupe majoritaire... L'adresse aux dominants ne pourrait-elle pas être l'une des formes de l'impuissance politique - c'est-à-dire l'une des formes d'action qui nous enferment et nous piègent dans l'ineffectivité à mesure qu'elles se développent ?* »<sup>200</sup>. En agissant directement auprès d'une trentaine de jeunes par an Keur Eskemm met en place des projets où sont mis en question l'art, la culture, la politique, etc. Il y a là une idée exposée par Thomas Kuhn qui consiste à dire que la démographie est une donnée stratégique centrale. Tout compte fait, ceux qui réussiront à mettre les jeunes de leur côté, à éduquer et former les adultes de demain, gagneront sans doute la lutte, car avec le temps, « *les membres plus âgés disparaîtront du champ et seront remplacés par les nouvelles générations* »<sup>201</sup>. À cet effet, Geoffroy de Lagasnerie se demande s'il ne serait pas plus stratégique de dépenser le temps et l'énergie de la lutte à convaincre et former les cerveaux qui accéderont demain aux positions de pouvoir ?<sup>202</sup> Sans que ces projets relèvent de stratégies de formation de futurs jeunes décideurs qui accéderont aux postes de pouvoir dans quelques années, ils font néanmoins circuler un certain nombre d'idées émancipatrices. Alors, occuper une activité professionnelle financée par les pouvoirs publics et centrée sur des projets en direction des jeunes tout en conservant des valeurs radicales et une volonté de déstabiliser les systèmes de dominations, n'est-il pas une manière de définir une forme de contre-pouvoir ? Et, dans quelle mesure Keur Eskemm ne se contente-t-elle pas d'interpeller les pouvoirs publics mais élabore sa stratégie de contre-pouvoir pour une quête de puissance politique ? Enfin,

---

<sup>199</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 29.

<sup>200</sup> *Ibid.*

<sup>201</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, page 29.

<sup>202</sup> *Ibid.*, page 30.



comment est-il possible d'être à la fois aussi radicale, proche de mouvements anarchistes et anticapitalistes et conserver un lien étroit avec les institutions publiques ?

## 2.2) Keur Eskemm, stratégie de contre-pouvoir et de puissance politique : les rapports aux élus et décideurs ?

Les figures du militant-chercheur situationnel des membres de Keur et Coop'Eskemm s'expriment dans toute leur complexité au sein de leur environnement professionnel. On a vu l'importance du déroulement des projets à destination des jeunes comme objectif de l'association en tant que tel où les professionnels pouvaient être parfois obnubilés par l'urgence et se détacher de la figure du militant-chercheur pour endosser plutôt la casquette du militant humanitaire ou alternatif. Il s'agit ici d'interroger ce qui gravite autour de ces projets et les rapports aux pouvoirs publics. Ainsi, de voir comment le militant-chercheur réapparaît et comment, dans cette perspective, la question d'un contre-pouvoir et d'une quête de puissance politique semble dessiner une nouvelle forme de radicalité.

Il apparaît que le développement de Keur et Coop'Eskemm s'inscrive plus largement dans une dynamique de délégation de service public par l'État. Puisque l'association et la coopérative agissent dans l'accompagnement social, dans l'accès aux droits, dans la formulation même de politiques publiques et dans le pilotage du Conseil Régional des Jeunes par exemple, ils se saisissent du rôle qui est normalement celui de l'État et de ses services publics décentralisés. Or, « *le recours, à coups de subventions, par l'État et les collectivités locales, au secteur associatif pour pallier les insuffisances de l'administration et répondre à de nouveaux enjeux publics a constitué une transformation majeure de l'action publique territoriale* »<sup>203</sup>. De fait, il y a d'une certaine manière une demande de l'État, pas directement à Keur et Coop'Eskemm, mais à toutes les structures qui seraient susceptibles de répondre aux enjeux de société. Ce qui laisse la porte ouverte aux figures militantes qui peuvent se saisir de cette opportunité pour

---

<sup>203</sup> Sawicki Frédéric & Siméant Johanna, « *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français* », Sociologie du Travail, Volume 51, 2009, page 114.

impulser des transformations au sein des politiques publiques. Seulement, dans ce recours par l'État aux associations, il y a l'expression d'une inégalité majeure, celle du déterminisme social. En fonction du milieu social duquel l'on provient, il y a une socialisation différente aux institutions<sup>204</sup>.

De fait, et ce travail l'a montré dans le premier chapitre, les membres de Keur et Coop'Eskemm ont une tendance supérieure aux figures militantes traditionnelles, alternatives, humanitaires et aux associations qui les rassemblent, à se saisir de cette délégation des pouvoirs publics. Cela s'explique notamment par leur héritage en capital social et culturel. Ils ont aussi une plus grande capacité à se socialiser aux institutions et entrer en discussion avec elles par rapport à ces mêmes figures militantes et acteurs associatifs. Ceci étant dit, Keur et Coop'Eskemm, de par leurs activités, les questions qu'elles posent et les engagements militants des membres, luttent contre les inégalités et l'injustice sociale<sup>205</sup>. En se saisissant de cette délégation de pouvoir public pour rétablir l'inégalité directe et violente que ce processus de délégation - à un organisme privé<sup>206</sup> - entraîne, Keur et Coop'Eskemm adoptent une stratégie de contre-pouvoir et de puissance politique en utilisant les outils mis à disposition par l'État lui-même afin de bouleverser de l'intérieur les politiques publiques.

En parallèle, Keur Eskemm fait également un travail partenarial et construit un réseau avec les décideurs et élus locaux pour se saisir pleinement de cette opportunité. Lors d'un entretien avec un professionnel de l'ancienne Direction départementale de la cohésion sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) qui connaît bien Keur Eskemm, celui-ci indique que ce sont deux des membres de l'association qui sont venus vers lui. « *Voilà deux jeunes gens qui nous accostent et ils me disent qu'ils veulent proposer une commande populaire et artistique (...) moi j'ai pour habitude quand on m'interpelle de prendre le temps, d'écouter les propositions, donc voilà on s'est revus, rendez-vous, dossier, présentation (...)* »<sup>207</sup>. Par ailleurs, Keur Eskemm et les membres de

---

<sup>204</sup> Valérie Becquet et Martin Goyette, « *L'engagement des jeunes en difficulté* », Sociétés et jeunesse en difficulté, 2014.

<sup>205</sup> Entretien réalisé avec l'un des membres de Keur Eskemm.

<sup>206</sup> Une association, certes à but non lucratif, demeure un organisme privé et autonome dans les politiques qu'ils décident de mettre en place. L'association pourrait par exemple favoriser, dans la prise des jeunes qu'elle propose, les inégalités sociales.

<sup>207</sup> Entretien avec un professionnel de la DDCSPP pour comprendre le rapport de Keur Eskemm aux institutions.

Coop'Eskemm, ont par exemple convié, la Maire de Rennes, Nathalie Appéré, à venir visiter le local du LAP avec quelques conseillers municipaux. « *Elle devait rester une heure, elle en a passé trois et ça a vraiment boosté nos projets par la suite* »<sup>208</sup>. Des liens étroits sont entretenus avec l' élu de quartier, l' élu jeunesse ou encore une adjointe à la maire qui est une proche de Keur Eskemm. Ces personnes sont mobilisées pour venir observer les projets, découvrir les dynamiques locales et noter les réussites des projets ainsi que les difficultés rencontrées par l'association et par les jeunes au sein du territoire<sup>209</sup>. Ces problèmes tels que les contrôles de la Police Aux Frontières (PAF) à proximité des « Restos du cœur » ont valu deux Obligations de quitter le territoire français (OQTF) aux jeunes du LAP ce qui a affecté la santé et la disponibilité mentale de ces participants. Des éléments comme ceux-ci sont remontés aux élus et aux décideurs dans l'optique de lutter contre des formes de violences qui s'opèrent sur les jeunes et, par extension, sur l'association, mais aussi, dans l'intérêt que ce type de violence ne se reproduisent plus au sein du territoire<sup>210</sup>.

C'est aussi la question de la précarité de la jeunesse, des conditions de vie des jeunes, notamment en temps de crise sanitaire, qui sont remontés au sein des pôles de décision à Rennes. Ces pratiques s'inscrivent dans un déploiement plus large où l'État et les municipalités s'appuient sur l'expertise terrain des associations pour construire ensuite des réponses aux problèmes publics<sup>211</sup>.

Ces éléments ne sont pas sans lien avec les questions de contre-pouvoir et de puissance politique. On a montré précédemment qu'une des causes de l'impuissance politique c'était la simple « *militance contre* » et la réaction des mouvements progressistes du gauche aux débats imposés par l'État, soit par l'intermédiaire d'une gauche « *"réformiste" (mais qui est plutôt " gestionnaire " ou d'un " réformisme antisocial " »* par opposition à une gauche critique et radicale,

---

<sup>208</sup> Observations issues de journal de terrain.

<sup>209</sup> *Ibid.*

<sup>210</sup> Observations issues du journal de terrain. Discussion informelle avec une élue.

<sup>211</sup> Lochard Yves et Simonet-Cusset Maud, « *La parabole de l'Observatoire ou les limites à l'institutionnalisation d'un « partenariat cognitif » avec les associations* », Politix, vol. 70, no. 2, 2005, pages 51 et 52.

soit par les forces conservatrices de droite<sup>212</sup>. Or, la constitution d'une puissance politique passe par l'imagination de nouvelles questions de société.

Il faut être capable de sortir de l'agenda politique guidé par l'urgence et les idées conservatrices voire réactionnaires pour penser d'autres catégories, d'autres rapports de pouvoir, d'autres manières de vivre en société. Cette pensée s'inscrit dans la tradition foucauldienne et cette façon d'inscrire dans le débat et l'espace public de nouvelles théories sur la sexualité, sur la prison, sur la surveillance. Foucault a permis cela. De proposer d'autres manières d'envisager les rapports sociaux, notamment pour les communautés homosexuelles (aujourd'hui LGBT), en déstabilisant les normes et les systèmes de domination établis<sup>213</sup>. Ces propositions ont été décriées à l'époque et notamment par cette « *gauche réformiste* » qui menait « *des campagnes homophobes* » alors que même que ces personnes provenaient de « *certains secteurs du monde universitaire ou intellectuel* »<sup>214</sup>. Près de 40 ans après, la puissance de la communauté LGTB<sup>215</sup> a permis des conquêtes en terme de droits mais aussi et surtout la célébration du mode de vie LGBT y compris dans des milieux historiquement masculins<sup>216</sup>. Il me semble alors pertinent de mettre en lumière dans ce travail, la capacité de Keur et Coop'Eschemm à formuler de nouvelles questions de société. Cette possibilité est très fortement influencée par le capital social et culturel des membres et par leur professionnalisation dans des structures qu'ils ont eux-mêmes mises sur pied afin de répondre à leurs idéaux de vie<sup>217</sup>. Dans le rapport aux institutions et aux élus, on retrouve la proposition de nouveaux sujets de société par les pratiques du quotidien, et c'est en tant que tel un geste politique qui se situe du côté de la puissance puisque le mouvement social se trouve dès lors en position active ; il

---

<sup>212</sup> Eribon Didier, « *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* », Éditions Léo Scheer, Paris, 2007, page 17 et 20.

<sup>213</sup> Foucault Michel, « *Histoire de la sexualité* » volume 1, 2 et 3.

<sup>214</sup> Eribon Didier, « *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* », Éditions Léo Scheer, Paris, 2007, page 18

<sup>215</sup> note de Patricia : Regarde un peu des références sur l'histoire du mouvement pour pouvoir dater son début

<sup>216</sup> Par exemple, celui du football. L'on voit régulièrement les capitaines d'équipes porter des brassards arc-en-ciel ou encore le stade de Munich, qui, pendant la coupe d'Europe 2021, est illuminé aux mêmes couleurs.

<sup>217</sup> Entretien réalisé avec un des membres de Keur Eskemm et entretien réalisé par Patricia Loncle et Tom Chevalier.

propose quelque chose, fait le temps politique, et oblige l'État et les institutions à réagir à lui et non l'inverse<sup>218</sup>.

Ces formulations nouvelles sont symbolisées par les premières rencontres que fait Keur Eskemm avec ses financeurs. Pour l'un d'entre eux, interrogé dans le cadre de ce travail, « *c'était flou quand même, une commande populaire artistique* », non pas parce que le projet manquait de précision même s'il fallait encore le mûrir, mais parce que Keur Eskemm parlait d'autres enjeux et proposait de nouvelles manières d'y répondre : « *En même temps ils proposaient des choses nouvelles, ils nous parlaient de manière un peu différente de ce qu'on avait l'habitude d'entendre* »<sup>219</sup>. Enfin, tout le caractère innovant du projet de Keur Eskemm est mis en lumière par le fait que pour le financeur, c'était un pari : « *j'aime bien les paris, parce que ça en était un, il faut le dire* »<sup>220</sup>.

Parallèlement, Keur Eskemm doit faire face à des forces réticentes voire oppositionnelles, chez les financeurs et les décideurs. « *On nous a envoyé balader plein de fois, au début c'était compliqué (...) c'est qu'après la réussite du premier LAP qu'on a réussi à tisser des liens avec les élus et les décideurs* »<sup>221</sup>. Mais ces forces réticentes peuvent provenir également d'« *alliés* » potentiels<sup>222</sup>. À la manière d'une gauche réformatrice et antisociale qui s'oppose à une gauche plus radicale et critique pour reprendre la formule de Didier Eribon, des acteurs de l'éducation populaire bien ancrés dans le territoire ont exprimé une certaine hostilité au développement de Keur Eskemm. Plutôt sous le joug de la concurrence que de la politique - même si finalement les deux sont intimement liés<sup>223</sup> - cela s'est manifesté par des rapports tendus entre les organisations puis

---

<sup>218</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, pages 20 et 21.

<sup>219</sup> Entretien avec un professionnel de DDCSPP pour comprendre le rapport de Keur Eskemm aux institutions.

<sup>220</sup> *Ibid.*

<sup>221</sup> Entretien réalisé avec un membre de Keur Eskemm.

<sup>222</sup> C'est-à-dire d'associations d'éducation populaire, traditionnellement socialistes.

<sup>223</sup> En effet, il y a une concurrence entre les acteurs associatifs qui doivent se partager les financements. Quand de jeunes associations comme Keur Eskemm arrivent dans le territoire et captent une part non négligeable de ces financements, il y a une concurrence plus forte. Mais les associations d'éducation populaire sont aussi des appareils politiques. Ils diffusent des valeurs, des idées qui disent une certaine vision du monde social.

plus aucune relation<sup>224</sup>. Ces importantes structures associatives ayant pourtant une relation solide avec les institutions locales au travers de leur présence dans l'ensemble du territoire rennais, prennent comme une concurrence le développement de la structure et sa manière d'obtenir des financements conséquents pour ses différents projets<sup>225</sup>. On voit donc bien que ces nouvelles questions perturbent et déstabilisent les financeurs ainsi que l'ordre établi représenté par « *ces grosses structures d'éducation populaire* »<sup>226</sup>.

Il apparaît nécessaire que la construction d'un contre-pouvoir se nourrisse de nouvelles interrogations quant au monde social et que celle-ci rencontre des oppositions, y compris parmi ceux qui pourraient être des partenaires professionnels et militants. Ces innovations en termes de questionnements sont par exemple la mise à l'agenda politique d'un revenu universel pour les jeunes et la demande de son expérimentation dans le quartier du Maurepas où est implanté Keur Eskemm<sup>227</sup>. En effet, l'association s'est rendu compte des difficultés financières rencontrées par les jeunes adultes et notamment ceux habitant sur le quartier. Leur manque de ressources financières ne permettait pas à nombre de participants qui auraient souhaité prendre part au LAP de le faire malgré la gratuité du projet. Obligés par le travail, ces jeunes adultes n'ont pas le « luxe » de s'offrir des moments de convivialité, de création artistique, du temps libre, bref d'émancipation<sup>228</sup>.

Par ses relations avec les élus locaux, Keur Eskemm parvient à influencer l'agenda politique et à participer aux discussions avec les élus municipaux sur à la mise en place de ce dispositif expérimental. Cette proposition de revenu universel et surtout la méthode utilisée par Keur Eskemm sont des catégories dont Erik Olin Wright fait la promotion. Pour le sociologue américain, il s'agit de réfléchir à des stratégies politiques qui opéreraient des transformations depuis l'intérieur des systèmes de pouvoir et non simplement par des mouvements révolutionnaires traditionnels. Il fait du revenu universel l'une de ses propositions

---

<sup>224</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>225</sup> *Ibid.*

<sup>226</sup> Expression régulièrement utilisée par les membres. Elle symbolise pour eux une critique formulée à l'encontre de ces structures qui ne réinterrogent pas forcément leurs pratiques ou qui se contentent de fonctionner comme elles ont toujours fonctionné.

<sup>227</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>228</sup> *Ibid.*

majeures<sup>229</sup>. Keur Eskemm s'inspire de ces stratégies en engageant des négociations avec la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS)<sup>230231</sup> afin de poser la question d'une extension du dispositif Service civique. Sur la question du manque de revenus des jeunes participants au LAP, il s'agissait ici de réfléchir à étendre le dispositif Service civique à un collectif et non simplement à un individu. De cette manière le groupe du LAP aurait pu être gratifié comme l'est un Service civique, pour sa participation au projet<sup>232</sup>. D'ailleurs, j'avais été frappé de voir, à cette réunion comme celle avec les élus, l'horizontalité des rapports qu'entretenait Keur Eskemm avec ses interlocuteurs. Malgré les innovantes propositions, il y avait une volonté pour les deux parties de répondre positivement aux enjeux impulsés par le terrain. Ceci aboutissant à une influence progressive de Keur et Coop'Eskemm auprès des élus et décideurs. Ces derniers s'ouvrent à la nouveauté, remettent en question certaines de leurs pratiques<sup>233</sup>. Une responsable du service jeunesse de la Ville de Rennes a dit un jour à l'un des membres que désormais elle ne se braquait plus lorsqu'elle ne comprenait pas un projet ou une démarche. Elle perçoit mieux l'expérimentation, l'innovation et finit par dire « *c'est Keur Eskemm qui m'a permis de réaliser ça* »<sup>234</sup>. De la même manière, une personne occupant un poste à haute responsabilité à la mairie de Rennes ajoute « *je comprends que dans le socioculturel aujourd'hui il n'y pas que les MJC* »<sup>235</sup>. Plus généralement, « *c'était les pouvoirs publics il y a 6 ans qui sont vraiment réticents, aujourd'hui c'est comment on peut faire pour vous aider ?* », notamment en négociant un temps de travail pour un assistant social pour le LAP. « *Aujourd'hui, ils sont prêts, c'est une avancée significative* »<sup>236</sup>.

---

<sup>229</sup> Besson Florian cite Erik Olin Wright, « *Utopies réelles* », Lectures, Les comptes rendus, 2017.

<sup>230</sup> Nouvellement Délégations Régionales Académiques à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (DRAJES).

<sup>231</sup> Note de Patricia, voir le nouveau nom

<sup>232</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>233</sup> Entretien réalisé par Patricia Loncle et Tom Chevalier.

<sup>234</sup> *Ibid.*

<sup>235</sup> *Ibid.*

<sup>236</sup> *Ibid.*

Dans une autre mesure, l'association est le lieu privilégié de l'émergence de questions dont celles qui constituent ce mémoire font partie. L'une des participantes commence un contrat doctoral l'année prochaine et elle souligne l'importance de son engagement dans le LAP pour construire ses questions de recherche à propos « *des formes de gouvernance dans l'espace public liées à l'art* »<sup>237</sup>. Ceci permet notamment l'émergence de questionnements en lien avec l'institution universitaire et la légitimité des savoirs, ce qui marque la volonté de l'association de travailler avec cette institution également. De cette façon, cela permet aux jeunes proposant des formulations nouvelles, de les bâtir et de les développer en lien étroit avec le monde de la recherche et non en s'isolant dans un entre soi militant qui mettrait certainement en péril la méthodologie et la rigueur de la recherche en question. Mais Keur Eskemm ne favorise pas uniquement l'émergence de questionnements uniquement portés vers les institutions. Des débats autour de projections cinématographiques sont organisés, des rencontres avec des artistes et entre les participants eux-mêmes favorisent l'émergence de questionnements. Par exemple, les projets de cette année portaient sur les identités culturelles et les identités de genre. Avec l'hétérogénéité des participants, issus de tous milieux sociaux, de tous niveaux d'étude, et de toutes aires géographiques, les échanges fusent et les idées se complexifient jusqu'à proposer de nouvelles formulations qui déstabilisent - en premier lieu ceux qui les posent. Ainsi, des points de vigilance sont pointés par les membres de l'association en amont de l'organisation de ces débats afin de préserver le bien-être de l'ensemble des participants. Car, en effet, les prises de position, les idées émises peuvent parfois déstabiliser le groupe au point d'entraîner des tensions ou des ruptures au sein du collectif<sup>238</sup>. Provoquer des tensions, c'est d'ailleurs l'un des retours qui est fait à propos du travail de Pierre Bourdieu dans « *La distinction* ». L'œuvre est si révolutionnaire, si déstabilisatrice qu'elle fût vécue comme une violence pour ceux-là mêmes qu'elle était censée libérer<sup>239</sup>. Dans le LAP, une situation similaire semble s'être mise en place. L'association provoque, par les questions qu'elle pose, un ensemble de bousculades. Je pense par exemple aux questions de genre qui sont discutées

---

<sup>237</sup> Entretien réalisé avec une participante du LAP.

<sup>238</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>239</sup> Ernaux Annie, « Pierre Bourdieu, L'insoumission en héritage », chapitre d'ouvrage, puf, Paris, 2013, page 24.



dans le LAP avec à la fois des personnes exilées qui ont quitté leur pays pour mieux vivre leur sexualité. D'autres, exilés aussi, n'ont jamais envisagé la question du genre et sont très critiques vis-à-vis d'elle. Et enfin, des jeunes Français qui sont beaucoup plus familiers De débat. Ces échanges et confrontations d'idées s'étendent sur bien d'autres sujets tels que la gentrification, les circuits courts, le féminisme, le changement climatiques, etc.

Parallèlement, les projets européens sont un outil incontournable des stratégies des structures. D'une part, parce que c'est la Commission européenne qui finance ces projets Erasmus +<sup>240</sup>. Elle permet une source de financement parallèle aux financements nationaux, régis par l'État, la France, en l'occurrence. Alors, les financements européens permettent une indépendance pour les structures et cette capacité d'obtenir des financements extérieurs renforcent la démocratie, la question de l'objectivité de la recherche, de l'analyse des pratiques et met de la distance vis-à-vis des intérêts que pourraient avoir un État à financer tel ou tel projet, telle ou telle réflexion. Il apparait nécessaire que les savoirs qui émergent et les questions posées « *doivent être travaillés et pensées depuis et par d'autres organismes - de contre-pouvoir - qui ne soient pas liés à la reproduction des relations de pouvoir dominantes* »<sup>241</sup>. Les financements européens, les financements externes aux services publics et à destination d'associations et de coopératives telles que Keur et Coop'Eskemm sont un enjeu majeur pour la santé des démocraties<sup>242</sup>. Ce système de financement est un également un contre-pouvoir dans la mesure où il permet aux structures de réaliser un travail de plaidoyer envers les institutions européennes comme locales sur des sujets encore peu traités par les politiques publiques ce qui attire

---

<sup>240</sup> Pour citer quelques projets européens de Keur et Coop'Eskemm : TELA, OUYE, Partibridges, SAPASS, TRAVAIL AMI PARTY, COME ON, etc.

<sup>241</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, 168 page 113.

<sup>242</sup> Voir à ce propos, comment, dans un contexte néolibéral, les appels à projet européens, sous couvert du « dialogue structuré », permettent « aux décideurs européens de recueillir l'opinion des jeunes sur des sujets qui les concernent et pour les aider à légiférer ». Chatelon Blanche-Cécile cite Bertrand Emmanuelle et Lopez David, « *Co-construire les politiques de jeunesse : le chemin laborieux pour ancrer le dialogue structuré dans la réalité* », Cahiers de l'action, vol. 44, n° 1, 2015, pages 71 à 79, Boetzelen Philipp, « *Les institutions européennes et la jeunesse: rôles, objectifs et instruments* », in Patricia LONCLE (dir.), « L'Europe de la jeunesse. Enjeux et pratiques des politiques publiques », Presses de l'EHESP, Rennes, 2017, pages 21 à 47.

l'attention des décideurs - grâce en partie à la légitimité des financements européens et à la crédibilité qu'ils apportent aux structures.

D'autre part, et ces éléments permettent de conforter l'importance démocratique des financements européens puisqu'ils permettent aux membres des structures « *d'être payés pour réfléchir et pour se poser des questions* »<sup>243</sup>. Cette phrase est beaucoup ressortie des discussions formelles et informelles qui ont eu lieu sur mon terrain de stage et elle est complétée dans l'un des entretiens réalisés par le fait que cela donne la possibilité aux membres de prendre du recul sur leur travail, de comparer et questionner leurs pratiques vis-à-vis des partenaires européens. Ainsi, les rapports à l'occupation temporaire, aux inégalités d'accès à la culture sont très différents d'un pays européen à un autre. Ce qui, mis en perspective avec le haut niveau de diplôme et du capital social et culturel des membres de Keur et Coop'Eskemm, suscite d'importantes réflexions qui aboutissent à affiner les stratégies des structures. Et de par ces stratégies, à gagner en puissance politique car les questions formulées, les diagnostics et rapports rendus gagnent en complexité. J'ai notamment été frappé par ce gain de complexité lorsqu'a été produit un rapport pour le projet européen Come On. La richesse et les différences des pratiques à l'œuvre dans chacun des pays partenaires ont abouti à un rendu très fin et complexe. Ce qui permettra aux institutions européennes mais aussi aux collectifs de différents pays de s'en saisir et construire des projets dont certains pourraient se saisir d'une dimension politique et déstabilisatrice potentielle. Car, la question de l'occupation est politique lorsqu'il s'agit de lutter contre la gentrification, de permettre à des collectifs d'obtenir un lieu pour s'organiser socialement et politiquement.

Keur et Coop'Eskemm investissent alors les décideurs et élus comme des leviers à la mise en place de leurs projets. Il y a cette volonté de faire avec, de convaincre et de construire des politiques publiques et non d'agir à l'extérieur, en autonomie par rapport aux institutions et donc au système.

---

<sup>243</sup> Observations issues du journal de terrain et d'un entretien avec un membre de Keur Eskemm.

## 2.3) Keur Eskemm, stratégie de contre-pouvoir et de puissance politique : les rapports à l'Université ?

Pour Erik Olin Wright, « *tout effort crédible visant à construire des utopies réelles* », c'est-à-dire des formes puissantes de déstabilisation des structures capitalistes et néolibérales, « *doit être relié à une science sociale fondée sur des preuves* »<sup>244</sup>. De sorte qu'il faille rassembler des données et analyser les projets qui pourraient constituer des utopies réelles. L'une des raisons pour lesquelles Keur et Coop'Eskemm peuvent-être considérées comme des contre-pouvoirs et des stratégies puissantes politiquement c'est parce qu'elles regroupent des figures de militants-chercheurs situationnels qui se saisissent de l'institution universitaire et du monde de la recherche pour comprendre, collecter des données qualitatives et quantitatives et analyser les résultats des projets, sur les jeunes, les professionnels, le territoire et les institutions. De cette façon, la question du savoir apparaît comme centrale dans les stratégies de contre-pouvoir où la nécessité de saisir les institutions scolaires et universitaires est corrélée au fait qu'elles sont susceptibles de reproduire les mécanismes d'oppression, de soumission, de domination qui régissent le monde social<sup>245</sup>. En travaillant en lien étroit avec l'Université, il est question de participer aux appareils idéologiques d'État où sont formés les techniciens, les scientifiques et d'élaborer la possibilité de contribuer à former des « *contre cadres* »<sup>246</sup> dont il est possible que les membres de Keur et Coop'Eskemm fassent partie. C'est l'un des rôles stratégiques de l'Université. Mais elle doit être également le lieu de la production et de la transmission de savoirs qui entrent en résistance et non pas seulement se résumer aux problèmes d'accès et des conditions d'entrée<sup>247</sup>. Considérer l'Université comme structure stratégique c'est - on l'a évoqué en parlant des actions de Keur Eskemm en direction des jeunes - prendre la mesure de la

---

<sup>244</sup> Farnea Vincent et Jeanpierre Laurent, « *Des utopies possibles aux utopies réelles. Entretien avec Erik Olin Wright* », Tracés. Revue de Sciences humaines, 2013.

<sup>245</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, page 111.

<sup>246</sup> Marcuse Herbert, « *Contre-révolution et révolte* », Seuil, Paris, 1973, page 79.

<sup>247</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, page 111.

temporalité en politique. Geoffroy de Lagasnerie prolonge les réflexions de Didier Eribon dans « *D'une révolution conservatrice* » en insistant sur le rôle de l'Université dans les échecs de la gauche française depuis les années 1980. Il y a eu une tendance à la désertion de l'Université par les jeunes étudiants radicaux ou bien tout simplement, vraiment de gauche<sup>248</sup>, « *dégoutés par le conservatisme qui y règne* » alors même qu'il faudrait davantage l'investir pour au final produire les discours qui bousculeront les esprits dans le monde social<sup>249</sup>. Car, « *l'institution qui détient un quasi-monopole sur la formation des structures mentales d'une société, et surtout des individus qui y occupent des positions de pouvoir, c'est l'Université* »<sup>250</sup>. Il y a ici l'idée de se demander en somme, s'il n'est pas plus subversif, plus radical, plus puissant, de passer l'agrégation, d'écrire une thèse, de publier des articles et des ouvrages que de sortir du système universitaire et de s'investir dans des mouvements syndicaux, dans l'organisation de manifestations, de blocages, etc. Cette stratégie, il en sera question par la suite, constitue le façonnement d'une forme de radicalité différente des formes de contestations classiques. Il n'est pas seulement question de résister, de lutter mais de créer, à partir de la situation d'autres formes de société et de vie<sup>251</sup>. Ceci renforçant l'ancrage politique et les relations que les structures entretiennent avec les habitants, le territoire, les élus locaux et les décideurs. Ce maillage partenarial est d'ailleurs un pilier fondamental de la co-construction des connaissances et savoirs sociétaux puis des politiques publiques dont Keur et Coop'Eskemm se saisissent en s'appuyant sur la légitimité établie des acteurs universitaires, de la recherche académique et des élus locaux<sup>252</sup>. De plus, le principe de co-construction revêt une puissance politique potentielle puisqu'il se différencie - par l'ajout du préfixe « co » - d'une participation non plus seulement consultative mais décisionnelle<sup>253</sup>. De la même manière, « *dans la co-construction des*

---

<sup>248</sup> Eribon Didier, « *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* », Éditions Léo Scheer, Paris, 2007, page 30 et 31.

<sup>249</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, pages 33 et 34.

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> *Ibid*, page 16.

<sup>252</sup> Berrebi-Hoffmann Isabelle et Lallement Michel, « *À quoi servent les experts ?* », Cahiers internationaux de sociologie, vol. 126, no. 1, 2009, pages 8 et 9.

<sup>253</sup> Vaillancourt Yves, « *De la co-construction des connaissances et des politiques publiques* », SociologieS, Dossiers, 2019.

*connaissances, des acteurs – qui ne sont pas des chercheurs universitaires – participent à la fabrication des connaissances pour la recherche. Dans la co-construction des politiques publiques, des acteurs autres que des élus politiques participent à l'élaboration des contenus de politiques publiques »<sup>254</sup> au sein desquels Keur et Coop'Eskemm semblent avoir trouvé leur place.*

### 2.3.1 L'exemple de « *Partibridges* »

Keur Eskemm participe notamment au projet Erasmus + « *Partibridges* » lancé en 2018 pour une durée de 3 ans et qui est coordonné par l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP). L'objectif est d'établir une coopération entre l'enseignement supérieur, les acteurs de la jeunesse et les jeunes éloignés des dispositifs de formation à travers un module pédagogique qui serait susceptible de renforcer la participation sociale et citoyenne des jeunes en Europe. « *Ce module permettrait ainsi un véritable transfert de compétences entre associations et avec le milieu de la recherche et de l'enseignement supérieur. Les méthodologies du projet relèvent des pratiques de l'éducation active et de la recherche collaborative qui peut jouer un rôle déterminant notamment dans le dialogue avec les jeunes les moins intégrés et entendus. Les productions seront conçues par les professionnels jeunesse, des chercheurs et des jeunes étudiants ou volontaires »<sup>255</sup>. Ce type de projet permet une relation privilégiée entre Keur Eskemm et l'institution universitaire, et ce, à plusieurs niveaux.*

D'une part, le partenariat avec l'EHESP rapproche Keur Eskemm d'un établissement d'enseignement supérieur reconnu, ce qui accentue la crédibilité et la légitimité de l'association vis-à-vis des élus et des décideurs locaux mais vis-à-vis également de la Commission européenne qui finance ces projets. D'ailleurs, Keur Eskemm porte indépendamment de l'EHESP différents projets européens ce qui participe à renforcer l'assise de l'association sur la proposition de politiques publiques et/ou d'actions locales destinées à l'innovation territoriale.

J'ai eu la chance de pouvoir d'observer la dernière année du projet « *Partibridges* » et bien que les échanges aient été ralentis par la crise sanitaire, j'ai pu intervenir avec mon tuteur de stage à Keur Eskemm pour proposer une

---

<sup>254</sup> Vaillancourt Yves, « *De la co-construction des connaissances et des politiques publiques* », SociologieS, Dossiers, 2019.

<sup>255</sup> <https://keureskemm.fr/les-projets-europeens/>  
Zakaria Hamdani - Mémoire de l'Université de Rennes 1, de l'École des Hautes Études en Santé Publique et de l'Université Rennes 2- année 2020-2021

formation de trois jours sur les questions d'interculturalité à destination d'étudiants de master 2 à l'EHESP et de jeunes volontaires. Dans le même temps, le GPAS Bretagne proposait une formation sur la participation sociale. Ce module auquel j'ai participé a abouti à la création d'une formation en ligne, disponible dans plusieurs langues et à destination des jeunes « *moins intégrés et entendus* ». Par ailleurs, il a aussi confronté des étudiants de l'EHESP à d'autres pédagogies, d'autres méthodologies, à la fois de recherche mais également de travail social sur les questions de jeunesse. D'après l'évaluation faite par les étudiants, cette formation a permis « de réfléchir de manière concrète et théorique », de faire émerger de « nouveaux questionnements » dans l'esprit des étudiants, ce qui n'est pas sans effets potentiels sur l'insertion et les pratiques professionnelles de ces personnes<sup>256</sup>. La volonté des formateurs dont je faisais partie, était de proposer une approche de terrain innovante par des pratiques qui sont en adéquation avec les valeurs de Keur Eskemm, c'est-à-dire avec une attention particulière consacrée à la lutte contre les inégalités et l'injustice sociale, contre les différentes formes de violence physique et symbolique qui peuvent s'abattre sur les individus et les jeunes en l'occurrence. Il y avait la volonté de permettre aux étudiants de saisir le poids des systèmes de domination qui pouvaient opprimer sur les jeunes et les manières qui permettraient de lutter contre eux<sup>257</sup>.

Il a été aussi question de partager nos expériences professionnelles, dont une qui a beaucoup attiré mon attention. L'un des formateurs évoquait que lors d'un précédent projet européen en Angleterre, le groupe de jeunes Français avait dû, à l'entrée d'un centre culturel à Manchester, stipuler leur « *race* », leur « *origine ethnique* ». Dès lors, ce fût pour beaucoup d'entre eux la première fois qu'ils ont eu à se poser la question de leur origine ethnique et de ce que cela pouvait générer en termes de rapports sociaux et spatiaux. Alors qu'en France la pensée universaliste et égalitariste<sup>258</sup> empêche toute considération des différences en termes de couleur de peau et d'« origine ethnique », les Anglo-saxons ont, quant à

---

<sup>256</sup> Document bilan de la formation « *ES POSSIBLE* » du projet « *Partibridges* ».

<sup>257</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>258</sup> Article 1er de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « les hommes naissent et demeurent libres et égaux de droits. Les distinctions sociales ne être fondées que sur l'unité commune ». Et depuis 1946 : « tout être humain sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés ». Enfin, et en 1958, « la France (...) assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

eux, saisi ces différents rapports de pouvoir dans leur manière de faire des politiques publiques et les chercheurs, universitaires et intellectuels ont joué un rôle capital - en lien avec les mouvements sociaux - sur ces questions<sup>259</sup>. Ceci permet à mon sens de se rendre compte que des difficultés et des inégalités sociales - en somme, des rapports de pouvoir et de domination - pèsent plus spécifiquement sur certains groupes ethniques que sur d'autres. Ainsi, ces rapports de pouvoir spécifiques peuvent-être prise en compte dans la construction de politiques publiques. De ce point de vue, ces questions sont apportées à l'intellect des étudiants et des jeunes volontaires qui participent à ces réunions et ces projets et de cette façon, de nouvelles questions peuvent être formulées dans la société. Et si l'on prend la question de la reconnaissance, en France, des rapports de force différentiels qui pèsent sur individus en fonction de leur couleur de peau alors, ces questions peuvent profondément déstabilisatrices et ceux qui les formulent, des contre-pouvoirs puissants.

À cela s'ajoute une volonté exprimée par les partenaires du projet de pérenniser ces questionnements et ces approches méthodologiques après la fin du financement. Il me semble d'ailleurs que le GPAS propose ce même type d'intervention dès l'année prochaine. Coop'Eskemm envisage d'organiser des rencontres du même type par l'intermédiaire du projet européen « *Opening Universities for Youth in Europe* » dont l'objectif est d'organiser des cycles de séminaire mixtes à l'Université, portés par des jeunes et des enseignants-chercheurs. Ce projet devrait lui aussi favoriser la formulation de nouvelles questions, cette fois-ci par l'intermédiaire de Coop'Eskemm et de différentes associations rennaises. Il devrait aussi permettre aux jeunes plus ou moins marginalisés à l'Université de s'y impliquer et de côtoyer des étudiants et des enseignants-chercheurs afin de partager des expériences et de réfléchir autour d'objets communs. Cette dynamique s'inscrit d'ailleurs dans le tiers secteur de la recherche<sup>260</sup> dont les assises se sont déroulées à Rennes en novembre et décembre dernier et qui a la volonté de renforcer les liens entre les chercheurs et la société civile. Keur Eskemm y était invité et Coop'Eskemm y participait en présentant les différents travaux de recherche que mène la coopérative et son

---

<sup>259</sup> John Howard Griffin, « *Dans la peau d'un noir* », 1961, Richard Wright, « *Black Boy* », 1945, James Baldwin, « *Si Beale Street pouvait parler* », 1974, « *Chronique d'un pays natal* », 1955, « *Personne ne sait mon nom* » 1961, Toni Morrison, « *Beloved* », 1987.

<sup>260</sup> <https://www.tiers-secteur-recherche.org>

approche du terrain particulière, « *entre le milieu de la recherche, les bureaux d'études classiques et l'éducation populaire* »<sup>261</sup>.

### 2.3.2 La relation de Keur et Coop'Eskemm avec les enseignants-chercheurs

Parallèlement à ces projets, qui lient Keur et Coop'Eskemm à l'Université au sens de l'institution, des partenariats et liens forts sont créés avec des enseignants-chercheurs. Ce travail commun où l'on retrouve une certaine horizontalité entre les professionnels et où l'expertise de chacun est écoutée et prise en compte, abouti à des productions scientifiques. Patricia Loncle a été l'observatrice privilégiée du développement des projets de Keur Eskemm et a analysé les dynamiques qui animent le LAP autour de l'accompagnement entre pairs, de l'apprentissage non formel ou encore des conditions de politisation des membres de Keur Eskemm<sup>262</sup>. Patricia Loncle a aussi réalisé des entretiens avec les membres de la Coop'Eskemm pour comprendre comment s'est constituée une coopérative de jeunes et quels rapports elle entretient avec les politiques publiques<sup>263</sup>. Par ailleurs, il semble que l'obtention de la Chaire de recherche sur la jeunesse ait joué un rôle majeur dans l'analyse des pratiques de Keur Eskemm en permettant à Patricia Loncle (titulaire de la Chaire) et à son équipe de concentrer leurs travaux autour de trois objectifs principaux : « *améliorer les connaissances comparées sur la jeunesse et les évolutions des politiques et pratiques qui s'adressent aux jeunes* », puis « *renforcer les interconnaissances et les échanges de pratiques avec les décideurs et les professionnels intervenant auprès des jeunes* », enfin, « *faciliter les coopérations entre l'action publique et le monde de la recherche, former des professionnels en exercice, des étudiants et des jeunes chercheurs pour promouvoir la connaissance et l'amélioration des*

---

<sup>261</sup> Entretien réalisé par Patricia Loncle et Tom Chevalier.

<sup>262</sup> Loncle, Patricia, et Céline Martin. « *Focus - Quand des jeunes en accompagnent d'autres. L'exemple du Laboratoire artistique populaire à Rennes* », Informations sociales, vol. 195, no. 4, 2016, pages 127 à 130.

<sup>263</sup> À paraître, Loncle Patricia et Chevalier Tom.

Zakaria Hamdani - Mémoire de l'Université de Rennes 1, de l'École des Hautes Études en Santé Publique et de l'Université Rennes 2- année 2020-2021



*processus d'intégration et d'accompagnement des jeunes dans notre pays* »<sup>264</sup>. Cette énergie intellectuelle a permis de questionner les méthodes de Keur Eskemm, de mettre en place de l'analyse de pratiques et d'affiner les projets portés par l'association<sup>265</sup>. Aussi, certains des membres associés de Coop'Eskemm ont travaillé à la Chaire pendant les années qui ont suivi leurs études à l'EHESP avant de rejoindre et d'élargir les activités de la coopérative<sup>266</sup>. Par ailleurs, des liens étroits sont développés et entretenus entre Coop'Eskemm et l'Unité Mixte de Recherche Arènes. À partir de ce travail de proximité avec Céline Martin, Emmanuelle Maunaye, Patricia Loncle, Sylvie Ollitrault, et l'un des membres associés de la coopérative également chercheur au laboratoire Arènes, sont portés des projets de recherche comme par exemple celui sur les droits des personnes exilées en tant de crise sanitaire<sup>267</sup>.

Si l'on met en perspective de la notion contre-pouvoir et de puissance politique ces liens forts qui unissent Keur et Coop'Eskemm à l'Université et aux enseignants-chercheurs alors l'hypothèse des membres des structures comme figures de militants-chercheurs situationnels semble se valider. On voit en effet apparaître deux structures capables d'imposer leurs questionnements à partir de leurs réalités et des injustices sociales sans pour autant s'auto-exclure des institutions et des lieux de transformations. En comprenant ainsi, à la différence d'autres mouvements radicaux, que le contre-pouvoir « *n'a pas pour objectif de se transformer en pouvoir hégémonique, mais plutôt de garantir la transformation de ce dernier* »<sup>268</sup>. De même, en refusant d'entrer dans une fétichisation et une mystification de la recherche comme objet sacré, Keur et Coop'Eskemm ne cessent de mener des dynamiques de co-construction où les chercheurs sont soit des enseignants-chercheurs professionnels, soit des ingénieurs d'études,

---

<sup>264</sup> <https://www.ehesp.fr/recherche/organisation-de-la-recherche/les-chaire/chaire-de-recherche-sur-la-jeunesse/>

<sup>265</sup> Observations issues du journal de terrain et d'un entretien avec l'un des membres de Keur Eskemm.

<sup>266</sup> Entretien réalisé par Patricia Loncle et Tom Chevalier.

<sup>267</sup> <https://anr.fr/Projet-ANR-20-COVI-0081>

<sup>268</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, page 136.

soit des étudiants ou encore des personnes exilées<sup>269</sup>. De cette façon, il y a la capacité à regarder sa situation « *depuis et pour elle* » et non à partir de la « *position imaginaire du mirador* »<sup>270</sup> ce qui ne fait qu'accroître la puissance politique d'une telle démarche, car lorsque « *la situation dans laquelle les savoirs sont forgés se compose d'autres situations (...), lorsque la production de connaissances répond précisément aux exigences de la vie* » alors il y a puissance politique<sup>271</sup>. Et cette diversité de situations peut être caractérisée par ces équipes pluridisciplinaires, hétérogènes qui s'enrichissent mutuellement et qui, par leurs activités professionnelles - voire militantes - ne ratifient pas les normes telles qu'elles sont. Il ne s'agit pas ici de faire de la recherche pour faire de la recherche ou bien de renforcer un entre soi de chercheurs où les travaux académiques seraient uniquement destinés aux lecteurs académiques.

Il y a beaucoup plus l'idée pour les membres de Keur et Coop'Eschemm mais aussi pour certains des enseignants-chercheurs, de lier recherche et engagement militant. En effet, certains des chercheurs lient leurs engagements personnels, militants à leurs travaux professionnels s'inscrivant dans ce que Erik Olin Wright appelle les « *utopies réelles* »<sup>272</sup>. De sorte que, d'une certaine manière, l'on peut trouver dans ces dynamiques partenariales entre Keur, Coop'Eschemm et l'Université par l'intermédiaire des enseignants-chercheurs, des utopies réelles « *stables lorsqu'elles contribuent à résoudre des problèmes à l'intérieur même du capitalisme* ». Car, leur dimension révolutionnaire étant davantage dans la formulation de stratégies plutôt que dans l'expression spectaculaire de la lutte. De cette façon, selon Wright, « *l'idée de base est ici la suivante : il y a plusieurs équilibres institutionnels à l'intérieur du capitalisme ; tous sont fonctionnellement compatibles avec le capitalisme (c'est-à-dire qu'ils contribuent à résoudre certains problèmes de la reproduction capitaliste) ; mais certains d'entre eux ont aussi pour propriété d'étendre les espaces sociaux pour des alternatives*

---

<sup>269</sup> Le projet de recherche financé sur les droits des personnes exilées en tant de crise sanitaire embauchent deux étudiantes de l'EHESP, deux personnes exilés, quelques ingénieurs d'études et des enseignants-chercheurs.

<sup>270</sup> Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, page 78.

<sup>271</sup> *Ibid*, page 115.

<sup>272</sup> Olin Wright Erik, « *Utopies réelles* », La découverte, Paris, 2017, 624 pages.  
Zakaria Hamdani - Mémoire de l'Université de Rennes 1, de l'École des Hautes Études en Santé Publique et de l'Université Rennes 2- année 2020-2021

*anticapitalistes* »<sup>273</sup>. Cette idée permet d'aboutir à un dernier élément qui m'est apparu particulièrement puissant et pertinent à analyser d'un point de stratégie politique. C'est la question qui a traversé implicitement ce travail, de l'infiltration.

#### 2.4) Vers une nouvelle forme de radicalité militante. Comment concilier radicalité et contre-pouvoir ?

À partir de la sociologie militante des membres puis de la déclinaison des rapports entretenus par Keur et Coop'Eschemm avec les élus, les décideurs et l'Université, il semble possible de réfléchir ici à une nouvelle forme de radicalité. Différentes des formes de contestations dites classiques, les stratégies politiques des structures s'apparentent beaucoup plus à des *utopies réelles* plutôt qu'à une volonté de conquête du pouvoir central ou bien même l'inscription dans des formes de luttes alternatives et anarchistes qui prennent le risque de s'auto-exclure du système et de laisser de côté les ramifications nécessaires à la construction de contre-pouvoir et de puissance politique effective. La question de l'infiltration des dispositifs publics, des appareils d'État, nécessiterait ce que Geoffroy de Lagasnerie appelle une éthique et une démarche cynique. L'objectif ici, et finalement comme dans les *utopies réelles* et la stratégie d'*érosion du capitalisme* proposée par Wright, est de se méfier des pièges de la marginalisation et de l'auto-exclusion. La radicalité classique a semble-t-il produit l'effet, chez tous ceux qui veulent intervenir dans le monde social, de rompre avec les grandes institutions, le marché, afin de ne pas faire le *jeu* des systèmes de pouvoir<sup>274</sup>. Il est vrai que lorsque l'on agit dans le monde social, l'on est vite confronté à des dilemmes pour se former, étudier, puis publier et vivre de ses pratiques. Les entretiens avec des membres de Keur Eskemm l'ont montré, il y a eu à cet effet des tensions lorsqu'il s'est posé la question d'accepter une Convention pluriannuelle d'objectifs avec la ville de Rennes. De la même manière, cette question a également été au centre des discussions avec l'un des membres de Keur Eskemm lorsque l'on a commencé à envisager de demander le soutien de fondations. Certaines d'entre elles, parce qu'elles étaient des banques ou des

---

<sup>273</sup> Farnea Vincent et Jeanpierre Laurent, « *Des utopies possibles aux utopies réelles. Entretien avec Erik Olin Wright* », Tracés. Revue de Sciences humaines, 2013.

<sup>274</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *l'art impossible* », PUF, Paris, 2020, page 69.  
Zakaria Hamdani - Mémoire de l'Université de Rennes 1, de l'École des Hautes Études en Santé Publique et de l'Université Rennes 2- année 2020-2021

fondations d'entreprises décriées, posaient problème au membre en question. Cela pourrait être source de nouvelles tensions au sein de l'association tout comme cela pourrait nuire à l'image extérieure de Keur Eskemm - une image anticapitaliste, antiracisme, féministe voire anarchiste<sup>275</sup>. Si l'on reprend la question de l'éthique que ce dilemme pose, Keur et Coop'Eskemm se retrouvent « à emprunter des circuits et s'appuyer sur des dispositifs qui peuvent être problématiques et critiquables : on parle souvent du marché, mais cela peut-être aussi telle institution ou telle fondation (...) »<sup>276</sup>. Lorsque l'on veut agir dans le monde social, « on peut être amené à collaborer avec des institutions dont les actions peuvent nous heurter d'un point de vue global, politique économique, etc. » et le risque est ici « de se couper de ces supports parce que l'on refuse la compromission avec eux »<sup>277</sup>. Les discours qui se présentent comme radicaux doivent alors être questionnés sans cesse afin de prévenir de la possibilité de considérer toute action comme étant corrompue et donc de ne rien faire, ce qui peut entraîner la disparition du monde social de certains mouvements de contestation renforçant ainsi les systèmes de domination. Contre-pouvoir et puissance politique peuvent alors être anéantis par une forme de radicalité qui aspirerait davantage à une forme de « pureté » plutôt qu'à une démarche « cynique » qui ne verrait aucune différence « entre être soumis à des dispositifs et les utiliser »<sup>278</sup>. Herbert Marcuse utilise les travaux de Rudi Dutschke pour affirmer une certaine vision de la radicalité en la considérant comme une « longue marche à travers les institutions ». Il s'agit de lutter contre les institutions établies tout en y travaillant « mais pas seulement de les saper de l'intérieur, plutôt au contraire de faire son boulot », de comprendre le fonctionnement des institutions, d'enseigner, d'utiliser les médias et les forces de production<sup>279</sup>. De la même manière, Michel Foucault affirmait l'importance de « sortir du dilemme : ou on est pour, ou on est contre. Après tout, on peut être en face et debout. Travailler avec

---

<sup>275</sup> Observations issues du journal de terrain. Cette image est ambiguë. Pour les participants du LAP et les jeunes volontaires, c'est de cette manière qu'ils voient l'association. Néanmoins, pour des collectifs qui se disent radicaux, l'association est plutôt vue comme un allié des institutions selon l'un des membres de Keur Eskemm.

<sup>276</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *l'art impossible* », PUF, Paris, 2020, page 70.

<sup>277</sup> *Ibid.*

<sup>278</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *l'art impossible* », PUF, Paris, 2020, page 70 et 72.

<sup>279</sup> Marcuse Herbert, « *Contre-révolution et révolte* », Seuil, Paris, 1973, page 78.

*un gouvernement n'implique ni sujétion ni acceptation globale. On peut à la fois travailler et être rétif. Je pense même que les deux choses vont de pair »*<sup>280</sup>. Il y a ici l'idée de ne plus « *refuser sans hésitation les collaborations libérales dans l'optique d'obtenir des fonds importants destinées à faire fonctionner efficacement* »<sup>281</sup> un contre-pouvoir. Chez Keur Eskemm, j'ai pu observer et discuter ces stratégies avec certains des membres. Il semble que les parties de ce travail sur les décideurs, les élus et l'Université ont déjà en partie développé les idées relatives à l'infiltration des dispositifs publics et à ce qui serait une démarche cynique. L'on peut ici ajouter la volonté très claire d'utiliser les subventions dont bénéficie l'association aux fins qu'elle juge les plus importantes, y compris si celles-ci s'éloignent des objectifs pour lesquels l'argent a été versé. Si démarche et éthique cynique il y a chez Keur Eskemm, elle pourrait se retrouver dans l'utilisation des subventions européennes qui servent de façon plus intense à faire des ponts entre les jeunes plutôt qu'à renforcer les liens entre jeunes, décideurs et élus<sup>282</sup>. Il y a un arbitrage qui est réalisé par l'association et la Coop'Eskemm, lorsqu'elle est mêlée aux projets européens, pour orienter les fonds reçus vers l'action qui « *paraît la plus importante* »<sup>283</sup>. D'une certaine manière, il peut y avoir un détournement des fonds initiaux, une réorientation du projet au cours de son application sur le terrain, ce qui oblige Keur et Coop'Eskemm à construire ensuite des arguments vis-à-vis des institutions afin de justifier les écarts<sup>284</sup>. D'ailleurs, ces constructions argumentaires et justificatives apparaissent également comme un levier politique capable d'influencer les politiques publiques par le bas. Le détournement des fonds initiaux permet aux deux structures d'élaborer un plaidoyer solide afin d'obtenir les versements nécessaires à la continuité du projet et de conserver une crédibilité vis-à-vis des institutions. Ce plaidoyer justifie l'utilisation des fonds pour des objectifs différents de ceux présentés au préalable et permet aux institutions de comprendre les réalités du terrain qui expliquent cet écart. De là, des formulations émergent et peuvent constituer un problème public nouveau,

---

<sup>280</sup> Foucault Michel, « *Est-il donc important de penser ?* », Libération, 30-31 mai 1981, repris in « *Dits et écrits* », tome 4, Gallimard, Paris, 1994, pages 178 à 182.

<sup>281</sup> *Ibid.*

<sup>282</sup> Entretien réalisé avec l'un des membres de Keur Eskemm.

<sup>283</sup> *Ibid.*

<sup>284</sup> Entretiens réalisés avec des membres de Keur et Coop'Eskemm.

connecté à la situation, qui se retrouvera éventuellement dans les prochains énoncés d'appels à projets<sup>285</sup>. Il est aussi possible de considérer la démarche cynique de Keur Eskemm à travers l'exemple de l'organisation d'une Block Party qui devait avoir lieu le jour de la fête de la musique à Rennes. L'association et le quartier de Maurepas se sont vus octroyer des financements publics pour organiser, au sein d'un quartier prioritaire de la ville, l'essentiel de ce qui constituait la fête de la musique à Rennes cette année-là. Grâce à la confiance de la municipalité et des décideurs, Keur Eskemm s'est retrouvée organisatrice principale de cet évènement, à la portée symbolique forte, car situé dans un quartier prioritaire où les systèmes de domination artistique et culturelle sont fortement déployés<sup>286</sup>. Conscient de la puissance symbolique de l'évènement et sans prétendre abattre l'ensemble des dispositifs de pouvoir artistiques et culturels qui persécutent les classes populaires, l'enjeu pour les membres de Keur Eskemm était d'organiser une « *contre-fête de la musique* »<sup>287</sup>. De cette manière, il s'agissait d'utiliser les fonds publics, légitimement octroyés par les institutions pour, non pas amener la culture et l'art dans un quartier populaire mais bien pour créer une fête de la musique qui parte de la culture, des pratiques artistiques des habitants et des jeunes participants du LAP. La démarche et l'éthique cynique peut-être considérées ici de deux manières. L'obtention de financements publics pour organiser une « *contre-fête de la musique* » en est une. Détourner la politique publique de financements d'activités culturelles et artistiques en est une autre. Car, il est possible et même probable que la volonté des décideurs et des élus était de faire venir un évènement artistique et culturel dans un quartier prioritaire. Il n'est pas du tout certain que la volonté était de célébrer la culture et les pratiques artistiques de ces personnes, par ailleurs absentes des espaces de décisions, des hauts lieux artistiques et culturels. Il est donc possible d'envisager la démarche et l'éthique cynique de Keur Eskemm lors de cet évènement vis-à-vis des financements publics et vis-à-vis de l'art et de la culture. Par ailleurs, Keur Eskemm s'emploie à être présente lors de moments

---

<sup>285</sup> Entretiens réalisés avec des membres de Keur et Coop'Eskemm.

<sup>286</sup> Voir Bourdieu Pierre, « *La distinction, critique social du jugement* », Les éditions de minuit, Paris, 1979, 670 pages. Bourdieu Pierre, « *L'amour de l'art, les musées d'art européens et leur public* », Les éditions de minuit, Paris, 1969, 251 pages. Becker, Howard S. *Les Mondes de l'art*, Paris : Flammarion, 2006, 380 pages.

<sup>287</sup> Expression utilisée par l'un des membres de l'association. Observation issue du journal de terrain.

politiques clés afin de conserver une liberté, une possibilité d'« être à la fois dedans et pas dedans et de ne pas se couper d'une base militante plus radicale et plus anarchiste »<sup>288</sup>. Keur Eskemm défend sa démarche et son lien avec les institutions en expliquant que la question des financements européens et institutionnels en général, permet à tous les jeunes de participer aux projets. Alors que les projets non financés, autogérés, excluent des potentiels participants du fait des couts de participation (le temps passé dans le projet, c'est du temps que le jeune ne consacre pas à une source de revenus, déplacements européens, sorties culturelles, etc.). Même les financements participatifs excluent les jeunes qui ne peuvent se permettre de payer la petite partie nécessaire et donc, d'une certaine manière, les financements versés par les institutions sont plus justes et équitables<sup>289</sup>. Enfin, il semble nécessaire de relativiser la capacité de Keur Eskemm à modifier les politiques publiques, celles-ci ne pouvant « être modifiées par nous qu'à la marge »<sup>290</sup>. Il s'agit plutôt de considérer Keur Eskemm dans un réseau d'acteurs - dont Coop'Eskemm fait partie - qui constitue un système<sup>291</sup> plus ou moins autonome. L'association a sa place dans les institutions, elle a son mot à dire, elle est écoutée. Elle pourrait être plus présente mais par manque de moyens humains notamment, elle préfère surgir le jour où le temps politique se réalise, où le colloque s'organise, où la campagne politique se joue<sup>292</sup>. La puissance des actions menées est surtout à considérer, selon l'un des membres de Keur Eskemm, dans « les micropolitiques des groupes », c'est-à-dire, la capacité de l'association à faire se réaliser des changements, une politisation, chez les groupes de jeunes qu'elle crée et côtoie<sup>293</sup>.

La Coop'Eskemm est également traversée par ces stratégies. Patricia Loncle, qui suit le développement de la coopérative depuis sa création, pose la question du contact et de la relation évidente de la Coop'Eskemm avec les pouvoirs publics et elle s'interroge sur la facilité, pour les membres de la coopérative, d'être en lien

---

<sup>288</sup> Entretien réalisé avec l'un des membres de Keur Eskemm.

<sup>289</sup> *Ibid.*

<sup>290</sup> *Ibid.*

<sup>291</sup> Entretiens réalisés avec des membres de Keur et Coop'Eskemm.

<sup>292</sup> Entretien réalisé avec l'un des membres de Keur Eskemm.

<sup>293</sup> *Ibid.*

avec ces institutions<sup>294</sup>. Les réponses des membres montrent qu'il se joue peut-être une éthique du cynisme. Pour l'un d'entre eux, la relation entre la Coop'Eschemm et les pouvoirs publics est « *ambiguë* ». Elle permet de défendre des projets, comme le LAP, et d'obtenir des financements pour que ceux-ci aient lieu tout en préservant le sens et la portée politique des projets<sup>295</sup>. D'ailleurs, cette capacité à accepter plus facilement de discuter avec les institutions est en partie expliquée par le « *bagage assez solide* », c'est-à-dire, le capital social, culturel et expérientiel des membres<sup>296</sup>, ce qui pousse à formuler l'hypothèse de relations favorables à l'éthique et la démarche cynique en fonction d'un capital social et culturel élevé. Un autre membre affirme également que « *le bagage théorique* » dont disposent les membres de la Coop'Eschemm leur ont permis de se positionner sur appels à projets et « *d'interpeller les politiques publiques et les élus sur des choses que l'on porte en problème public* »<sup>297</sup>. Pour d'autres, le lien avec les institutions facilite l'émergence et le déroulement des projets par rapport à d'autres structures qui refusent systématiquement de collaborer avec les politiques<sup>298</sup>. Le membre ajoute qu'il est toujours possible de « *détourner* » les collaborations avec les politiques<sup>299</sup>. Finalement, y a-t-il la démarche et l'éthique même du cynisme à l'origine de la constitution de Coop'Eschemm ? Car, « *c'est une des choses ce pour quoi la Coop' a été créée : pour s'impliquer dans l'action publique d'une autre manière* »<sup>300</sup>. Coop'Eschemm n'a de cesse d'agir sur différents niveaux. Avec les institutions, il y a notamment le pilotage des Rencontres Nationales de l'Éducation (RNE) commanditées par la Ligue de l'Enseignement d'Ille-et-Vilaine. Cet évènement qui rassemble des enseignants, des personnels d'établissements, des chercheurs, des travailleurs de l'éducation populaire, permet de proposer des séminaires, des temps d'échanges et des groupes de travail pour organiser d'éventuelles mutations et réformes des politiques éducatives locales. Pour la Coop'Eschemm, c'est l'occasion d'infiltrer le

---

<sup>294</sup> Entretien réalisé par Patricia Loncle et Tom Chevalier.

<sup>295</sup> *Ibid.*

<sup>296</sup> *Ibid.*

<sup>297</sup> *Ibid.*

<sup>298</sup> Entretien réalisé par Patricia Loncle et Tom Chevalier.

<sup>299</sup> *Ibid.*

<sup>300</sup> Entretien réalisé par Patricia Loncle et Tom Chevalier.



dispositif public pour y proposer des interventions, des séminaires, en adéquation avec les valeurs politiques de la coopérative<sup>301</sup>.

Il est donc possible d'inscrire Keur et Coop'Eskemm dans des démarches radicales nouvelles qui utilisent des concepts et des stratégies formulés par d'importants théoriciens politiques, philosophes et sociologues présentant les questions d'infiltration et de cynisme comme des méthodes nécessaires à la lutte. De sorte qu'« aucune expérience de libération individuelle ou de groupe ne peut échapper à la contamination du système même qu'elle combat »<sup>302</sup>, Keur et Coop'Eskemm sont sans cesse exposées à la corruption par le système, à son aliénation, ce qui oblige les membres à des remises en question constantes tout au long des projets professionnels comme individuels<sup>303</sup>. Cependant, « on ne peut laisser de côté les agents de contagion, il faut les combattre sur leur propre terrain. Ce qui veut dire que la libération, le refus, la désertion, personnelle en particulier, doivent être dès le départ menés à l'intérieur du contexte politique, défini par la situation dans laquelle se trouve l'opposition radicale, et doivent poursuivre, en théorie et en pratique, la critique radicale du système à l'intérieur du système ; en d'autres termes, la libération, le refus individuel, doivent intégrer l'universel dans leur protestation particulière »<sup>304</sup>. Néanmoins, le spectre de l'impuissance, de la complicité et de la ratification des systèmes de pouvoir n'est jamais bien loin. Elle semble peser systématiquement sur les structures militantes, et Keur et Coop'Eskemm en particulier. Pour Marcuse, « la libération, ici, c'est de « bien se marrer » à l'intérieur du système, peut-être aussi de rigoler du système, ou de tricher avec lui. Il n'y a rien de mal à rigoler du système - mais il y a des situations où la rigolade tombe à plat, devient de toute façon stupide, car elle n'est qu'une preuve d'impuissance politique »<sup>305</sup>. Ainsi, durant mon stage, ces lectures et ces recherches m'ont permises de développer une approche rationnelle et scientifique - basée sur des preuves et non sur des croyances - me confortant dans ma pratique de stagiaire entre le milieu institutionnel et le monde militant. J'ai, grâce à ce travail et cette approche, pu défendre mon point de vue

---

<sup>301</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>302</sup> Marcuse Herbert, « *Contre-révolution et révolte* », Seuil, Paris, 1973, page 71.

<sup>303</sup> Observations issues du journal de terrain.

<sup>304</sup> Marcuse Herbert, « *Contre-révolution et révolte* », Seuil, Paris, 1973, page 71.

<sup>305</sup> *Ibid.*

et celui de Keur Eskemm auprès de militants radicaux plus traditionnels, humanitaires et alternatifs. De la même manière, je compte bien me saisir de ce travail dans ma pratique professionnelle future afin veiller à ce que mes missions, celles des organismes et des entreprises dans lesquels je serais amené à travailler, ne s'auto-détruisent pas lorsqu'ils s'agissent et soient, à leurs échelles, capables de gagner des combats qui déstabilisent les systèmes de domination et pouvoir.

# Conclusion

Je voudrais entamer cette conclusion en revenant sur la question de l'impuissance politique et de la perte d'influence de la gauche depuis les années 1970 jusqu'à aujourd'hui, et certainement encore pour quelque temps<sup>306</sup>. « Si comme l'écrivent fort justement Lefebvre et Sawicki<sup>307</sup>, le discours socialiste "n'offre plus une base de politisation des identités et de l'expérience sociales des catégories les plus modestes" et qu'il échoue donc "à administrer un sens politique s'articulant sur le vécu social", cela tient dans une large mesure au fait que les socialistes ne perçoivent plus la société comme structurée par des clivages sociaux mais comme un ensemble d'individus qu'il conviendrait de mieux faire "vivre ensemble", sans trop se soucier de ce qu'une telle formule pourrait signifier concrètement ni des conditions économiques et sociales de possibilité de ce qu'ils aiment à appeler un « monde commun » mais qui, décidément, est très loin d'être le même pour tous »<sup>308</sup>. Ces caractéristiques de gouvernance ont vraisemblablement eu pour effet d'entraîner dans les politiques publiques, moins une prise en compte des questions de chômage et d'inégalités mais plutôt une volonté de simplement faire « mieux vivre ensemble » et de « renforcer le lien social » entre les habitants des quartiers prioritaires et les autres<sup>309</sup>. Keur Eskemm s'inscrit dans cet héritage politique marqué par un État social qui a laissé place à un État animateur avec les dégâts considérables que cela a pu entraîner et entraîne toujours, c'est-à-dire une dérive sécuritaire et un État pénal de plus en plus présent<sup>310</sup>. Dès lors, Keur Eskemm qui travaille dans un quartier prioritaire est sous le joug de cette conjoncture. Elle participe, on ne peut le nier, aux activités de cet État animateur car l'association est financée pour cela, au travers du LAP, des « Block Party ». Néanmoins, il me semble que ce travail a mis en exergue la capacité de Keur Eskemm à faire contre-pouvoir et à interpeller les fragments d'État social encore présents en formalisant auprès des élus, des

---

<sup>306</sup> Eribon Didier, « *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* », Éditions Léo Scheer, Paris, 2007, 156 pages.

<sup>307</sup> Lefebvre Rémi, Sawicki Frédéric, « *La société des socialistes. Le PS d'aujourd'hui* », Le Croquant, Bellecombes-en-Bauges, 2006, page 226.

<sup>308</sup> Eribon Didier, « *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* », Éditions Léo Scheer, Paris, 2007, page 72.

<sup>309</sup> *Ibid.*

<sup>310</sup> Tissot Sylvie, « *l'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique* », Éditions du Seuil, Paris, 2007, in Eribon Didier, « *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* », Éditions Léo Scheer, Paris, 2007, page 72.

décideurs et des universitaires, des revendications utilisant les catégories sociales et économiques liées aux inégalités et au chômage (on l'a vu avec la question de l'extension du service civique, du revenu universel, etc.). Coop'Eskemm agit également dans ce contexte. Elle anime différents évènements, le Conseil Régional des Jeunes, les Rencontres Nationales de l'Éducation notamment, et développe, les entretiens l'ont montré, une approche par les inégalités sociales et économiques. Keur et Coop'Eskemm courent sans cesse le risque d'être instrumentalisées par cet État animateur et doivent poursuivre leurs questionnements, leurs travaux réflexifs et leurs ancrages dans le réel - sur le terrain par le côtoiement des jeunes - pour espérer demeurer subversif, faire contre-pouvoir et utiliser les ramifications de la puissance politique. Il s'agit également de rappeler la nécessité d'agir au sein du système, des appareils d'État et que, malgré les critiques de la radicalité classique et des figures militantes traditionnelles et alternatives, les institutions n'ont pas de nature, elles dépendent de qui les investissent et les utilisent<sup>311</sup>. Wright, Marcuse, Foucault et tant d'autres ont montré l'importance d'agir au sein des appareils capitalistes et néolibéraux pour les déstabiliser<sup>312</sup>. D'ailleurs, « *les prémices d'une nouvelle conception stratégique semblent émerger* » où les mouvements d'opposition au capitalisme - notamment issus des mouvements sociaux - « *associent des stratégies par le bas, issues de la société civile, de résistance et de fuite du capitalisme, à des stratégies par le haut, mises en œuvre par l'État, de domestication et de démantèlement* »<sup>313</sup>. Je pense qu'il y a là un enjeu stratégique majeur et que les mouvements radicaux nouveaux doivent se saisir de ces stratégies, car, de toute façon, « *aucune économie n'a jamais été - et ne pourra jamais être - purement capitaliste* »<sup>314</sup>. Il y a donc la nécessité d'agir avec d'autres organisations économiques qui co-existent, telle que l'économie sociale et solidaire, « *les coopératives détenues et gouvernées démocratiquement par leurs associés* »<sup>315</sup>, comme Coop'Eskemm, les associations, comme Keur Eskemm. Voilà peut-être une réponse à la question que je me posais lorsque je

---

<sup>311</sup> de Lagasnerie Geoffroy, « *l'art impossible* », PUF, Paris, 2020, page 69.

<sup>312</sup> Olin Wright Erik, « *Stratégies anticapitalistes pour le XXI<sup>e</sup> siècle* », La Découverte, Paris, 2020, page 57 à 72.

<sup>313</sup> *Ibid*, page 71.

<sup>314</sup> *Ibid*, page 72.

<sup>315</sup> *Ibid*.

me demandais comment il était possible d'être à ce point proche de mouvements anarchistes, anticapitalistes, et d'être autant lié aux institutions.

Cette expérience de stage, cette année à l'EHESP et ce travail réflexif se sont inscrits dans le champ des politiques jeunesse. Bien que Keur et Coop'Eschemm agissent dans ces champs, utilisent des dispositifs de financements et des méthodes professionnelles propres cette catégorie de l'action publique, ce travail a montré la nécessité de penser par système et de tenir compte de l'inscription des politiques publiques de jeunesse au sein de rapports de pouvoir et de domination plus larges si l'on souhaite se placer dans une perspective de contre-pouvoir et de puissance politique. Et évidemment, si l'on souhaite éviter d'être instrumentalisé par ces appareils d'État que certaines figures militantes souhaitent pourtant combattre. J'ai ainsi trouvé dans ces diverses expériences des bases sur lesquelles je souhaite m'appuyer pour construire ma future pratique professionnelle. Comprendre les parcours et la sociologie de mes collègues, des individus qui m'entourent. Être capable de diagnostiquer la conjoncture sociale, économique, politique. M'appuyer sur le monde de la recherche et l'Université, sur les institutions, les décideurs et les élus locaux. Ne jamais perdre de vue les jeunes, le public avec lequel je travaille et, enfin, adopter une démarche stratégique et une éthique qui aillent dans le sens de la puissance politique, qui prennent garde à ne pas ratifier des discours qui voudraient fétichiser la radicalité comme une forme de participation au monde qui activerait un militantisme traditionnel, humanitaire, alternatif et des formes de contestations classiques sans en interroger la puissance et la capacité à gagner des combats. Il apparaît que face à la complexité du monde social contemporain, face à l'omniprésence du capitalisme, face à la puissance des néolibéraux, il faille trouver des stratégies qui viennent infiltrer ces dispositifs, les utiliser pour limiter leurs excès mais aussi, implanter en eux des niches qui se chargeraient de missions éducatives, de construire des politiques publiques, de produire des savoirs formels, informels et non-formels qui ont la capacité de déstabiliser, d'inverser à un moment donné les rapports de force pour aller dans le sens de luttes progressistes contre les inégalités, contre la violence.







---

## Bibliographie

---

### Articles

Bacqué Marie-Hélène, « *Action collective, institutionnalisation et contre-pouvoir : action associative et communautaire à Paris et à Montréal* », *Espaces et sociétés*, vol. no 123, no. 4, 2005, pages 69 à 84.

Bertrand Emmanuelle et Lopez David, « *Co-construire les politiques de jeunesse : le chemin laborieux pour ancrer le dialogue structuré dans la réalité* », *Cahiers de l'action*, vol. 44, n° 1, 2015, pages 71 à 79.

Valérie Becquet et Martin Goyette, « *L'engagement des jeunes en difficulté* », *Sociétés et jeunesses en difficulté*, N°14 | Printemps 2014, pages 1 à 11.

Berrebi-Hoffmann Isabelle et Lallement Michel, « *À quoi servent les experts ?* », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 126, no. 1, 2009, pages 5 à 12.

Florian Besson, « *Erik Olin Wright, Utopies réelles* », *Lectures*, Les comptes rendus, 2017.

Cheynis, Éric. « *Les reconversions dans l'associatif de militants politiques marocains. Ruptures, continuités et fidélité à soi* », *Politix*, vol. 102, no. 2, 2013, pages 147 à 173.

Duarte, Andre. « *Michel Foucault : Autour des nouvelles communautés politiques* », *Chimères*, vol. 87, no. 3, 2015, pages 61 à 68.

Farnea Vincent et Jeanpierre Laurent, « *Des utopies possibles aux utopies réelles. Entretien avec Erik Olin Wright* », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 2013.

Lazzarato Maurizio, « *Multiplicité, totalité et politique* », *Multitudes*, vol. no 23, no. 4, 2005, pages 101 à 113.

Lecoq Maxime, « *Le Laboratoire Artistique Populaire de Keur Eskemm : une démarche collective singulière et une expérimentation sociale au local pour l'émancipation des jeunes-adultes* », Diplôme d'État d'Ingénierie Sociale, Collège Coopératif de Bretagne, Rennes, 2020, 133 pages.

Lochard Yves et Simonet-Cusset Maud, « *La parabole de l'Observatoire ou les limites à l'institutionnalisation d'un « partenariat cognitif » avec les associations* », Politix, vol. 70, no. 2, 2005, pages 51 à 70.

Loncle Patricia, Martin Céline, « *La politisation des jeunes et le fonctionnement associatif : exemples de deux associations locales faiblement institutionnalisées* », Revue Jeunes et Société 4 (2), 2019, pages 113 à 136.

Massimo Prearo, « *La naissance de la formule « LGBT » en France et en Italie : une analyse comparative des discours de mobilisation* », Cultures & Conflits, 2015, pages 77 à 95.

Muhlmann, Géraldine. « *Le gros mot de contre-pouvoir* », Pouvoirs, vol. 119, no. 4, 2006, pages 55 à 70.

Muxel Anne, « *Les jeunes et la politique : entre héritage et renouvellement* », Érès Empan, numéro 50, 2003, pages 62 à 67.

Neveu, Catherine. « *Débattons dans les rues à Tours : une expérience de « festipolitique» improbable?* », Monde commun, vol. 4, no. 1, 2020, pages 34 à 53.

Pickard, Sarah, « *Politics, protest and young people: Political participation and dissent in 21st century Britain* », Springer, 2019, 501 pages.

Sawicki Frédéric & Siméant Johanna, « *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français* », Sociologie du Travail, Volume 51, 2009, pages 97 à 125.

Vaillancourt Yves, « *De la co-construction des connaissances et des politiques publiques* », SociologieS, Dossiers, 2019, pages 1 à 17.

## **Ouvrages**

Anders Günther, « *La violence : oui ou non, une discussion nécessaire* », Fario, Paris, 2014, 161 pages.

Benasayag Miguel et Sztulwark Diego, « *Du contre-pouvoir* » La Découverte, Paris, 2002, 168 pages

Boetzelen Philipp, « *Les institutions européennes et la jeunesse: rôles, objectifs et instruments* », in Patricia LONCLE (dir.), « L'Europe de la jeunesse. Enjeux et pratiques des politiques publiques », Presses de l'EHESP, Rennes, 2017, pages 21 à 47.

Bourdieu Pierre, « *La distinction, critique social du jugement* », Les éditions de minuit, Paris, 1979, 670 pages.

Chevalier Tom et Loncle Patricia, « *Des jeunes sacrifiés ? Un exemple de participation des jeunes* » dans Chevalier Tom et Loncle Patricia, Une jeunesse sacrifiée ?, Paris, PUF, 2021, pages 71 à 85.

de Lagasnerie Geoffroy, « *Penser dans un monde mauvais* », chapitre V, penser par système, Puf, Paris, 2017, 128 pages.

de Lagasnerie Geoffroy, « *Sortir de notre impuissance politique* », Fayard, Paris, 2020, 91 pages.

de Lagasnerie Geoffroy, « *l'art impossible* », PUF, Paris, 2020, 80 pages.

Eribon Didier, « *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* », Éditions Léo Scheer, Paris, 2007, 156 pages.

Ernaux Annie, « *Pierre Bourdieu, L'insoumission en héritage* », chapitre d'ouvrage, puf, Paris, 2013, 168 pages.

Foucault Michel, « *Est-il donc important de penser ?* », Libération, 30-31 mai 1981, repris in « *Dits et écrits* », tome 4, Gallimard, Paris, 1994, 912 pages.

Foucault Michel, « *Interview de Michel Foucault* » entretien avec Catherine Baker, avril 1984, in « *Structuralisme et post-structuralisme* », in Dits et écrits tome 4, Gallimard, Paris, 1994, 912 pages.

Marcuse Herbert, « *Contre-révolution et révolte* », Seuil, Paris, 1973, 172 pages.

Lefebvre Henri, « *Critique de la vie quotidienne* », Editions Bernard Grasset, Paris, 1947, 248 pages.

Lefebvre Rémi, Sawicki Frédéric, « *La société des socialistes. Le PS d'aujourd'hui* », Le Croquant, Bellecombès-en-Bauges, 2006, 256 pages.

Olin Wright Erik, « *Stratégies anticapitalistes pour le XXI<sup>e</sup> siècle* », La Découverte, Paris, 2020, 179 pages.

Tissot Sylvie, « *l'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique* », Éditions du Seuil, Paris, 2007, 308 pages.

### **Site internet**

<https://anr.fr/Projet-ANR-20-COVI-0081>

<https://www.ehesp.fr/recherche/organisation-de-la-recherche/les-chaieres/chaire-de-recherche-sur-la-jeunesse/>

<https://france.attac.org>

<https://keureskemm.fr/les-projets-europeens/>

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/contre-pouvoir/18859>

<https://partibridges.eu>

<https://www.tiers-secteur-recherche.org>

<https://tohaveanimpact.com>

<https://www.universalis.fr/dictionnaire/contre-pouvoir/>

[https://fr.wikipedia.org/wiki/ZAD\\_de\\_Notre-Dame-des-Landes](https://fr.wikipedia.org/wiki/ZAD_de_Notre-Dame-des-Landes)

Interview de Francis Dupuis-Déri, « Black blocs, non-violence, révolutions », 9 minutes 30

Interview de Geoffroy de Lagasnerie, « Manifestation et grève sont des formes d'expression, mas plus d'action », France Inter, 30 septembre 2020.



---

## Liste des annexes

---

### Keur Eskemm et l'exil. Rendu de stage.

#### Contexte

Au coeur de la 5ème édition du Laboratoire Artistique Populaire, une attention particulière est accordée à la question de l'exil. Elle émerge suite à la 4ème édition du LAP qui avait exposé Keur Eskemm aux problèmes rencontrés dans la vie quotidienne de participants en situation d'exil : incapacité à se loger, à se nourrir... Puis, l'arrivée d'un stagiaire, Zakaria, étudiant spécialisé sur les questions de migration, de politiques publiques et de dynamiques d'accueil, ainsi que la programmation du LAP 5 ont permis d'ancrer la question de l'exil au coeur des projets. En effet, deux parcours ont rythmé l'année des participants. Le premier portait sur la photographie et la question des identités culturelles. Il était animé par le photographe et designer Mehdi Boubekour, qui vit lui-même un parcours d'exil. Le second, sur les identités de genre, utilisait la vidéo et la danse avec notamment l'intervention de Marie, de la compagnie « Engrenage », véritable ethnologue des danses.

#### Définition

Quelle définition, quelle philosophie pour travailler avec un public multiculturel et de nombreux participants en situation d'exil ?

Très tôt il y a eu la volonté de chercher à intégrer le public exilé aux parcours artistiques du LAP 5. Conscient de la complexité de la tâche, Keur Eskemm s'est donné les moyens d'accueillir ce public dans les meilleures conditions possibles par l'intermédiaire de trois méthodes principales. Pierre, Manon et Zakaria se sont formés, par l'intermédiaire d'animateur et tisse, aux questions d'interculturalité venant ainsi consolider leurs acquis et enrichir leurs expériences sur ces questions. Ensuite, il y a un second élément, qui ne concerne pas spécifiquement les personnes exilées mais qui favorisent leur intégration, leur participation et de fait, leur émancipation au sein du projet. C'est l'intervention au sein d'un assistant

social détaché pour accompagner les jeunes dans leurs démarches (régularisation administratives, demande de logement, accès aux droits etc.). Enfin, de manière informelle mais cela révèle la stratégie d'accueil mis en place par l'association, il a fallu nous questionner personnellement et construire un récit, un discours, vis-à-vis du public exilé. Face aux discours médiatiques, à l'ensemble des clichés stigmatisants qui circulent, comment construire une dynamique de projet collectif qui favorisent l'intégration puis l'émancipation du public exilé ?

Il semble alors capital de présenter une définition du public avec lequel nous avons travaillé afin de mettre en avant ses caractéristiques ainsi que l'approche pédagogique développée par l'association.

- « *mineur non accompagné* » ?

Non, le LAP travaille avec des jeunes adultes de 18 à 30 ans. Il ne s'agit donc pas de MNA susceptible de bénéficier des dispositifs d'accueil.

- « *migrant* » ?

Le mot « migrant » caractérise tout individu qui entreprend ou est forcé d'entreprendre un processus de migration. Cette personne continue d'être considérée comme migrante tant que ce processus n'est pas terminé. Si la personne arrive à bout du processus et s'installe dans le pays d'accueil, il devient alors immigrant. Cependant, si le pays d'accueil ne reconnaît pas l'individu, il continuera d'être considéré comme migrant. De ce terme découle l'absence de reconnaissance du migrant dans le pays d'accueil tant qu'il n'obtient pas de statut légal (et cela peut pendre plusieurs mois, plusieurs années ou bien, cela ne peut jamais se produire) et l'expose à une situation de grande précarité économique, sociale, sanitaire et morale. Or, un des enjeux du LAP consiste justement à favoriser l'émancipation et à lutter contre la violence sociale que connaissent les jeunes exilés. De cette manière, l'on peut légitimement mettre de côté l'utilisation du terme « migrant » car il précarise l'individu qu'il désigne.

- « *réfugié* » ?



La Convention de Genève définit le réfugié comme toute « personne qui, (...) craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ». « Réfugié » est donc un statut juridique et peut convenir à certains participants du LAP mais risque de prêter à confusion car cette situation juridique correspond à une minorité de participants. Dans une autre mesure, l'utilisation du terme « réfugié » peut-être perçue comme un jugement de valeur par rapport à la notion de « migrant » dont l'utilisation participerait, dans une optique de réduire le nombre d'entrées sur le territoire, à distinguer « ceux qui fuiraient pour des raisons politiques et seraient individuellement menacés (regroupés sous le terme de « réfugiés »), que l'Europe se devrait d'accueillir, et ceux qui seraient partis pour des raisons économiques (regroupés sous le terme de « migrants »), que l'Europe serait en droit de refouler ». Afin de se prévenir d'éventuelles confusions et de tout jugement de valeurs, il serait plus sage de réserver ce terme à qui de droit et de ne pas participer à la discrimination de ceux qui sont appelés « migrants ».

- « *exilé* » ?

« Exilé » renvoie d'abord au vocabulaire politique tout en posant une nette différence avec le terme « réfugié » car il se garde de représenter une catégorie juridique. L'exil se définit par le fait d'être contraint de séjourner pour une durée plus ou moins longue hors de son pays d'origine ou de celui dont on a la nationalité. Aussi, le terme doit son ancrage dans le champ politique à d'importantes oeuvres littéraires du 20ème siècle au travers les plumes de Kafka, Joyce, Beckett, Garcia Marquez, Edward Said, lesquels ont, en tant qu'exilés, abordés les thématiques de migrations, de déplacements de populations, liés aux guerres, aux révolutions. De même, l'exil fait écho au « hors de chez soi » ainsi qu'à un déracinement et à toute la souffrance que cela peut engendrer. Malgré cela, il fait également allusion à « une approche du monde singulière » et au devenir d'un « lieu de croisement culturels féconds ». En ce sens il s'avère être

pertinent dans le cadre du LAP en s'approchant du domaine romantique en littérature et d'un esprit artistique et créatif subversif. Le terme apporte à la fois une définition précise dans le champ des migrations, une portée politique forte et radicale, mais également une part relative à la réflexion, à la pensée, à la création par l'expression. En effet, « grâce » à son histoire particulière avec l'exil, Edward Said voit ses réflexions à propos du cinéma, de la musique, de la philosophie, des sciences sociales et politiques s'affranchir de toutes contraintes. Parallèlement, il devient l'artisan d'une pensée puissante et novatrice face à « l'impérialisme, la domination de l'Autre et la stratégie coloniale ».

Dans son oeuvre « Réflexion sur l'exil » il y a sans cesse la répétition de la phrase de Césaire : « Aucune race n'a le monopole de la beauté, de l'intelligence, de la force, et il y a une place pour tous au rendez-vous de la victoire ». Plus largement, dans l'étendu de son travail se dégage une définition de l'exil qui peut-être perçue comme « positive », de « lutte contre les idées reçues et les préjugés », mais aussi d'une « interpénétration culturelle et la compréhension mutuelle ». En somme, l'utilisation du mot exilé et du cadre de pensée qui l'accompagne représente la manière dont le LAP travaille avec les jeunes exilés. Il y a cette idée de joindre le parcours, le déplacement de l'individu à un certain nombre de savoirs qui existent malgré la violence de l'exil et qui en plus, participent à l'émancipation et l'autonomie de l'exilé.

### **Stratégie de recrutement et de travail avec les jeunes exilés**

Dans le cadre du LAP, une période de « recrutement » précède le lancement du projet. C'est à ce moment où le groupe de jeunes se constitue selon des critères de mixité sociale, géographique, culturelle etc. Il est sans conteste complexe de recruter des jeunes adultes et de les motiver à s'inscrire sur un projet gratuit certes -mais bénévole - sur une durée d'environ 6 mois. D'autant que le LAP est relativement prenant en terme de temps, il est souvent impossible de conjuguer le projet avec un emploi, un service civique voire même des études. Les participants doivent alors disposer d'aides sociales, de fonds

personnels et d'emplois intérimaires pour participer au projet. Ces critères de sélection indirecte pèsent d'autant plus sur les personnes exilées. Si bien que la plupart d'entre eux, lorsqu'ils obtiennent une régularisation de leur situation administrative préfère « sortir de la précarité » qui les suit depuis de longues années pour trouver un emploi, très souvent alimentaire. Ainsi, la majorité des personnes exilées qui ont participé au LAP cette année sont soit en situation irrégulière, soit en situation de demande d'asile. De fait, ils sont dans une situation extrêmement précaire en terme de ressources financières, de logement et dans période de fragilité morale voire psychologique.

Cette situation a des effets directs sur les processus de « recrutement » des personnes exilées mais également sur leur investissement tout au long du projet. L'expérience du LAP a montré que l'élément principal du « recrutement » et de la participation d'un public exilé est le lien de proximité, quasiment du 1 pour 1. A cet effet, un partenariat a été établi avec l'association D'Ici ou D'Ailleurs (DIDA) où il s'agissait de renforcer les liens entre les deux associations. Zakaria qui avait notamment en charge le développement de ce partenariat, s'est investi au sein des activités de DIDA et a pu être identifié comme personne de confiance auprès des personnes exilées. Beaucoup de communication informelle avec les membres de DIDA ont permis à Zakaria et au LAP de saisir les particularités et les conditions de vie du public et d'optimiser ainsi l'accompagnement. Une fois cette relation de confiance créée, le projet est expliqué le plus simplement possible. L'objectif n'est pas de donner les mêmes détails qu'aux personnes francophones mais plus d'axer le projet du LAP comme étant une dynamique collective conviviale qui serait un bon outil de création d'un réseau de solidarité, d'entraide, d'amitié et d'opportunités pour les personnes exilées. Il paraît important de mettre en évidence l'intérêt que ce projet peut avoir pour ces personnes dans le processus de « recrutement » tant la précarité et l'urgence du public peut-être considérable. Puis, au cours des premières semaines voire des premiers mois, il a fallu renforcer de travail de proximité par des messages adressés personnellement aux personnes exilées en les invitant aux différentes activités du LAP. Le groupe WhatsApp n'était pas suffisant pour faire passer l'ensemble des informations et ne permettait pas la venue du public exilé. Celui venait par contre à tous les coups lorsqu'une conversation privée était engagée par l'un des

membres de l'association ou du LAP. De cette façon un rapport privilégié a pu être établi entre les membres de l'association et les participants exilés garantissant leur implication tout au long du projet.

D'après notre expérience, cette stratégie nécessite de se décentrer du traitement universaliste et égalitariste particulièrement prégnant en France. Où l'on considère qu'il faille accorder le même type d'accompagnement aux publics sans distinctions d'origine géographique, de situation sociale, économique etc. Bref, en omettant toute analyse sociologique du public avec lequel l'on travail. Si cette approche avait été utilisé dans le cadre du LAP, probablement que les personnes exilées n'auraient pas pu suivre le projet. Il faut accepter parfois, de développer un accompagnement spécifique en fonction des personnes avec lesquelles l'on travail sans pour autant user de raccourcis stigmatisants et stéréotypés. Simplement considérer la personne dans sa subjectivité.

### **Le LAP, une porte d'entrée sur les problèmes rencontrés par les jeunes exilés à Rennes**

La participation d'un public exilé au LAP a permis à l'association ainsi qu'aux participants de se rendre compte des conditions de vie et d'accueil des jeunes exilés. L'année a été marqué par l'arrestation de deux participants et la menace de deux Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF). Accompagnées par les membres de l'association dans les démarches de lutte juridique et soutenues moralement par les autres participants, les personnes exilées ont malgré tout poursuivie leur implication malgré un fort impact sur leur moral. Ces arrestations ont mis en lumière la présence de la Police Aux Frontières (PAF) dans des lieux pourtant sanctuarisés tels que les associations d'aides d'urgence, les restos du coeur en l'occurrence. Cela a permis la diffusion de l'information de ces contrôles inhumains et d'informer les autres associations avec lesquels des discussions ont pu s'établir. Ce qui a renforcé la cohésion associative sur Rennes.

Un des autres participants a aussi eu de grandes difficultés à trouver un hébergement, souvent envoyé d'une hébergement solidaire à un autre. Cette

situation a aussi pu sensibiliser les autres participants, parfois très éloignés de ces réalités, aux conditions de vie des personnes exilées à Rennes.

La mobilité internationale qu'organise Keur Eskemm avec les participants du LAP a aussi exposé les exilés à une violence symbolique. Puisque nombre d'entre eux ne détiennent pas de titre de voyage malgré la régularisation de leur situation administrative, ils n'ont pas pu participer à des mobilités européennes qui les concernent tout autant que les autres participants. La raison : la préfecture ne délivre que sur rendez-vous ces titres de voyage. La prise de rendez-vous n'est disponible que le lundi à 9h00, heure à laquelle les serveurs sont constamment surchargés.

### **Le LAP, un observatoire de dynamiques collectives regroupant jeunes exilés et jeunes français.**

Malgré ces importantes limites, les personnes exilées ont su s'intégrer et animer la dynamique collective.

La réception des deux OQTF n'a pas freiné leurs participations au projet. Au contraire, dès le lendemain, ils participaient aux activités de danse, de chant et ont su rebondir très vite. Symptomatique de la grande résilience de ce public et des liens de solidarité puissants qui existent dans le collectif LAP.

Cette grande résilience est d'ailleurs un élément sur lequel il faudrait bâtir de futurs projets entre personnes exilées et jeunes rennais afin de faciliter le partage de compétences, de savoir-faire, de savoir-être. Ainsi chacun pourrait ressortir enrichi de cette dynamique collective.

Au cours de cette année le LAP a regroupé des jeunes issus de toutes les aires géographiques. Du continent américain, au continent asiatique en passant par l'Afrique subsaharienne, le Maghreb, le Moyen-Orient et l'Europe de l'est, les jeunes ont pu partager leur passion commune pour le foot, la danse et tout simplement leur besoin d'interconnaissance, de rencontre et de lien social inter

culturel. Plusieurs langues et encore plus de dialectes ont nourri les échanges et les productions.

La présence de personnes exilées au LAP et le partenariat avec l'association DIDA peut-être symbolisé par l'organisation de « tea-time » DIDA/LAP. Ces moments de convivialité délocalisent les tea-time de DIDA dans le nouveau QG du LAP. Cela a permis de faire connaître le LAP et Keur Eskemm aux jeunes adultes qui gravitent autour de DIDA. Cela a aussi permis de désengorger le local de DIDA et d'installer des activités de proximité pour le public exilé du nord-est de Rennes. Par ailleurs, les personnes exilées du LAP et de DIDA ont été moteur lors de l'organisation et de la réalisation des tea-time. Ils ont invité, accueilli et animé des temps de rencontre entre exilés et rennais. Ces moments ont sans doute renforcé le pouvoir d'agir et l'implication du public exilé dans la vie associative rennaise.

Enfin, nombre de petites anecdotes viennent à l'esprit au moment de faire ce bilan. Comme par exemple, les volontaires et participants du LAP qui se mettent à côté d'une personne exilée pour lui traduire en temps réel toute l'intervention d'un professionnel. Dans un anglais plus ou moins maîtrisé par les deux protagonistes, le message passe malgré tout et des liens se créent. Ces moments sont d'une grande bienveillance où chacun s'assure que son voisin comprend l'activité et puisse s'en saisir. L'on pourrait également citer les matchs de foot où tout le monde se retrouve - peu importe son niveau - et se défoule avec joie et bonne humeur. Finalement, on gardera aussi le souvenir d'une personne exilée soutenue et hébergée par plusieurs participants, les uns après les autres, pour assurer un suivi d'hébergement. Sans oublier l'atelier karaoké où chacun a chanté et dansé la musique de son pays : Algérie, Brésil, Côte d'Ivoire, Tchad, Suriname.

HAMDANI	ZAKARIA	07 SEPTEMBRE 2021
<p align="center"><b>Master 2 mention santé publique</b>  <b>Parcours : « Enfance, jeunesse : politiques et accompagnements »</b></p>		
<p align="center"><b>STRATÉGIE DE CONTRE-POUVOIR ET PUISSANCE POLITIQUE :  analyse des pratiques de Keur et Coop'Eskemm</b></p>		
<p align="center"><b>Promotion 2020-2021</b></p>		
<p><b>Résumé :</b></p> <p>Comment faire contre-pouvoir ? Comment être puissant politiquement dans un contexte où les mouvements progressistes échouent lorsqu'ils agissent ? Étude de cas de l'association Keur Eskemm et de la coopérative Coop'Eskemm.</p> <p>Ce travail étudie la sociologie des membres des structures en parallèle des figures militantes nécessaires à la construction d'un contre-pouvoir et de stratégies puissantes politiquement.</p> <p>Il présente ensuite les dynamiques de projets à l'intérieur des structures, à destination des jeunes et les liens qu'ils entretiennent avec les élus, les décideurs et l'institution universitaire. Aussi, ce travail propose une nouvelle forme de radicalité militante pour déstabiliser les systèmes de domination et tenter de rendre effectives des stratégies de contre-pouvoir et de puissance politique.</p>		
<p><b>Mots-clés :</b></p> <p>Pouvoir - élus - décideurs - Université - politiques jeunesse - politique - gauche - mouvements sociaux - radicalité - militant - révolution - capitalisme - néolibéralisme</p>		
<p align="center"><i>L'École des Hautes Études en Santé Publique, l'Université Rennes 1 et l'Université Rennes 2 n'entendent donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les mémoires : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.</i></p>		